



D. DURAND

Sophie

Vh

AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

ETABLISSEMENT PUBLIC DU MINISTÈRE
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

90 rue du Férétra
CS 87801
31078 Toulouse Cedex 04
tél. 05 61 36 37 38 - fax 05 61 36 37 28
www.eau-adour-garonne.fr



Toulouse, le 7 novembre 2016

Monsieur le Président
COMMUNAUTE DE COMMUNES QUERCY
ROUERGUE ET GORGES DE L'AVEYRON
MAIRIE
BP 30
82140 ST ANTONIN NOBLE VAL

V/Réf : Votre demande reçue le 16/10/2012
N/Réf : TOU/SC-SC/2016-1313 - Dossier n° 290 82 1032
Contact : Séverine CHAUVIN
☎ 05.61.43.26.95 - ✉ severine.chauvin@eau-adour-garonne.fr

Objet : Avis PLUI
VOLET "EAU" DE L'ELABORATION DU P.L.U. INTERCOMMUNAL

Monsieur le Président,

Vous trouverez ci-après l'avis de l'agence sur le PLUI, portant spécifiquement sur les enjeux « eau ».

Les milieux aquatiques et humides sont pris en compte dans votre projet. Ils auraient toutefois mérité de faire l'objet de mesures de protection renforcées :

- **Les ripisylves** existantes sont majoritairement cartographiées et classées en « Espaces Boisés Classés », ce qui leur confère un bon niveau de protection a priori. Il aurait néanmoins été opportun d'élargir le zonage à tout le linéaire des berges où la ripisylve est inexistante ou inadaptée et qui doit être restaurée.
- Faire respecter ce classement requiert une animation et une information particulière des riverains et des élus locaux, que vous devriez être en mesure d'assurer via votre service technique « rivière ». Il serait judicieux de faire référence à la politique de gestion des cours d'eau et de joindre au règlement le **guide du riverain**.
- **Les zones humides** identifiées dans l'inventaire départemental ont été référencées dans la cartographie. Cependant vous avez choisi de les classer en « zone agricole à protéger Ap » et d'afficher la possibilité d'y faire des travaux tout en faisant référence aux obligations liées à la réglementation. Il aurait été préférable de choisir un classement plus spécifique de type « N zones humides » avec des prescriptions particulières limitant les travaux pouvant amener à leur dégradation voire leur destruction. Etant donné la fragilité de ces milieux et leur rareté, ne serait-ce qu'au niveau départemental notamment, cela aurait montré une politique plus volontariste de votre collectivité sur ce sujet, qui par ailleurs est en charge de la gestion des milieux aquatiques depuis quelques années.

Délégations et départements concernés

Atlantique-Dordogne
4 rue du Pr André Lavignolle
33049 Bordeaux Cedex
Tél. 05 56 11 19 99
fax 05 56 11 19 98

Départements :
16-17-33-47-79-86

64, rue du Grand Prat
19600 St-Pantaléon-de-Larche
tél. 05 55 88 02 00
fax 05 55 88 02 01

Départements :
15-19-23-24-63-87

Pau
7, passage de l'Europe
BP 7503 • 64075 Pau Ce
tél. 05 59 80 77 90
fax 05 59 80 77 99

Départements :
40-64-65

Pour nous écrire :

Agence de l'Eau Adour-Garonne
Délégation du bassin Garonne amont
Unité territoriale de Toulouse
46 avenue du Général de Croutte
31100 TOULOUSE

e Bruxelles • Bourran
10 • 12035 Rodez Cedex 9
65 75 56 00
65 75 56 09

tements :
46-48



Néanmoins, une animation et des actions de sensibilisation spécifiques sur ce sujet, via votre service « rivière » notamment, peut permettre de limiter cet écueil.

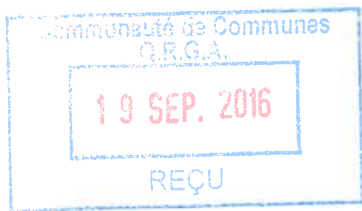
Concernant les enjeux relatifs à l'eau potable et à l'assainissement :

- **Pour l'eau potable**, le schéma directeur d'AEP du territoire n'étant qu'à la phase d'état des lieux, le règlement du PLUI n'apporte pas de recommandations précises à l'échelle des systèmes d'alimentation en eau (réseaux et production) pour encadrer le développement des différentes communes. L'état des lieux du PADD montre bien la tension entre les besoins actuels et les ressources en certains endroits ainsi que le mauvais état des réseaux avec des rendements faibles en certains endroits. Aussi tout projet d'extension d'eau potable et d'augmentation des besoins devra absolument prendre en compte les recommandations de ce schéma notamment concernant le dimensionnement et le fonctionnement des réseaux (rendement, temps de séjour, pression).
- **Pour l'assainissement**, l'absence de schéma d'assainissement sur l'ensemble du territoire n'a pas permis d'émettre des recommandations précises. Néanmoins le règlement du PLUI demande le respect des préconisations des documents cadres existants ou à venir. Ainsi, la réalisation d'un schéma d'assainissement et de diagnostics de réseaux est souhaitable d'autant que ce territoire compte deux cours d'eau, La Seye et La bonnette, dont l'état est dégradé du fait des rejets d'eaux usées (masses d'eau à pression domestique forte).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération la plus distinguée.



Patrick FLOUR
Directeur de délégation territoriale



Elsa ✓

Préfecture de Tarn et Garonne

Unité Départementale de L'Architecture et du Patrimoine

Montauban le, 6 septembre 2016

Réf. : 238

Affaire suivie par : Benoît COLOMBIÉ

Objet : Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté des Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron

**Monsieur le Président de la Communauté
de Communes du Quercy Rouergue et
des Gorges de l'Aveyron
Maison des Services Publics
BP 30
82140 SAINT ANTONIN NOBLE VAL**

Monsieur le Président,

J'ai examiné avec attention le dossier d'élaboration du PLUI de la communauté de communes du Quercy-Rouergue que vous m'avez transmis. Celui-ci développe avec cohérence les objectifs d'évolution de l'intercommunalité ainsi que la prise en compte des caractères de chaque territoire.

Cependant, après étude, nous souhaiterions voir apparaître dans ce document d'urbanisme une forte insistance concernant l'aspect inadapté et néfaste des dispositifs dit d'optimisation thermique sur des bâtiments anciens.

- a) Les matériaux d'isolation, les portes, fenêtres et volets isolants ne doivent en aucun cas porter atteinte au caractère du lieu. Inciter à privilégier les doubles portes ou fenêtres intérieures ou l'isolation par l'intérieur.

L'isolation par l'extérieur doit être interdite sur les maçonneries anciennes telles que briques pleines, béton de chaux, pierres, pans de bois, terre ou sur les édifices de qualité architecturale.

A ce propos, l'article R. 131-23-9-1 du décret n° 2016-711 du 30 mai 2016 relatif aux travaux d'isolation stipule le cadre dérogatoire des mises en œuvre de l'isolation par l'extérieur.

Il conviendra de faire figurer dans l'article 15 du PLUi l'ensemble des circonstances pour lesquelles le décret ne s'applique pas. En effet, il reconnaît le profond désaccord entre l'intervention d'isolation et le bâti ancien tant au niveau esthétique (décors) que thermique et surtout de pérennité des maçonneries anciennes.

.../...

- b) Les menuiseries visant à conforter le rendement thermique ne devront pas porter atteinte aux caractères des lieux (PVC exclu, volets roulants posés à l'intérieur).
- c) Les systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables doivent faire l'objet d'un projet élaboré qui précise bien les modalités de pose et les enjeux d'impact paysager par rapport à l'environnement immédiat.
- Il devra être stipuler que tout dispositif relatif aux énergies renouvelables ne sera accepté que s'il ne dénature pas la qualité du site, du bourg historique ou du bâtiment. Tout projet de ce type devra donc faire apparaître un effort d'intégration conséquent. De tels dispositifs, ne devront pas être visible depuis l'espace public et être placés convenablement sur une couverture secondaire (appentis, garage, pergola) et non sur le toit principal de la construction.
- d) Dans toutes zones, les articles qui traitent de l'aspect extérieur des constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services et équipements publics, doivent stipuler qu'un effort d'intégration paysager est indispensable et qu'en premier lieu des matériaux locaux traditionnels seront envisagés.

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

L'Architecte des Bâtiments de France
Chef de l'Unité Départementale de
l'Architecture et du Patrimoine



Philippe GISCLARD

Copie : Direction Départementale des Territoires

PRÉFECTURE DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRENEES

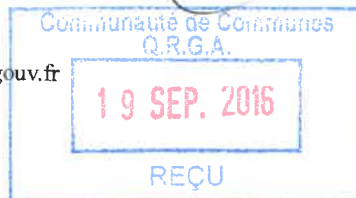
vu

Direction Régionale des Affaires Culturelles

Albi, le 13 septembre 2016

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Tarn

Affaire suivie par : Pierre Novella
Téléphone : 05 63 45 62 73
Courriel : pierre.novella@culture.gouv.fr



Monsieur le Président de la
Communauté de Communes du Quercy
Rouergue et des Gorges de l'Aveyron
Maison des Services Publics
BP30
82140 ST-ANTONIN NOBLE VAL

Objet : Communauté de Communes du Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron

Projet de PLU intercommunal

Réf. : Votre courrier du 19 juillet 2016

PJ : 1

Monsieur le Président,

Par votre courrier cité en référence, vous sollicitez notre service pour un avis sur le projet de PLU concernant votre communauté de communes.

S'agissant du projet global de règlement et de la Charte Architecturale, nous vous renvoyons vers le courrier de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Tarn et Garonne du 6 septembre 2016 qui préconise certaines adaptations architecturales sur le patrimoine ancien.

S'agissant du projet de zonage, seule la commune de MONTROSIER fait partie du Département du Tarn et a fait l'objet d'un examen de notre service. Nous pouvons vous faire part des observations suivantes :

Au nord-est du village sur les parcelles n°146 et 147, a été prévu un zonage AU prévoyant la possibilité d'une extension urbaine future. Ces parcelles font partie d'un ensemble naturel et agricole de qualité qui participe à l'esthétique paysagère du site protégé en bordure de la rivière. Ce secteur est très visible de part sa déclivité naturelle et offre un paysage ouvert sensible en venant par les routes départementales D34 depuis Milhars et D115 depuis Varen. De plus cette extension est déconnectée de la trame urbaine ancienne du village et se retrouve insérée entre deux zones Ap qui sont justifiées.

L'extension urbaine dans cette zone serait préjudiciable au Site Inscrit protégé des Georges de l'Aveyron.

Il convient, par conséquent, de remplacer ce zonage AU par un zonage Ap maintenant ces parcelles dans l'activité agricole actuelle.

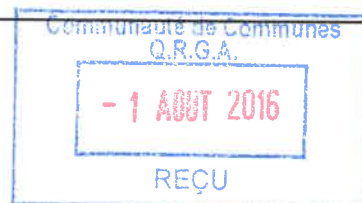
Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

Patrick Gironnet

Chef de l'Unité Départementale
de l'Architecture et du Patrimoine du Tarn
Architecte et Urbaniste en Chef de l'État
Architecte de Bâtiments de France

Signature

Copie p.i. : DDT du Tarn – Service Environnement et Urbanisme



TIGF

**Direction Opérations
Région de TOULOUSE**

**16 bis rue Alfred Sauvy
31270 CUGNAUX
Tél : 05 61 16 26 10
Fax : 05 61 78 51 12**

TOULOUSE, le 27/07/2016

Communauté de Communes QRGA
Maison des services publics
BP 30
82140 Saint Antonin Noble Val

A l'attention de Monsieur le Président

DOP/ETR/RTO-T2016 / 451 - GV
Affaire suivie par : Elodie PENELLO

LR/AR 2C 061 940 2612 3

V/Ref - Consultation du 19 juillet 2016

Objet - Elaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron (17 communes).

Monsieur le Président,

Nous avons bien reçu votre courrier concernant le projet d'établissement du PLU Intercommunal de la Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron.

Nous vous confirmons que notre réseau de canalisations de transport de gaz naturel à haute pression traverse les 7 communes du Tarn et Garonne suivantes :

**CAYLUS, LACAPELLE-LIVRON, LOZE, PARISOT, PUYLAGARDE, SAINT-PROJET,
SAINT-ANTONIN-NOBLE-VAL.**

Ce réseau est soumis à l'arrêté ministériel du 5 mars 2014, portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustible, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques. Il est également soumis au Code de l'Environnement qui instaure des Servitudes d'Utilité Publique (SUP).

Conformément à cette réglementation, nous vous demandons de tenir compte des contraintes liées aux zones de dangers de nos canalisations de transport de gaz naturel à haute pression. En conséquence, nous vous joignons les éléments suivants :

- le document GAZ I3, indiquant les ouvrages TIGF traversant chaque commune (Tableau 1), la largeur de la servitude non aedificandi (Tableau 2) et la largeur des bandes de servitudes d'utilité publique (SUP) associées (Tableau 3).
- Le plan de situation sur lequel ont été reportés, au périmètre de la commune, les ouvrages TIGF et leur bande SUP respective la plus large (SUP 1 – Tableau 3).

Afin que soit respecté l'ensemble des dispositions réglementaires et que nous puissions analyser au mieux les interactions possibles entre de futurs projets de construction et nos ouvrages, **il est demandé que :**

- le tracé des canalisations et de leurs servitudes soient représentés sur les cartographies du PLU Intercommunal, afin d'attirer l'attention sur les risques potentiels que présentent nos ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation. Pour des données plus précises, à votre demande et sous convention, TIGF est en mesure de fournir un extrait SIG du tracé géoréférencé de ses ouvrages et de leurs servitudes associées au périmètre des communes concernées.

Dénomination sociale : Transport et Infrastructures Gaz France
Adresse postale siège social : 40, avenue de l'Europe - CS 20522 - 64010 PAU CEDEX
Tél. : +33 (0)5 59 13 34 00 - Fax : +33 (0)5 59 13 35 60 - www.tigf.fr

S.A. au capital de 17 579 088 euros
RCS Pau 095 580 841 / N° de TVA FR 59095580841

TIGF

- les servitudes liées à la présence de nos ouvrages présentées dans le document GAZ I3 joint soient mentionnées dans la liste des servitudes de votre PLU Intercommunal,
- les contraintes d'urbanisme mentionnées aux paragraphes 3 et 4 du document GAZ I3 joint soient inscrites dans votre PLU Intercommunal,
- TIGF soit consulté le plus en amont possible dès lors qu'un projet d'urbanisme (ERP, IGH, CU, PC...) se situe dans la zone SUP1 reportée sur la cartographie jointe,
- TIGF soit consulté pour toutes modifications ultérieures envisagées pour l'occupation des sols en termes de Plan Local d'Urbanisme.

En cas de projet incompatible avec la présence de nos ouvrages TIGF pourra être amené à émettre à un avis défavorable. Il y aura alors lieu d'étudier un aménagement du projet ou de la canalisation, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Enfin, nous vous rappelons qu'au titre des articles R-554-19 et suivants du code de l'environnement tout responsable de projet ou entrepreneur envisageant des travaux doit consulter préalablement le téléservice www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr et déposer si nécessaire les DT et DICT auprès de TIGF.

Nous vous informons également que nous souhaitons uniquement être associés au « porter à connaissance », avec consultation à terme de notre service, nous n'assisterons donc pas aux commissions de travail du PLU Intercommunal.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de nos salutations distinguées.

Le Chef de Région

Ph. MEGEMONT



PJ. Plans de situation des ouvrages de transport de gaz naturel avec zone SUP1
Document GAZ I3 (bandes de servitude et contraintes d'urbanisme)

Copie TIGF - Secteur de MONTAUBAN
TIGF - Secteur de RODEZ

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL de la Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron (82)
Communes de CAYLUS, LACAPELLE-LIVRON, LOZE, PARISOT, PUYLAGARDE, SAINT-PROJET, SAINT-ANTONIN-NOBLE-VAL

Servitudes I3

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz

RESEAU DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL TIGF

CONTRAINTES D'URBANISME

1. Dénomination des ouvrages TIGF traversant les communes

Les communes sont traversées et donc impactées par les ouvrages suivants :

Tableau 1 : Ouvrages TIGF

Commune	Nom de la canalisation	Pression Maximale de Service (bar)	Diamètre (mm)	Traverse/ impacte	Longueur sur la commune (km)	Référence Arrêté d'Autorisation
CAYLUS	DN 150 SEPTFONDS - LACAPELLE LIVRON OUEST	66,2	150	Traverse	8,37	AM 4 juin 2004 NOR : IND10402949A ⁽¹⁾ ou IND10402950A ⁽²⁾
	DN 300 SEPTFONDS - LACAPELLE LIVRON EST		300		11,31	
LACAPELLE-LIVRON	DN 150 LACAPELLE LIVRON OUEST - SAINTE CROIX		150		0,12	
	DN 150 SEPTFONDS - LACAPELLE LIVRON OUEST		150		2,42	
	DN 300 LACAPELLE LIVRON EST - SAINTE CROIX		300		0,44	
	DN 300 SEPTFONDS - LACAPELLE LIVRON EST		300		1,83	
LOZE	DN 150 LACAPELLE LIVRON OUEST - SAINTE CROIX	66,2	150	Traverse	2,47	AM 4 juin 2004 NOR : IND10402949A ⁽¹⁾ ou IND10402950A ⁽²⁾
PARISOT	DN 300 LACAPELLE LIVRON EST - SAINTE CROIX		300		2,88	
PUYLAGARDE	DN 150 LACAPELLE LIVRON OUEST - SAINTE CROIX		150		5,17	
	DN 300 LACAPELLE LIVRON EST - SAINTE CROIX		300		3,73	

Dénomination sociale : Transport et Infrastructures Gaz France
Adresse postale siège social : 40, avenue de l'Europe - CS 20522 - 64010 PAU CEDEX
Tél. : +33 (0)5 59 13 34 00 - Fax : +33 (0)5 59 13 35 60 - www.tigf.fr

TIGF

S.A. au capital de 17 579 088 euros
RCS Pau 095 580 841 / N° de TVA FR 59095580841

Commune	Nom de la canalisation	Pression Maximale de Service (bar)	Diamètre (mm)	Traverse/ impacte	Longueur sur la commune (km)	Référence Arrêté d'Autorisation
SAINT-ANTONIN- NOBLE-VAL	DN 150 SEPTFONDS - LACAPELLE LIVRON OUEST	66,2	150	Traverse	2,13	AM 4 juin 2004 NOR : IND10402949A ⁽¹⁾ ou IND10402950A ⁽²⁾
	DN 300 SEPTFONDS - LACAPELLE LIVRON EST		300		2,79	
SAINT-PROJET	DN 150 LACAPELLE LIVRON OUEST - SAINTE CROIX		150		0,37	

(1) Arrêté du 4 juin 2004, portant autorisation conjointe de transport de gaz naturel pour l'exploitation par les sociétés Total Transport Gaz France et Gaz du Sud-Ouest des ouvrages dont la propriété a été transférée à la société Elf-Aquitaine de Réseau, accordé par le Ministre délégué à l'industrie et publié au Journal Officiel le 11 juin 2004.

(2) Arrêté du 4 juin 2004, portant autorisation de transport de gaz pour l'exploitation des ouvrages dont la propriété a été transférée à la société Gaz du Sud-Ouest, accordé par le Ministre délégué à l'industrie et publié au Journal Officiel le 11 juin 2004.

2. Références aux principaux textes officiels

- Code de l'énergie
- Code de l'environnement
 - Partie législative : Articles L555-16 et Articles L 555-25 à L555-30
 - Partie réglementaire : Chapitre V du titre V du livre V
- Code de l'Urbanisme
 - Partie Législative : Articles L. 121-1, L. 121-2, L. 122-1 et L. 123-1
 - Partie Réglementaire : Articles R126-1 et R 431-16
- Arrêté Ministériel du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

3. Servitude non aedificandi

Cette servitude correspond à une bande de libre passage permettant l'accès aux agents de TIGF pour l'entretien, la surveillance et la maintenance des canalisations et de leur environnement.

A l'intérieur de cette bande, les propriétaires des parcelles concernées se sont engagés par convention à ne pas procéder, sauf accord préalable de TIGF, à des constructions, à la plantation d'arbres ou arbustes, à l'édification de clôtures avec des fondations ou à des stockages même temporaires.

Tableau 2 : Largeur des bandes de servitude non aedificandi

Nom de la canalisation	Largeur de la bande de servitude non aedificandi (m)
CANALISATION DN 150 SEPTFONDS - LACAPELLE LIVRON OUEST	4 à 6 m
CANALISATION DN 150 LACAPELLE LIVRON OUEST - SAINTE CROIX	
CANALISATION DN 300 LACAPELLE LIVRON EST - SAINTE CROIX	
CANALISATION DN 300 SEPTFONDS - LACAPELLE LIVRON EST	

4. Servitudes d'Utilité Publique (SUP)

Les ouvrages TIGF sont soumis à l'arrêté du 5 mars 2014, portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiées et de produits chimiques. Les restrictions d'urbanisme présentées dans le tableau ci-dessous sont à prendre en compte, conformément aux Codes de l'Urbanisme (Articles R126-1 et R431-16) et de l'Environnement (R555-30 et R555-46):

Tableau 3 : Contraintes d'urbanisme associées aux SUP

Nom de la canalisation	Servitudes d'Utilité publiques (Rayon du Cercle glissant centré sur la canalisation en m)	
	Contraintes associées	
	SUP 1	SUP 2-3
	Effets Létaux du phénomène dangereux majorant	Effets Létaux du phénomène dangereux réduit
	Permis de construire pour tout projet d'extension d'ERP>100 pers, d'ERP ¹ neuf > 100pers ou d'IGH ² subordonnés à la réalisation d'une Analyse de compatibilité par le porteur de projet approuvée par TIGF.	<ul style="list-style-type: none">• Pas d'ERP neuf >100 pers• Pas d'IGH ni d'installation nucléaire de base• Permis de construire pour extension d'un ERP existant>100 pers subordonné à :<ul style="list-style-type: none">- la réalisation d'une Analyse de compatibilité par le porteur de projet approuvée par TIGF- une étude de résistance du bâti.
Pas d'Installation Nucléaire de Base		
DN 150 SEPTFONDS - LACAPELLE LIVRON OUEST	45 m	5 m
DN 150 LACAPELLE LIVRON OUEST - SAINTE CROIX	45 m	
DN 300 LACAPELLE LIVRON EST - SAINTE CROIX	95 m	
DN 300 SEPTFONDS - LACAPELLE LIVRON EST	95 m	
NOTA : pour le gaz naturel les servitudes SUP 2 et SUP 3 sont confondues.		

NOTA : pour le gaz naturel les servitudes SUP 2 et SUP 3 sont confondues.

Dès lors qu'un projet d'urbanisme (CU, PC... pour un ERP, IGH, Habitations individuelles ou collectives, projet industriel...) se situe dans la zone SUP 1, TIGF demande à être consulté le plus en amont possible afin d'anticiper la prise en compte de l'évolution de l'environnement de ses canalisations. Le maire est tenu d'informer TIGF de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme délivré dans la zone SUP 1 (Art. R555-46 du code de l'environnement).

Le maire ne peut autoriser l'ouverture d'un établissement recevant du public de plus de 100 personnes ou l'occupation d'un IGH qu'après réception d'un certificat de vérification fourni par TIGF (cerfa. n°15017*01) attestant de la mise en œuvre effective des mesures compensatoires préconisées par l'analyse de compatibilité (en application des articles R123-46 et R122-22 du code de la construction et de l'habitation et conformément à l'article R555-31 - IV du Code de l'Environnement).

¹ ERP : Etablissement Recevant du Public

² IGH : Immeuble de Grande Hauteur

5. Travaux à proximité du réseau TIGF

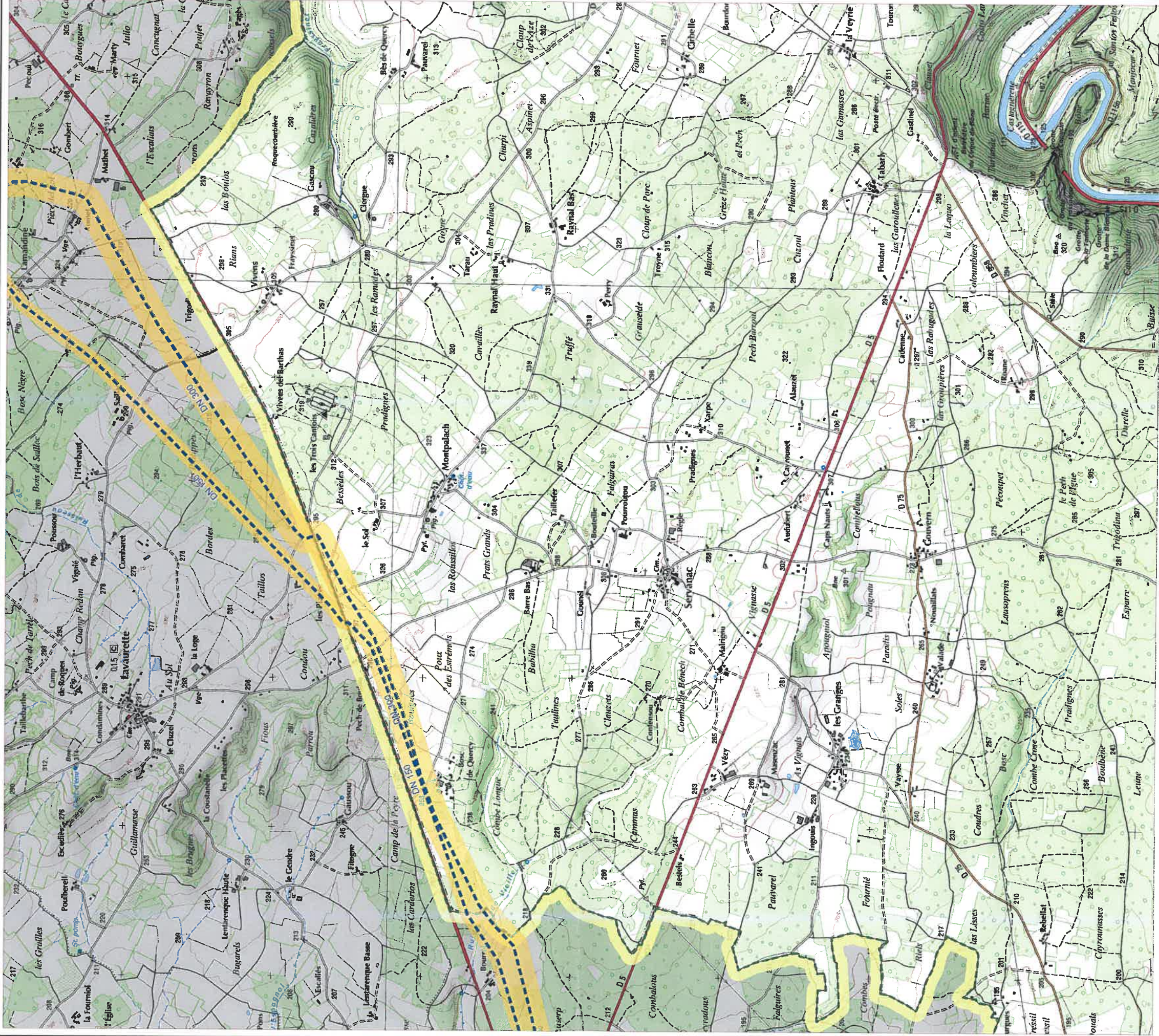
En ce qui concerne plus particulièrement les travaux à proximité des canalisations de transport de gaz naturel (terrassements, fouilles, forages, enfoncements etc..) leur exécution ne peut être effectuée que conformément aux dispositions de la législation en vigueur :

- Articles R. 554-1 à R. 554-38 du code de l'environnement relatifs au guichet unique et à l'exécution de travaux à proximité des réseaux.
- Arrêté Ministériel du 15 février 2012 et Décret du 17 juin 2014 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement.
- Tout responsable de projet ou entrepreneur envisageant des travaux doit consulter préalablement le **télé service** www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr et déposer si nécessaire les DT et DICT auprès de TIGF.

PLAN DE SITUATION DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL AVEC BANDES DE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE

ECHELLE : 1/25000

TIGF



SCAN25 © IGN PARIS - N°2012 - DISO/3-69

RESEAU TIGF EN ARRET DEFINITIF D'EXPLOITATION

RESEAU TIGF EN EXPLOITATION

SUP1 Effets létaux du phénomène dangereux majeur

SUP2-3 Effets létaux du phénomène dangereux réduit (zones confondues avec le trait de la canalisation).

Tout dossier d'urbanisme dans la zone
Doit faire l'objet d'une consultation :

TIGF

REGION DE TOULOUSE
16 bis, rue Alfred Sauvy
31270 Cugnaux

Tél : +33 (0)5 61 16 26 10

- Fax: +33 (0)5 61 78 51 12

RESEAU TIGF EN ARRET DEFINITIF D'EXPLOITATION

RESEAU TIGF EN EXPLOITATION

SUP1 Effets létaux du phénomène dangereux majeur

SUP2-3 Effets létaux du phénomène dangereux réduit (zones confondues avec le trait de la canalisation).

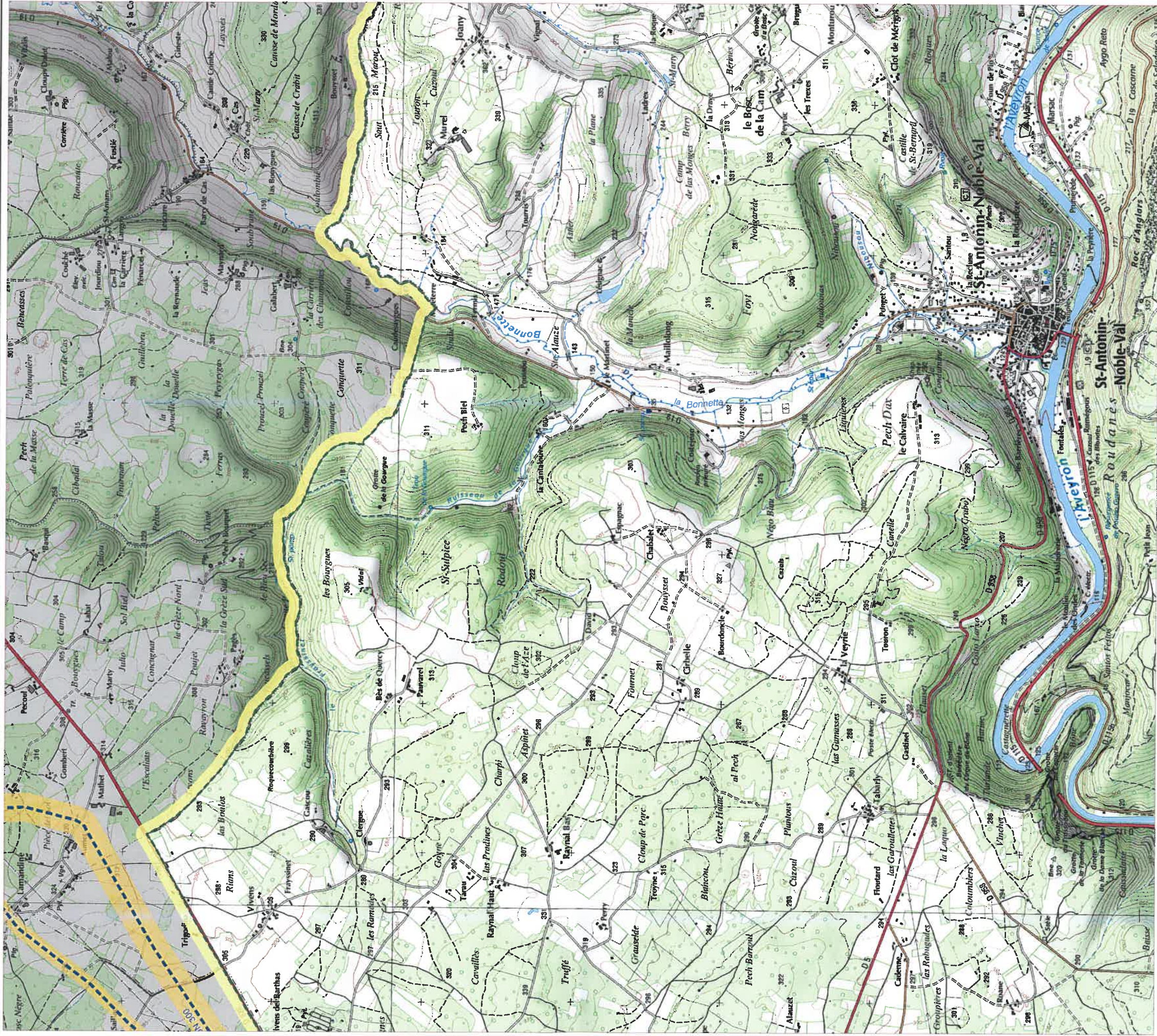
EDITION : 05/2016

**PLAN A USAGE EXCLUSIF DES INSTRUCTEURS DE
DOSSIERS D'URBANISME**POUR DECLARATION DT/DICT
CONSULTER LE GUICHET UNIQUE
www.reseaux-et-canalisation.gouv.frCETTE EDITION ET LES INFORMATIONS QU'ELLE CONTIENT
SONT INDICATIVES ET NE SAURAIENT PERMETTRE LA REALISATION
DE TRAVAUX A PROXIMITE DU RESEAU DE CANALISATIONS DE TIGF

PLAN DE SITUATION DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL AVEC BANDES DE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE

ECHELLE : 1/25000

TIGF



SCAN25 © IGN PARIS - N°2012 - DISO3-69

RESEAU TIGF EN ARRET DEFINITIF D'EXPLOITATION

RESEAU TIGF EN EXPLOITATION

SUP1 Effets létaux du phénomène dangereux majeur

SUP2-3 Effets létaux du phénomène dangereux réduit (zones confondues avec le trait de la canalisation).

Tout dossier d'urbanisme dans la zone

Doit faire l'objet d'une consultation :

TIGF

REGION DE TOULOUSE

16 bis, rue Alfred Sauvy
31270 Cugnaux

Tél : +33 (0)5 61 16 26 10

- Fax: +33 (0)5 61 78 51 12

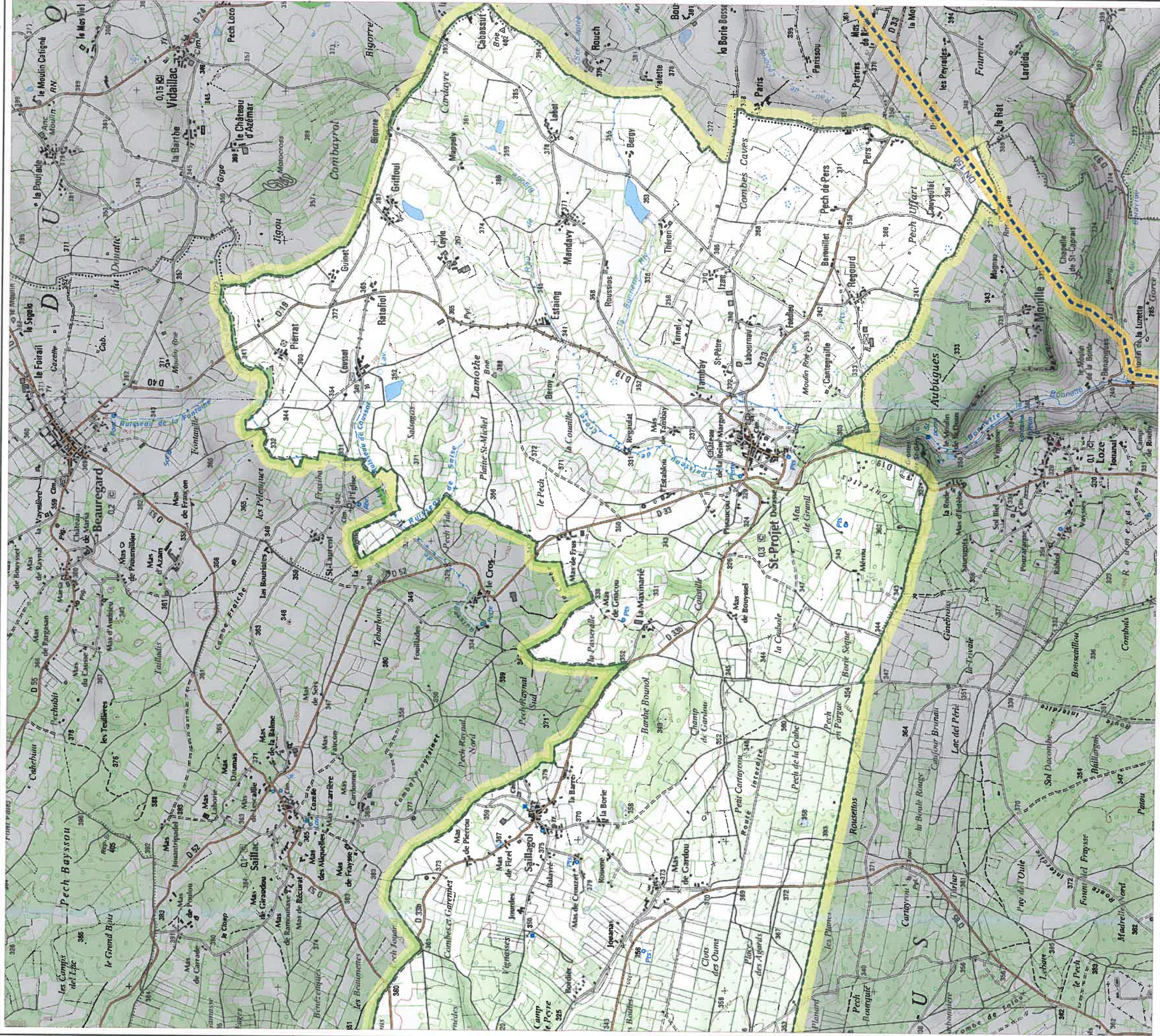
EDITION : 05/2016

**PLAN A USAGE EXCLUSIF DES INSTRUCTEURS DE
DOSSIERS D'URBANISME**POUR DECLARATION DT/DICT
CONSULTER LE GUICHET UNIQUE
www.reseaux-et-canalisation.gouv.frCETTE EDITION ET LES INFORMATIONS QUELLE CONTIENT
SONT INDICATIVES ET NE SAURAIENT PERMETTRE LA REALISATION
DE TRAVAUX A PROXIMITE DU RESEAU DE CANALISATIONS DE TIGF

PLAN DE SITUATION DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL AVEC BANDES DE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE

TIGF

ECHELLE : 1/25000



SCAN25 © IGN PARIS - N°2012 - DISO/3-69

RESEAU TIGF EN ARRET DEFINITIF D'EXPLOITATION

RESEAU TIGF EN EXPLOITATION

SUP1 Effets létaux du phénomène dangereux majeur

SUP2-3 Effets létaux du phénomène dangereux réduit (zones confondues avec le trait de la canalisation).

Tout dossier d'urbanisme dans la zone
Doit faire l'objet d'une consultation :**TIGF****REGION DE TOULOUSE**
16 bis, rue Alfred Sauvy
31270 Cugnaux

Tél : +33 (0)5 61 16 26 10

- Fax: +33 (0)5 61 78 51 12

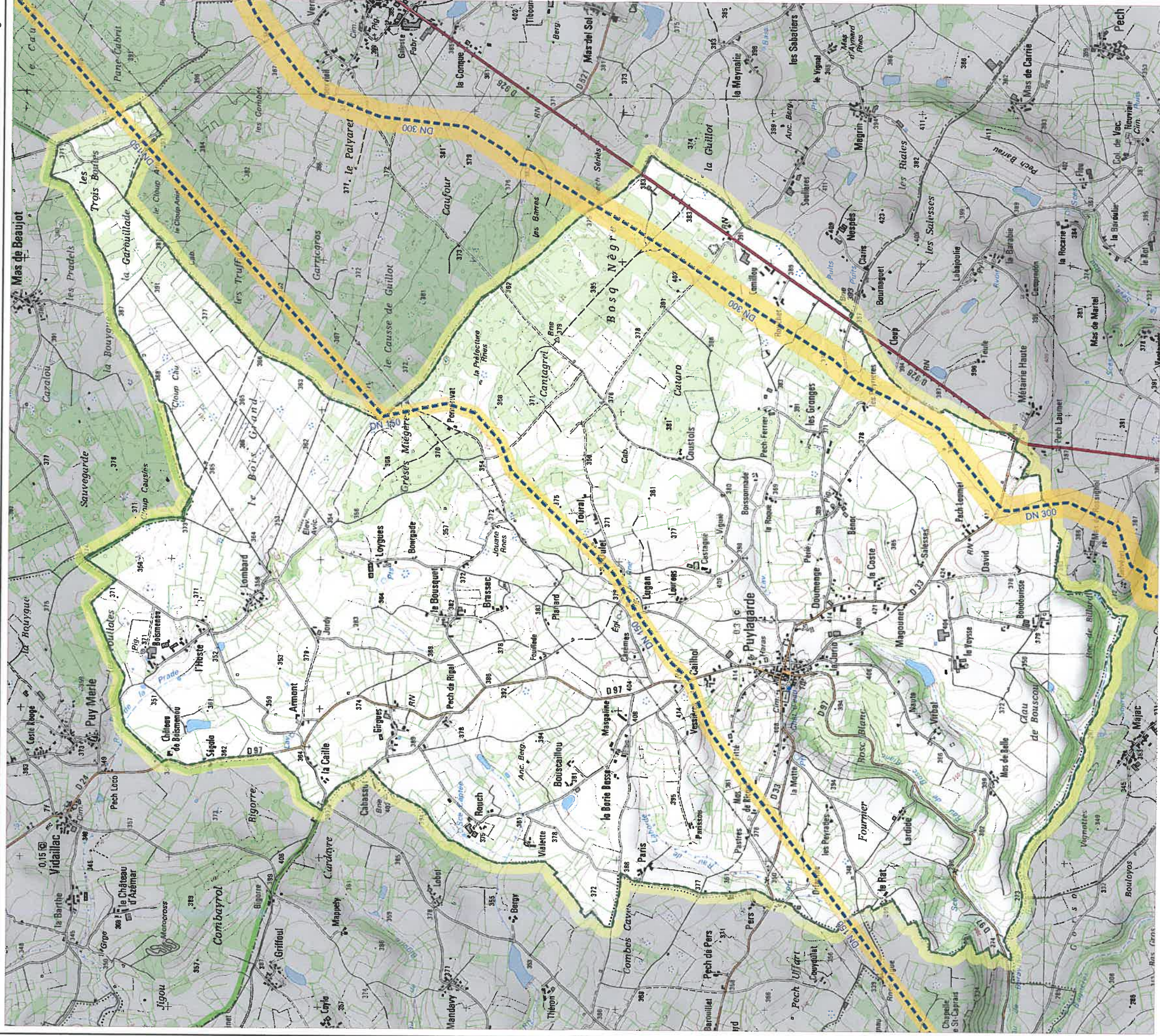
EDITION : 05/2016

**PLAN A USAGE EXCLUSIF DES INSTRUCTEURS DE
DOSSIERS D'URBANISME**POUR DECLARATION DT/DICT
CONSULTER LE GUICHET UNIQUE
www.reseaux-et-canalisation.gouv.frCETTE EDITION ET LES INFORMATIONS QU'ELLE CONTIENT
SONT INDICATIVES ET NE SAURAIENT PERMETTRE LA REALISATION
DE TRAVAUX A PROXIMITE DU RESEAU DE CANALISATIONS DE TIGF

PLAN DE SITUATION DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL AVEC BANDES DE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE

TIGF

ECHELLE : 1/25000



SCAN25 © IGN PARIS - N°2012 - DISO3-69

RESEAU TIGF EN ARRET DEFINITIF D'EXPLOITATION

RESEAU TIGF EN EXPLOITATION

SUP1 Effets létaux du phénomène dangereux majeur

SUP2-3 Effets létaux du phénomène dangereux réduit (zones confondues avec le trait de la canalisation).

Tout dossier d'urbanisme dans la zone
Doit faire l'objet d'une consultation :**TIGF****REGION DE TOULOUSE**
16 bis, rue Alfred Sauvy
31270 Cugnaux

RESEAU TIGF EN ARRET DEFINITIF D'EXPLOITATION



Doit faire l'objet d'une consultation :

TIGF**REGION DE TOULOUSE**
16 bis, rue Alfred Sauvy
31270 Cugnaux

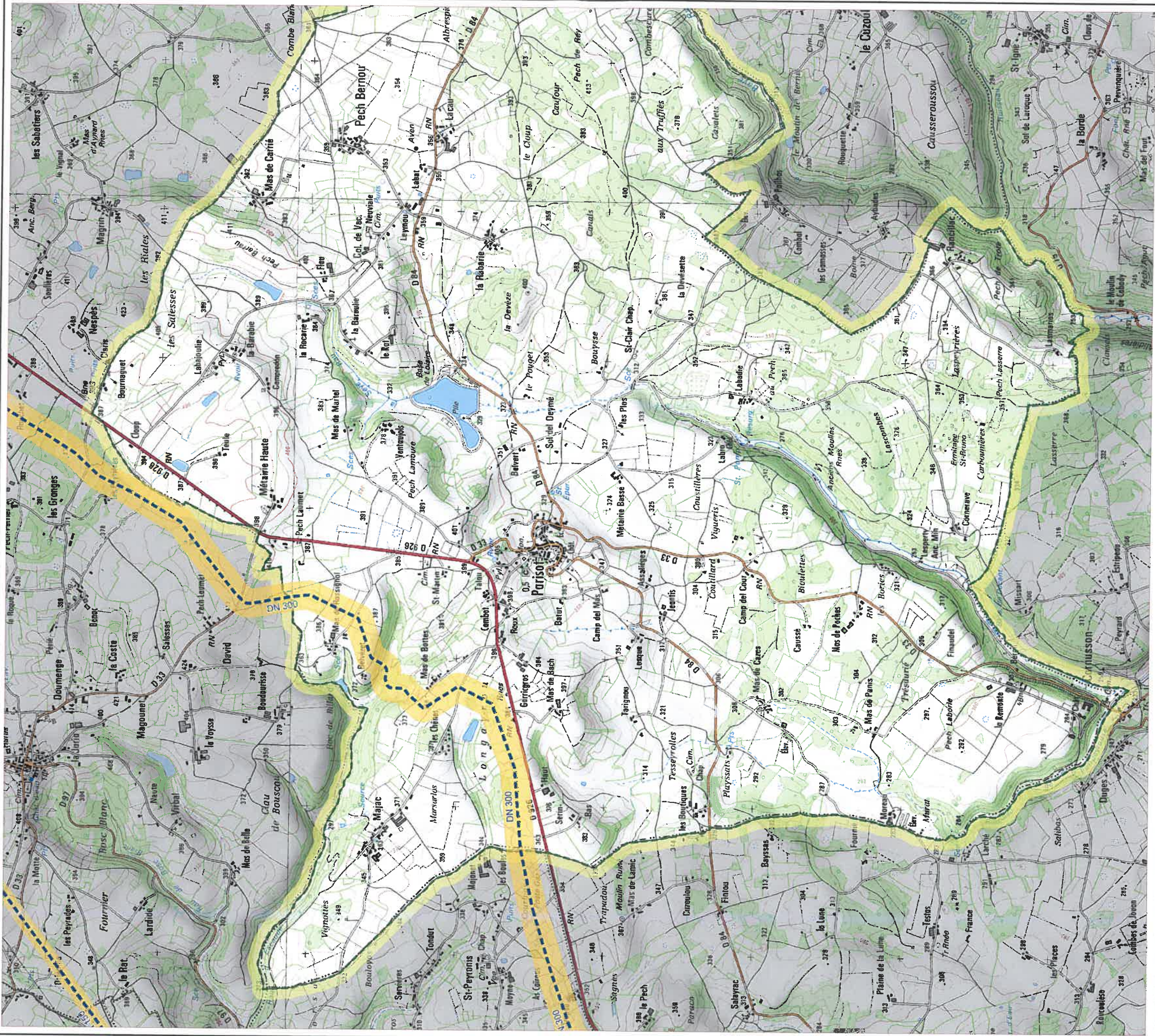
EDITION : 05/2016

**PLAN A USAGE EXCLUSIF DES INSTRUCTEURS DE
DOSSIERS D'URBANISME**POUR DECLARATION DT/DICT
CONSULTER LE GUICHET UNIQUE
www.reseaux-et-canalisation.gouv.frCETTE EDITION ET LES INFORMATIONS QU'ELLE CONTIENT
SONT INDICATIVES ET NE SAURAIENT PERMETTRE LA REALISATION
DE TRAVAUX A PROXIMITE DU RESEAU DE CANALISATIONS DE TIGF

Tél : +33 (0)5 61 16 26 10 - Fax: +33 (0)5 61 78 51 12

PLAN DE SITUATION DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL AVEC BANDES DE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE

ECHELLE : 1/25000

TIGF

SCAN25 © IGN PARIS - N°2012 - DISO/3-69

RESEAU TIGF EN ARRET DEFINITIF D'EXPLOITATION

RESEAU TIGF EN EXPLOITATION

SUP1 Effets létaux du phénomène dangereux majeur

SUP2-3 Effets létaux du phénomène dangereux réduit (zones confondues avec le trait de la canalisation).

Tout dossier d'urbanisme dans la zone

Doit faire l'objet d'une consultation :

TIGF**REGION DE TOULOUSE****16 bis, rue Alfred Sauvy
31270 Cugnaux**

RESEAU TIGF EN ARRET DEFINITIF D'EXPLOITATION

RESEAU TIGF EN EXPLOITATION

SUP1 Effets létaux du phénomène dangereux majeur

SUP2-3 Effets létaux du phénomène dangereux réduit (zones confondues avec le trait de la canalisation).

EDITION : 05/2016

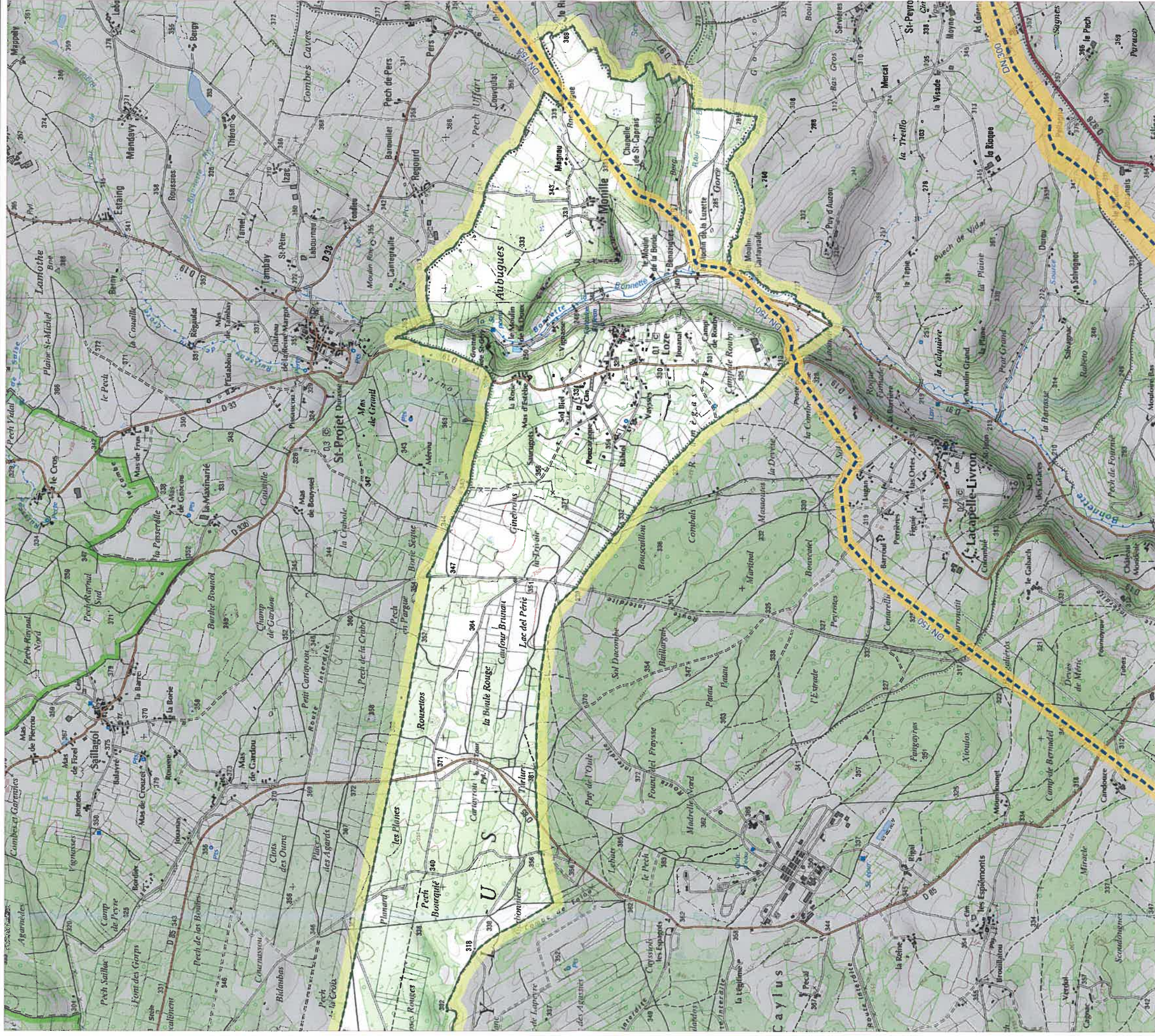
**PLAN A USAGE EXCLUSIF DES INSTRUCTEURS DE
DOSSIERS D'URBANISME**POUR DECLARATION DT/DICT
CONSULTER LE GUICHET UNIQUE
www.reseaux-et-canalisation.gouv.frCETTE EDITION ET LES INFORMATIONS QU'ELLE CONTIENT
SONT INDICATIVES ET NE SAURAIENT PERMETTRE LA REALISATION
DE TRAVAUX A PROXIMITE DU RESEAU DE CANALISATIONS DE TIGF

Tél : +33 (0)5 61 16 26 10 - Fax: +33 (0)5 61 78 51 12

PLAN DE SITUATION DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL AVEC BANDES DE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE

TIGF

ECHELLE : 1/25000



SCAN25 © IGN PARIS - N°2012 - DISO/3-69

RESEAU TIGF EN ARRÊT DEFINITIF D'EXPLOITATION

RESEAU TIGF EN EXPLOITATION

SUP1 Effets létaux du phénomène dangereux majeur

SUP2-3 Effets létaux du phénomène dangereux réduit (zones confondues avec le trait de la canalisation).

Tout dossier d'urbanisme dans la zone
Doit faire l'objet d'une consultation :
TIGF

EDITION : 05/2016

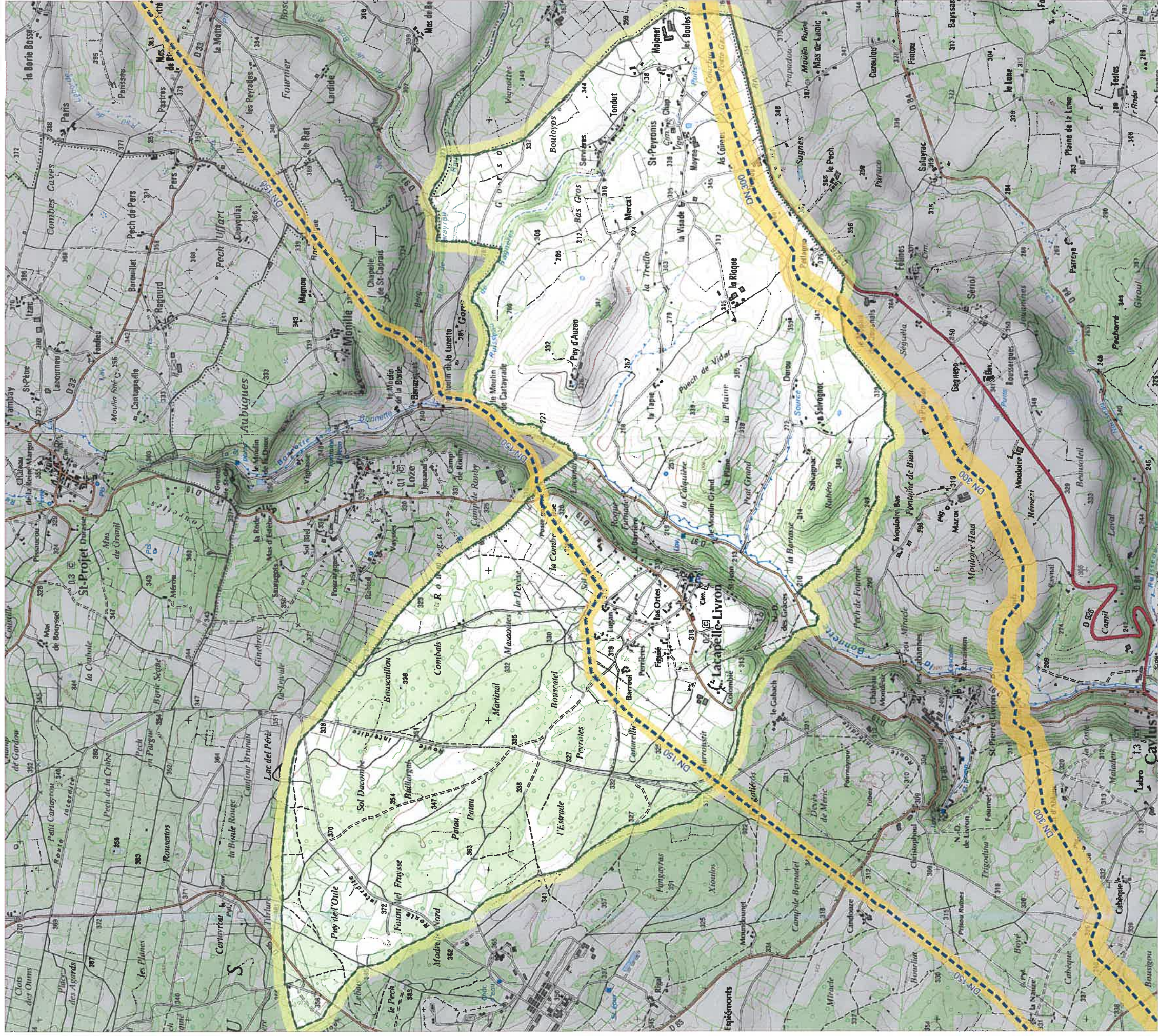
**PLAN A USAGE EXCLUSIF DES INSTRUCTEURS DE
DOSSIERS D'URBANISME**POUR DECLARATION DT/DICT
CONSULTER LE GUICHET UNIQUE
www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr**REGION DE TOULOUSE**
16 bis, rue Alfred Sauvy
31270 CugnauxCETTE EDITION ET LES INFORMATIONS QU'ELLE CONTIENT
SONT INDICATIVES ET NE SAURAIENT PERMETTRE LA REALISATION
DE TRAVAUX A PROXIMITE DU RESEAU DE CANALISATIONS DE TIGF

Tél : +33 (0)5 61 16 26 10 - Fax: +33 (0)5 61 78 51 12

PLAN DE SITUATION DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL AVEC BANDES DE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE

TIGF

ECHELLE : 1/25000



SCAN25 © IGN PARIS - N°2012 - DISO/3-69

RESEAU TIGF EN ARRET DEFINITIF D'EXPLOITATION

RESEAU TIGF EN EXPLOITATION

SUP1 Effets létaux du phénomène dangereux majeur

SUP2-3 Effets létaux du phénomène dangereux réduit (zones confondues avec le trait de la canalisation).

Tout dossier d'urbanisme dans la zone
Doit faire l'objet d'une consultation :**TIGF****REGION DE TOULOUSE**
16 bis, rue Alfred Sauvy
31270 Cugnaux

EDITION : 05/2016

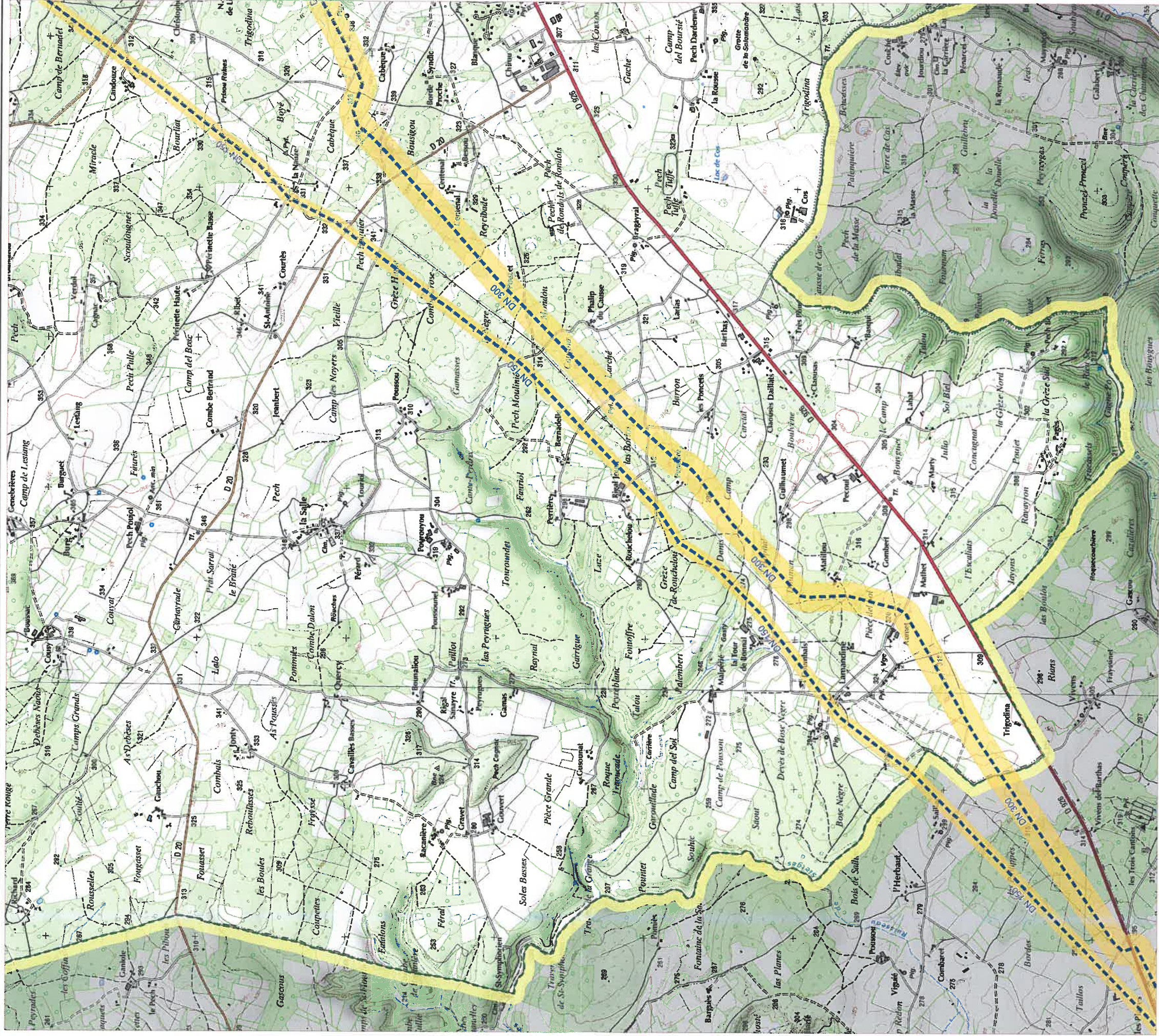
**PLAN A USAGE EXCLUSIF DES INSTRUCTEURS DE
DOSSIERS D'URBANISME**POUR DECLARATION DT/DICT
CONSULTER LE GUICHET UNIQUE
www.reseaux-et-canalisation.gouv.frCETTE EDITION ET LES INFORMATIONS QU'ELLE CONTIENT
SONT INDICATIVES ET NE SAURAIENT PERMETTRE LA REALISATION
DE TRAVAUX A PROXIMITE DU RESEAU DE CANALISATIONS DE TIGF

Tél : +33 (0)5 61 16 26 10 - Fax: +33 (0)5 61 78 51 12

PLAN DE SITUATION DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL AVEC BANDES DE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE

TIGF

ECHELLE : 1/25000



SCAN25 © IGN PARIS - N°2012 - DISO3-69

RESEAU TIGF EN ARRET DEFINITIF D'EXPLOITATION

RESEAU TIGF EN EXPLOITATION

SUP1 Effets létaux du phénomène dangereux majeur

SUP2-3 Effets létaux du phénomène dangereux réduit (zones confondues avec le trait de la canalisation).

Tout dossier d'urbanisme dans la zone
Doit faire l'objet d'une consultation :**TIGF****REGION DE TOULOUSE**
16 bis, rue Alfred Sauvy
31270 Cugnaux

Tél : +33 (0)5 61 16 26 10

- Fax: +33 (0)5 61 78 51 12

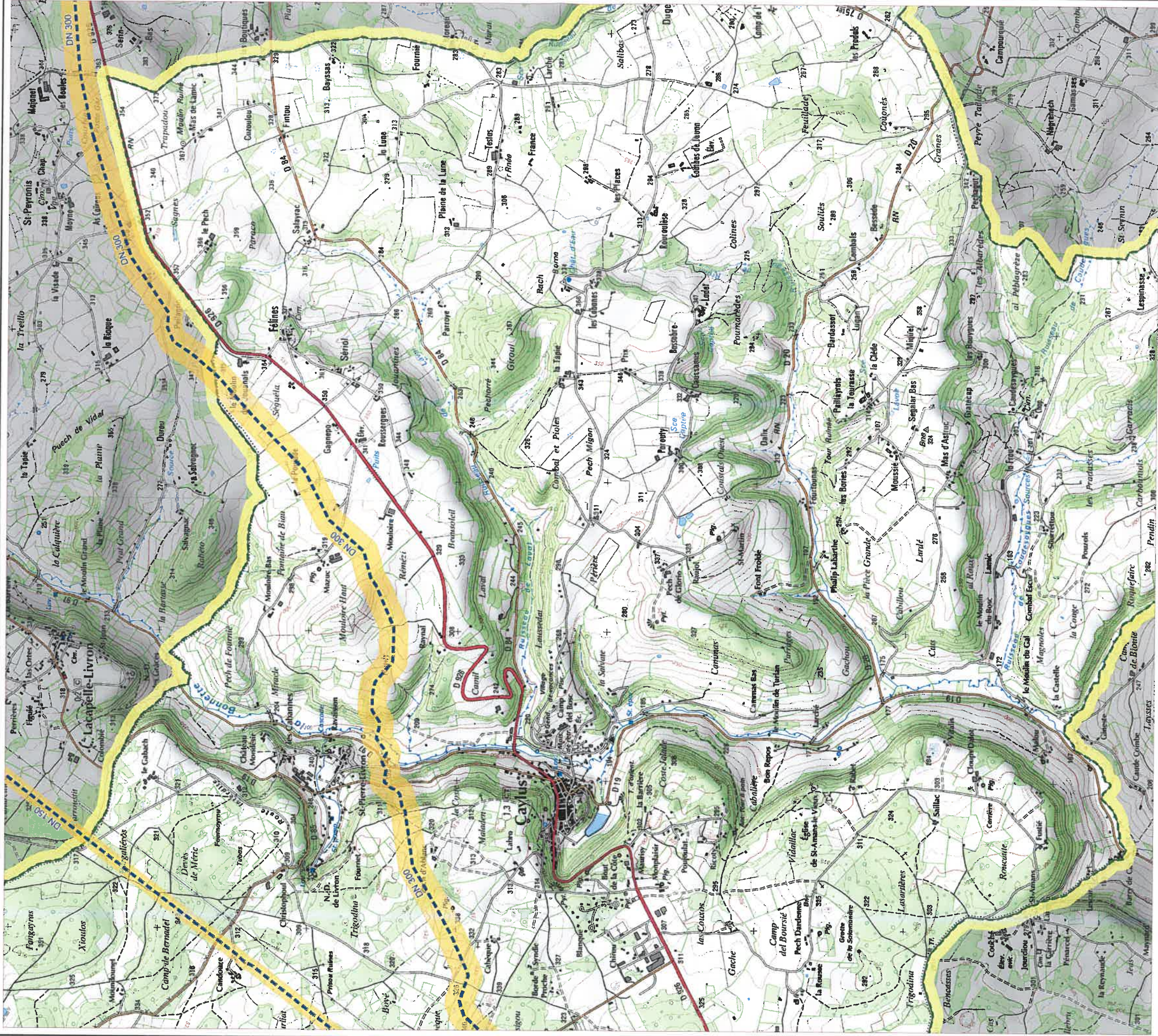
EDITION : 05/2016

**PLAN A USAGE EXCLUSIF DES INSTRUCTEURS DE
DOSSIERS D'URBANISME**POUR DECLARATION DT/DICT
CONSULTER LE GUICHET UNIQUE
www.reseaux-et-canalisation.gouv.frCETTE EDITION ET LES INFORMATIONS QU'ELLE CONTIENT
SONT INDICATIVES ET NE SAURAIENT PERMETTRE LA REALISATION
DE TRAVAUX A PROXIMITE DU RESEAU DE CANALISATIONS DE TIGF

PLAN DE SITUATION DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL AVEC BANDES DE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE

TIGF

ECHELLE : 1/25000



SCAN25 © IGN PARIS - N°2012 - DISO/3-69

RESEAU TIGF EN ARRET DEFINITIF D'EXPLOITATION

RESEAU TIGF EN EXPLOITATION

SUP1 Effets létaux du phénomène dangereux majeur

SUP2-3 Effets létaux du phénomène dangereux réduit (zones confondues avec le trait de la canalisation).

RESEAU TIGF EN ARRET DEFINITIF D'EXPLOITATION

Tout dossier d'urbanisme dans la zone
Doit faire l'objet d'une consultation :**TIGF****REGION DE TOULOUSE**
16 bis, rue Alfred Sauvy
31270 Cugnaux

RESEAU TIGF EN ARRET DEFINITIF D'EXPLOITATION

Tout dossier d'urbanisme dans la zone
Doit faire l'objet d'une consultation :**TIGF****REGION DE TOULOUSE**
16 bis, rue Alfred Sauvy
31270 Cugnaux

EDITION : 05/2016

**PLAN A USAGE EXCLUSIF DES INSTRUCTEURS DE
DOSSIERS D'URBANISME**POUR DECLARATION DT/DICT
CONSULTER LE GUICHET UNIQUE
www.reseaux-et-canalisation.gouv.frCETTE EDITION ET LES INFORMATIONS QU'ELLE CONTIENT
SONT INDICATIVES ET NE SAURAIENT PERMETTRE LA REALISATION
DE TRAVAUX A PROXIMITE DU RESEAU DE CANALISATIONS DE TIGF

Tél : +33 (0)5 61 16 26 10 - Fax: +33 (0)5 61 78 51 12

**SYNDICAT DES EAUX
DE LA REGION DE ST ANTONIN NOBLE VAL**
Avenue de la Gare
BP n° 9
82140 SAINT ANTONIN NOBLE VAL
Tél. 05 63 30 61 60 /Fax 05 63 68 28 84
Email : synd-eaux-saint.antonin@info82.com

D Demand
S. Lesieur

13

Le Président du SYNDICAT DES EAUX
de la Région de St-Antonin Noble Val

à

**Monsieur le Président
Communauté de Communes QRG
Place de la Mairie
82140 ST ANTONIN NOBLE VAL**

Saint-Antonin, le 05/10/2016

LR/AR 1 A 128 937 08485

Monsieur le Président,

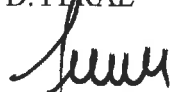
Suite au courrier adressé par la Communauté de Communes QRG aux communes après l'arrêt du PLUI, réceptionné le 23/07/2016, je me permets de vous faire part des observations suivantes :

- Les ressources en eau paraissent aujourd'hui suffisantes compte-tenu du nombre de logements projetés et en conséquence du nombre de raccordements à créer pour la période de validité du PLUI (soit les 9 années à venir).
- Les capacités de production et de traitement des deux unités existantes sont respectivement de 1892m3/jour maximum pour la station du Martinet et 700m3/jour maximum pour la station de Cazals sous réserve du maintien de l'autorisation de prélèvement en cours pour la Gourgue en particulier.
- Cependant le nombre de constructions sur une zone à urbaniser (notamment les zones AU) conduirait à engager des travaux de remise à niveau du réseau actuel : remplacement des conduites existantes par des conduites de diamètre supérieur.
- Les conduites traversant des parcelles avec permis de construire devront être déplacées au cas par cas, au fur et à mesure des permis accordés.

Je vous remercie par avance pour la prise en compte de ce courrier, et vous prie de croire, M. le Président à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président,

D. FERAL



SYNDICAT DES EAUX de Ginals - Castanet - Verfeil/Seye

Mairie de Ginals

82330 GINALS

Tél. 05 63 65 44 77

Fax 05 63 68 26 11

siaep.ginals@orange.fr

RÉPUBLIQUE



FRANÇAISE

Th
S

Madame la Présidente du SIAEP de
Ginals Castanet Verfeil.

À

Communauté de Communes QRG

M. le Président

Place de la Mairie

82140 ST ANTONIN NOBLE VAL

Ginals le 31.08.2016

Lettre recommandée avec AR

Monsieur le Président,

Suite au courrier adressé par la Communauté de Communes QRG aux communes après l'arrêt du PLUI, et réceptionné le : 22 Juillet 2016, je me permets de vous faire part de nos observations et demandes suivantes :

- **Aucune remarque.**

Je vous remercie par avance pour la prise en compte de ce courrier, et vous prie de croire, M. le Président à l'assurance de ma considération distinguée.

La Présidente

Cécile LAFON





ALBI, le 22 juillet 2016

ETAT-MAJOR
Groupement : Gestion des Risques –
Préparation Opérationnelle

2016/1026 – KV/KV
Affaire suivie par :
Lieutenant Katia VIGUIER

Le directeur départemental
du service d'incendie et de secours du Tarn

à

Monsieur le Président

Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des
Gorges de l'Aveyron

Maison des services publics

BP 30
82140 SAINT ANTONIN NOBLEVAL

ARRÊT DU PROJET DE PLU DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU QUERCY ROUERQUE ET DES GORGES DE L'AVEYRON

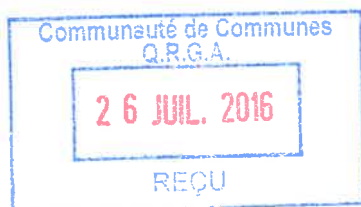
Par courrier en date du 19 juillet 2016, vous sollicitez l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Tarn concernant l'arrêt du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Agglomération de l'Albigeois.

Le territoire du Tarn concerné par ce document est occupé par la seule commune de Montrosier.

A ce jour, la commune de Montrosier ne dispose d'aucun point d'eau incendie.

Aussi, tout développement de l'urbanisation doit nécessairement être accompagné d'un renforcement de la défense extérieure contre l'incendie adapté aux risques créés mais aussi existants (nombre, distance, disponibilité, volume), le cas échéant appuyé sur un schéma communal ou intercommunal de DECI.

Le Lieutenant Katia VIGUIER se tient à votre disposition, pour tout renseignement complémentaire.



Pour le Directeur et par délégation
Le chef du pôle opérationnel,

Lieutenant-colonel Eric VINCENT.

Copie :

- Monsieur le chef du groupement Tarn-Ouest.

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DU TARN

15, rue de Jautzou - 81012 ALBI CEDEX 09
Tél 05-63-77-35-18 Fax 05-63-77-35-98
Courriel direction.etat-major@sdis81.fr

www.sdis81.fr
SAPEURS-POMPIERS DU TARN
Engagement - Cohésion - Efficacité



www.sdet.fr

Elsa

in



Le Sdet à

**Monsieur Le Président
Communauté de Communes du Quercy
Rouergue et des Gorges de l'Aveyron**

**Maison des services publics
BP 30
82140 SAINT-ANTONIN NOBLE VAL**

Suivi par : Elodie BRAS

Objet : PLUi

ALBI, le 6 septembre 2016

Monsieur Le Président,

Suite à votre consultation de projet PLUi et à l'envoi du support CD, nous vous informons que le SDET ne porte pas d'avis négatif sur la commune de MONTROSIER seule commune située dans le Tarn .

Néanmoins nos services souhaiteraient être informés lors des différentes phases d'urbanisation. Ceci permettrait d'anticiper pour des éventuels travaux de renforcements de réseaux.

Nous restons à votre disposition pour plus de renseignements.

Veuillez agréer, Monsieur Le Président, l'expression de nos sincères salutations.

**Elodie BRAS
Chargée d'Affaires.**



Syndicat Départemental d'Énergies du Tarn 2 rue Gustave Eiffel
81000 ALBI

Tel : 05 63 43 21 40
Fax : 05 63 54 46 31
infos@sdet.fr
www.sdet.fr

Séance du 29 novembre 2016 à 18 heures

Commune de Cahors – Salle Wilson

Aujourd'hui, vingt-neuf novembre deux mille seize, le Comité syndical du SCoT de Cahors et du Sud du Lot, s'est réuni à dix-huit heures dans la Commune de Cahors, salle Wilson.

Etaient présents :

20 titulaires dont 1 possédant une procuration

6 suppléants dont 1 possédant une procuration

Communauté d'agglomération du Grand Cahors :

• **TITULAIRES** : M. Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE, Mme Geneviève LAGARDE, M. Serge MUNTE, M. Claude TAILLARDAS, Mme Martine LOOCK, Mme Brigitte DESSERTAINE, M. Pascal LAVAUUR, Mme Bénédicte LANES, M. Jean-Luc MAFFRE,

• **SUPPLEANTS** : M. Jean-Paul DUJOL, M. Jean-Jacques PECHBERTY, M. Philippe FIGEAC, M. Jean-Pierre CORMANE, M. Vincent BOUILLAGUET (procuration de M. Gérard MIQUEL)

Communauté de communes de la Vallée du Lot et du Vignoble :

• **TITULAIRES** : M. Martial STAMBOULI, M. Jean-Marie OUSTRY, M. Alain DUTRANOIS, M. Serge BLADINIERES, Mme Monique SAILLENS,

Communauté de communes du Quercy Blanc :

• **TITULAIRES** : M. Jean-Claude BESSOU, M. Patrick GARDES, M. Didier BOUTARD, M. Bernard VIGNALS, M. Gilbert RAYNAL,

• **SUPPLEANTS** : M. Maurice ROUSSILLON,

Communauté de communes du Pays de Lalbenque-Limogne :

• **TITULAIRES** : M. Gérard LACAN (procuration de M. Gyl CRAYSSAC).

Etaient excusés ou absents :

M. Michel SIMON, Mme Geneviève LASFARGUES, Mme Catherine BOUIX, M. Denis MARRE, M. Jean PETIT, M. Henri COLIN, M. Daniel JARRY, Mme Martine FOURNIER-BREUILLE, M. Jean-Paul MOUGEOT, M. Jean-Noël GALTHIE, M. Gérard ALAZARD, M. Yves LAFON, M. Francis LAFFARGUE, Mme Dominique PRUNET, Mme Martine NIVARD, M. Gyl CRAYSSAC, M. Jean-Claude SAUVIER, M. Bertrand GOURAUD, M. Jean-Louis DEHAINAULT.

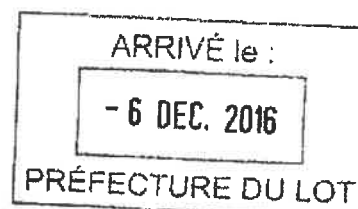
Présents : 21

Absents : 19

Secrétaire de séance : Serge BLADINIERES

L'ordre du jour appelle l'affaire suivante :

Service : Technique



Objet : Avis Personne Publique Associée : Projet de PLU Intercommunal arrêté de la Communauté de communes de Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron

A été adopté à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**Extrait du registre des délibérations
du Comité Syndical du Syndicat Mixte du SCoT de Cahors et du Sud du Lot**

Séance du 29 novembre 2016

Rapporteur : Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE

Rédacteur : Nathalie LAPORTE
Service : Technique

OBJET : Avis PLU Intercommunal arrêté de la Communauté de communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron

Par courrier en date du 22 septembre 2016, la Communauté de communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron (QRGA) sollicitait Monsieur le Président du Syndicat Mixte du SCoT en tant que Personne Publique Associée, conformément aux articles L 153-4 du code de l'urbanisme, pour un examen du projet arrêté de son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Le territoire intercommunal de Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron est situé au sud est du SCoT de Cahors et Sud du Lot et est limitrophe avec la Communauté de communes du Pays de Lalbenque-Limogne. Il comporte 17 communes et 7744 habitants en 2011 avec deux pôles principaux : St Antonin Noble Val (1900 habitants) et Caylus (1526 habitants). Le document, qui n'a pas de valeur SCoT, porte sur une prospective de développement à l'horizon 2025 avec trois axes principaux :

- « maintenir de la vie et favoriser l'accueil de nouvelles populations et renouvellement des générations sur le territoire agricole du QRGA »
- « Impulser et accompagner l'accueil de populations nouvelles et l'équilibre générationnel »
- « préserver et valoriser le patrimoine bâti, paysager agricole et naturel... »

Pour ce territoire, le maintien à minima du nombre d'habitants actuel soit environ 7 900 habitants est défini comme une « nécessité » avec la production d'au moins 220 logements (diminution de la taille des ménages par logement) et une augmentation de la population attendue de 800 habitants à l'horizon de 2025 pour une production globale de 410 logements (220 logements pour le maintien de la population et 190 nouveaux logements).

Dans l'état actuel d'avancement de l'étude du Schéma de Cohérence Territoriale de Cahors et Sud du Lot en phase d'arrêt, le projet du PLUI, dans ses composantes habitat, économie et développement touristique, et environnement de la Communauté de communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron n'apparaît pas en contradiction avec les orientations du SCoT.

Cependant, l'absence de SCoT sur cette communauté et la définition d'un PLUI, dont les objectifs confortent davantage la partie sud du territoire, orienté uniquement vers le sud du territoire, ne permet pas d'affirmer les cohérences territoriales avec les territoires voisins. Pourtant, le PADD fixe un objectif majeur d'accueil de nouvelles populations et une réflexion commune aurait pu être abordée avec les pôles de Lalbenque et Limogne.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Après en avoir délibéré, le Comité syndical adopte à l'unanimité les propositions du rapporteur.

- a- De rendre un avis favorable au dossier arrêté du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron ;
- b- D'autoriser M. Le Président ou son représentant à signer tous les actes afférents et à prendre toutes les décisions relatives à cette délibération.

Pour extrait certifié conforme.

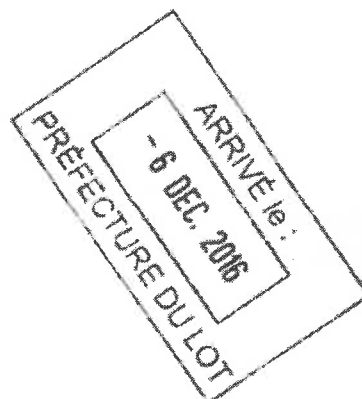
Affiché

Le 08 DEC. 2016



Le Président

Jean-Marc VAYSSOUZE FAURE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Sophie Lesieur
Rodez, le 30 novembre 2016

Mr

Monsieur le Président
Communauté de Communes du Quercy Rouergue
Maison des services publics BP 30
82140 SAINT ANTONIN NOBLE VAL

N Réf : JPS/SR 16-078

Objet : Avis sur le projet de PLUi



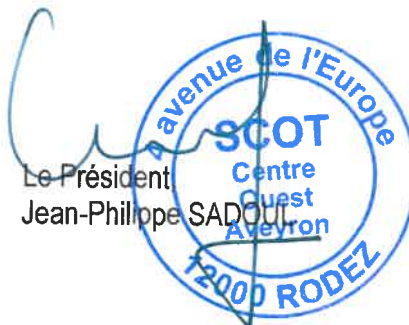
Monsieur le Président,

Par courrier reçu le 21 septembre 2016, vous nous avez transmis pour avis, le projet de PLUi de votre intercommunalité.

Au vu des éléments portés au dossier, j'ai le plaisir de vous informer que le bureau du syndicat mixte du SCoT Centre Ouest Aveyron en date du 17 novembre 2016, n'a pas formulé d'observation sur le projet de plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes du Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

C
Le Président
Jean-Philippe SADOUL





T

Action Territoriale, de la Ruralité et de la Montagne
Sandrine ISSA-SAYEGH
Directrice

Elsa



Toulouse, le 12 SEP. 2016

Monsieur André MASSAT
Président
COMMUNAUTE DE COMMUNES
QUERCY ROUERQUE ET GORGES
DE L'AVEYRON
Maison des Services Publics
BP 30
82140 SAINT ANTONIN NOBLE VAL

NOS RÉF : DATRM/SIS/SPU/IS/VLG/D1608062
AFFAIRE SUIVIE PAR : Ivanie SAFFORES
CONTACT : ivanie.saffores@regionlrmp.fr
Tél.: +33 (0)5 61 33 51 73

OBJET : Elaboration du PLUI

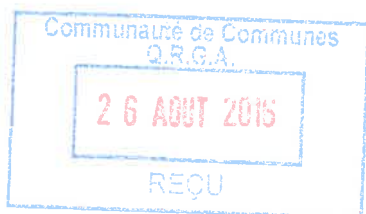
Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre courrier du 19 juillet 2016 concernant l'arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron.

La Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées n'a, à ce jour, aucune observation à formuler concernant ce dossier.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments distingués.

Sandrine ISSA-SAYEGH



Elsa m 2

Monsieur le Président de la communauté
de Communes du Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron
Maison des services publics BP 30
82140 Saint Antonin Noble Val

ONF

Sud-Ouest

Gaillac, le 23 août 2016

Agence
Interdépartementale
Aveyron - Lot - Tarn
Tarn-et-Garonne

Unité territoriale
GRAND OUEST
9, chemin des Pruniers
81600 GAILLAC

N/réf. :
Objet : Elaboration PLUI Communauté de Communes du Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron
V/réf. : LRAC du 19 juillet 2016
PJ : 2
Affaire suivie par : Eric Bourdilleau
☎ 05 63 57 62 97
Mél : eric.bourdilleau@onf.fr

Monsieur le Président,

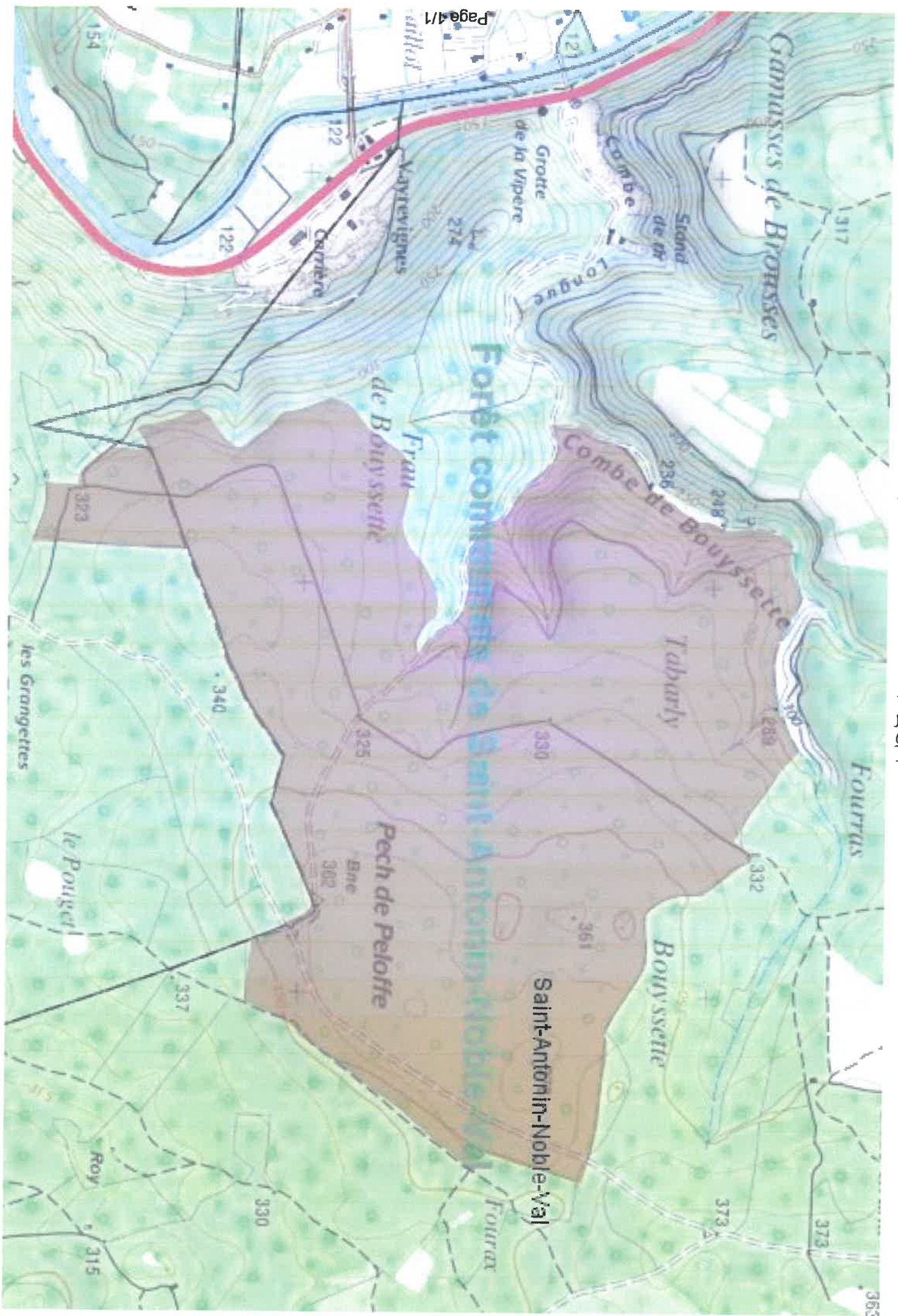
Suite à votre courrier ci-dessus référencé, j'ai l'honneur de vous signaler une erreur dans la cartographie de la forêt communale de Saint Antonin Noble Val.

Cette différence est bien visible sur les documents joints ; le fichier annexe 6-11 issu du PLUI montre une forêt moins étendue que celle figurant sur le fichier issu du document d'aménagement de la forêt pour la période 2015-2034, consultable en mairie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le responsable d'Unité Territoriale

Eric Bourdilleau

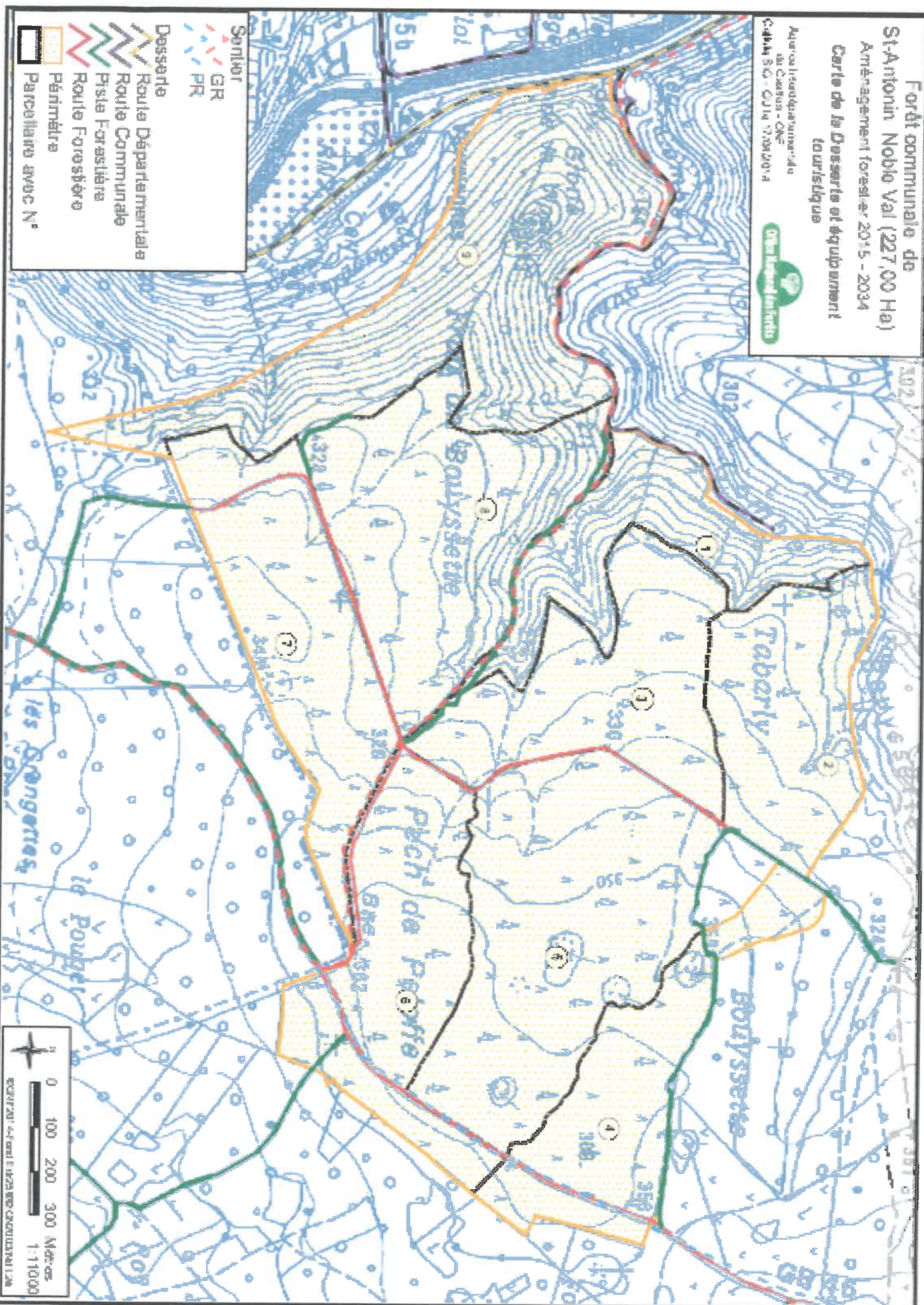


Forêt communale de St-Antonin Noble Val (227,00 Ha)

Aménagement forestier 2015 - 2034

Carte de la Desserte et équipement
touristique

Autorité Intercommunale
du Canton - OCS
CHAM 500 - CH 14 703/2014



D. Durand
S. LESIEUR

MRAe

Mission régionale d'autorité environnementale
OCCITANIE



Marseille, le 21 octobre 2016

Réf : 526H-12-PLUi-CcduQRGA-AEcourrier

Monsieur le Président,

Par courrier du 19 juillet 2016, reçu par la DREAL Occitanie le 22 juillet 2016, vous avez sollicité l'avis de l'Autorité environnementale sur le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes du Quercy Rouergue et des gorges de l'Aveyron.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie, autorité administrative compétente en matière d'environnement sur ce dossier depuis la réforme de l'autorité environnementale en région introduite par le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016.

Cet avis est mis en ligne :

- sur le site internet de la MRAe : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr ;
- et sur le site internet de la DREAL Occitanie.

Il devra par ailleurs être joint au dossier d'enquête publique ou, le cas échéant, être mis à disposition du public.

En outre, je vous rappelle qu'en application de l'article L 122.9 du Code de l'environnement, l'adoption du plan devra être accompagnée d'une déclaration indiquant notamment comment il a été tenu compte du présent avis de la MRAe. Le plan approuvé ainsi que cette déclaration devront être communiqués à la MRAe.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président de la mission régionale
d'autorité environnementale,
Marc Challéat

Copie : Préfecture de département
DDT

Monsieur le Président
Communauté de communes du Quercy Rouergue
et des gorges de l'Aveyron
Maison des services publics – BP 30
82140 SAINT ANTONIN NOBLE VAL

Mission régionale d'autorité environnementale Occitanie
autorite-environnementale.dreal-midi-pyrenees@developpement-durable.gouv.fr



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE



**Avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
de la région Occitanie
sur l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi)
de la communauté de communes du
Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron (QRGA)
(82)**

n° MRAe 2016AO25

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

Il est rappelé ici que pour tous les plans et documents soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage et du public.

Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet de plan ou document, mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage, et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à améliorer la conception du plan ou du document et à permettre la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent.

Par courrier reçu le 22 juillet 2016 par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et de logement (DREAL) Occitanie, la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) a été saisie pour avis sur le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de commune du Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron (QRGA), située dans le département du Tarn-et-Garonne.

Le présent avis contient les observations que la MRAe Occitanie, réunie le 20 octobre à Montpellier, formule sur le dossier en sa qualité d'autorité environnementale.

Cet avis est émis collégialement par l'ensemble des membres présents : Marc Challéat, président, Bernard Abrial, Georges Desclaux, Magali Gerino et Jean-Michel Soubeyroux, qui attestent qu'ils n'ont aucun conflit d'intérêts avec le projet de document d'urbanisme faisant l'objet du présent avis.

Conformément aux articles R104-23 et R104-24 du Code de l'urbanisme, l'avis a été préparé par la DREAL avant d'être proposé à la MRAe. Pour ce faire, la DREAL a consulté l'agence régionale de santé Occitanie le 22 juillet 2016.

Synthèse de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) souligne la qualité du rapport de présentation, globalement clair et bien illustré, ainsi que du projet d'aménagement et de développement durable affichant un projet intercommunal réfléchi et répondant aux principaux enjeux du territoire.

Cependant, le projet de plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de commune du Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron mérite d'être amélioré par une déclinaison plus ambitieuse des objectifs affichés de maîtrise de la consommation d'espace à vocation d'habitat et d'urbanisation aux abords des équipements et des services.

A ce titre, la MRAe recommande le phasage de l'ouverture à l'urbanisation et la réduction de l'emprise des extensions d'urbanisation projetées afin de limiter le mitage des espaces naturels et agricoles. Elle recommande que l'analyse des incidences environnementales des projets d'urbanisation soit complétée : certains choix d'aménagement dans les zones présentant des fortes sensibilités écologiques relevées par l'état initial ou des enjeux de préservation de la ressource en eau potable, particulièrement sensible dans ce territoire, mériteraient d'être revus.

La MRAe recommande également d'améliorer les orientations d'aménagement et de programmation par l'inclusion d'objectifs de densité moyenne de logement et par l'intégration des recommandations de l'évaluation environnementale visant la bonne prise en compte des enjeux écologiques et paysagers.

S'agissant des réserves foncières à vocation d'activité économique, la consommation d'espace ambitieuse au regard de l'évolution passée mérite d'être affinée et mise en perspective avec des besoins pensés à l'échelle intercommunale.

La MRAe recommande d'apporter une attention particulière à l'aptitude des sols aux dispositifs d'assainissement non collectifs en périmètre de protection de captage d'eau potable, afin de garantir des systèmes d'assainissement performants. De même, les conclusions du schéma directeur d'alimentation en eau potable en cours de réalisation devront être prises en considération dans les choix d'aménagement.

Enfin, en matière d'adaptation au changement climatique, la MRAe recommande qu'une attention particulière soit portée à la problématique du risque de feu de forêt compte tenu de la sensibilité actuelle et future du territoire.

La MRAe a fait par ailleurs d'autres recommandations, précisées dans l'avis détaillé ci-après.

Avis détaillé

I. Contexte juridique du projet de plan au regard de l'évaluation environnementale

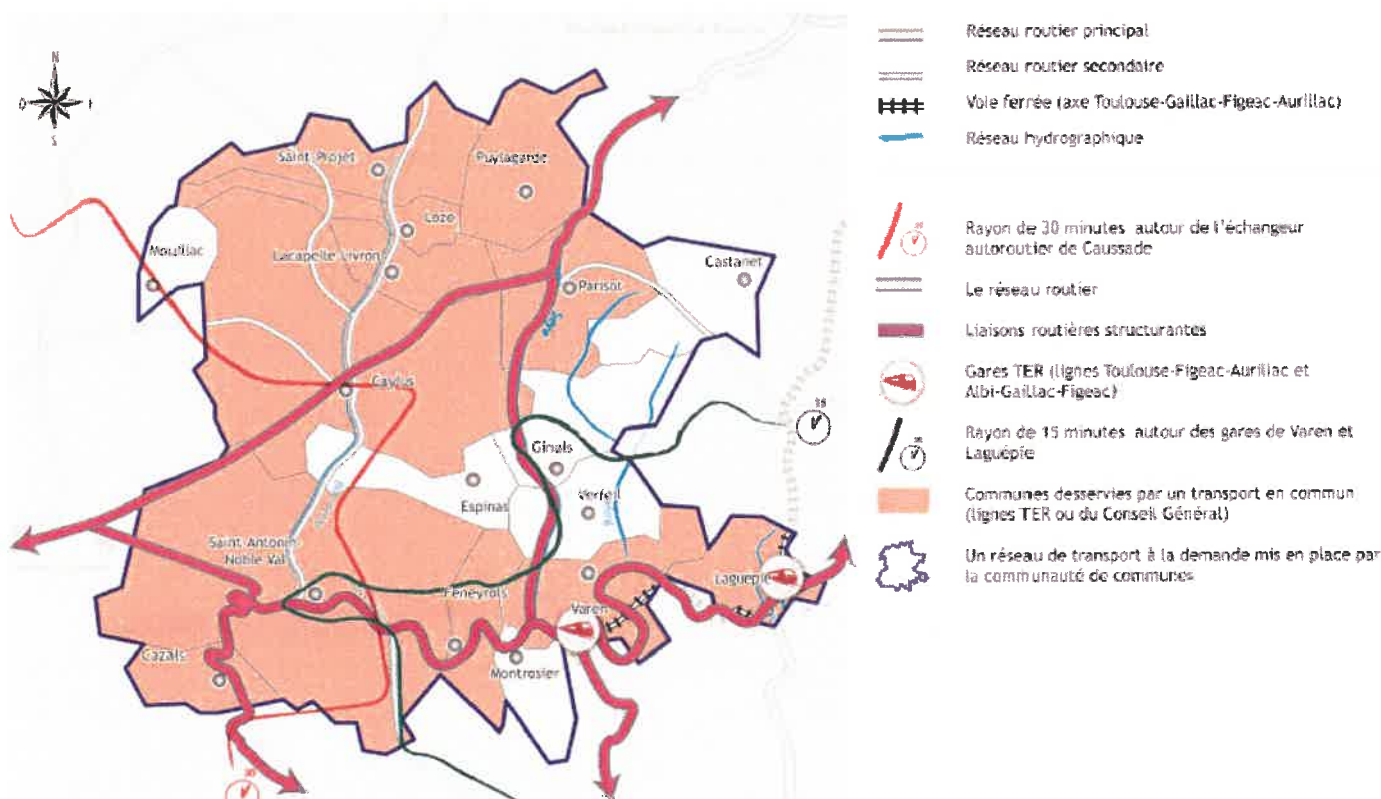
Conformément à l'article R. 104-9 du Code de l'urbanisme, l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron (QRGA) est soumise à évaluation environnementale systématique en raison de la présence de 4 sites Natura 2000 sur son territoire. Il est en conséquence soumis à avis de la mission régionale d'autorité environnementale de la région Occitanie.

Le présent avis devra être joint au dossier d'enquête publique et sera publié sur le site internet de la MRAe : <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>, ainsi que sur celui de la DREAL Occitanie.

En outre, il est rappelé qu'en application de l'article L 122.9 du Code de l'environnement, l'adoption du plan devra être accompagnée d'une déclaration indiquant notamment comment il a été tenu compte du présent avis de la MRAe. Le plan approuvé ainsi que cette déclaration devront être mis à disposition du public et de la MRAe.

II. Présentation du territoire intercommunal et de ses perspectives de développement

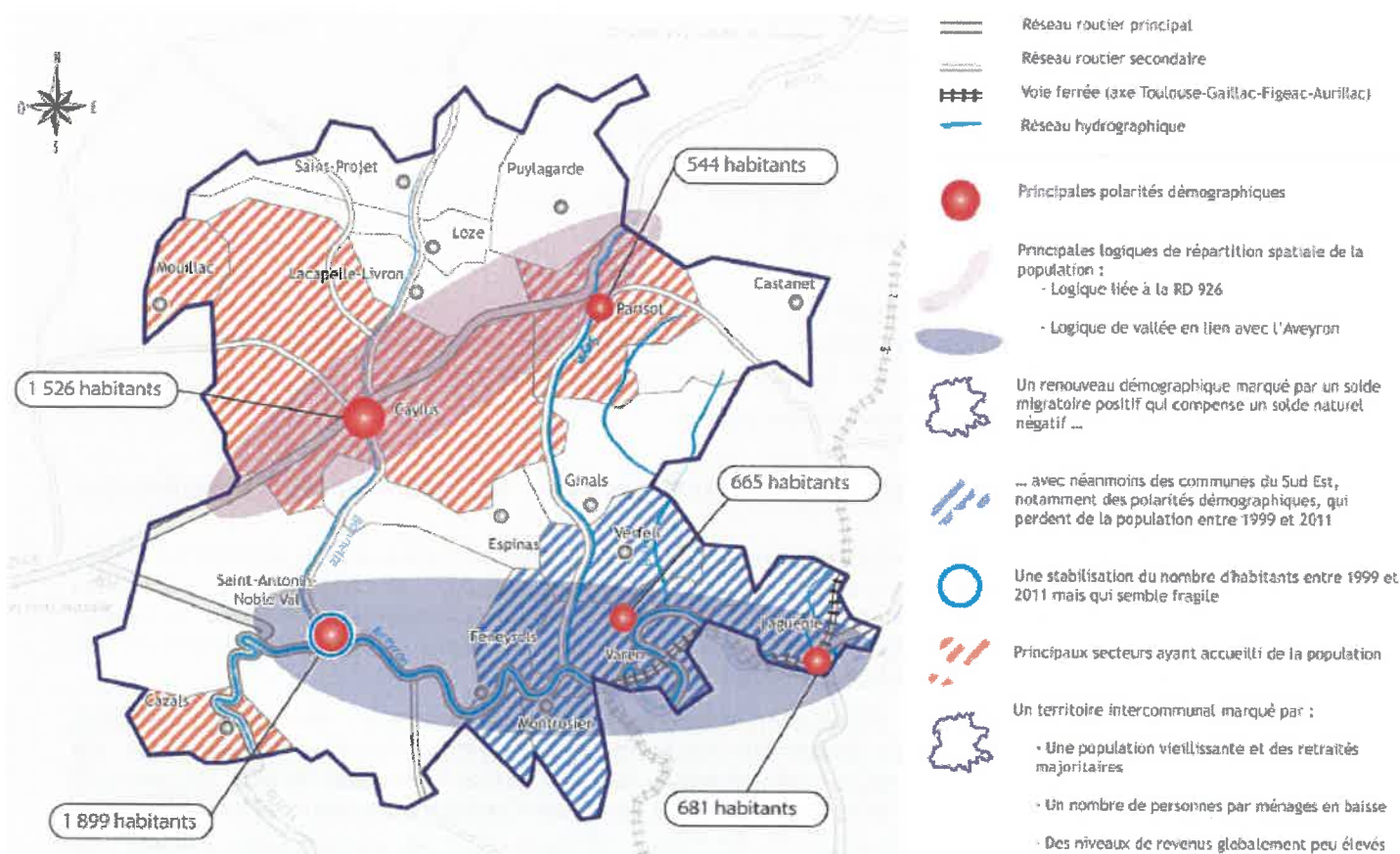
La communauté de communes du QRGA comporte 17 communes et se situe à l'est du département du Tarn-et-Garonne (excepté la commune de Montrosier qui se situe dans le Tarn), en limite des départements de l'Aveyron, du Lot et du Tarn. Elle n'est incluse dans aucun schéma de cohérence territoriale.



Cartographie du territoire intercommunal extraite de l'état initial

La communauté de communes du QRGA connaît depuis le début des années 2000 une hausse de population. Le territoire compte ainsi 7 744 habitants en 2011, soit 344 habitants de plus qu'en 1999. Le taux de croissance moyen de la population entre 1999 et 2010 s'élève à 0,4 % par an (contre une moyenne départementale de + 1,46 %), correspondant à une trentaine d'habitants par an et 260 logements neufs

enregistrés sur les 10 dernières années. Comme indiqué dans la cartographie ci-après, des disparités existent entre la partie sud et la partie nord du territoire intercommunal.



Evolution démographique sur les 10 dernières années (figure extraite de l'état initial)

La population estivale représente près de 10 000 habitants, les résidences secondaires représentant près du tiers du parc de logement (1 996 résidences secondaires).

Le scénario de développement prévoit l'accueil de 800 habitants, selon une croissance annuelle de la population de 1,1 %, la construction de 630 logements neufs en résidences principales et une réserve foncière maximale à destination d'habitat de 180 ha. Par ailleurs, l'intercommunalité, qui présente un taux conséquent de 12,3 % de logements vacants (soit 780 logements), prévoit également la réhabilitation de 90 logements d'ici 2025. De plus, 350 bâtiments agricoles ont été identifiés comme susceptibles de changer de destination, et pourront être notamment utilisés en résidence secondaire. Environ 300 résidences secondaires pourraient être créées entre 2016 et 2025 selon l'hypothèse de croissance démographique retenue.

Le projet d'aménagement retenu par l'intercommunalité est traduit au sein du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) qui retient comme fil conducteur, l'agriculture, en tant que moteur économique et principal organisateur des paysages et de l'occupation de l'espace. Il s'articule autour des 3 objectifs principaux suivants :

- maintenir de la vie et favoriser l'accueil de nouvelles populations et le renouvellement des générations sur le territoire agricole du Quercy Rouergue et des gorges de l'Aveyron ;
- impulser et accompagner l'accueil de populations nouvelles et l'équilibre générationnel par la mise en œuvre d'actions en faveur de l'agriculture, des emplois, de l'habitat, des équipements et des mobilités ;
- préserver et valoriser le patrimoine bâti, paysager, agricole et naturel, atouts majeurs de la qualité du cadre de vie et de l'attractivité du Quercy, Rouergue et des gorges de l'Aveyron.

III. Principaux enjeux environnementaux relevés par la MRAe

La MRAe identifie et hiérarchise les enjeux environnementaux notamment en fonction des tendances d'évolution et de l'importance des pressions qui s'exercent sur les différentes composantes

environnementales du territoire. Cette appréciation est aussi fonction des leviers potentiels et des marges de manœuvre que le document d'urbanisme offre pour influencer sur ces enjeux. Pour la MRAe, les principaux enjeux environnementaux du projet de PLUi sont :

- la maîtrise de la consommation de l'espace ;
- la préservation des milieux naturels, agricoles et des paysages ;
- la préservation de la ressource en eau ;
- la maîtrise des consommations énergétiques et l'adaptation au changement climatique.

IV. Analyse de la qualité du rapport de présentation et de la démarche d'évaluation environnementale

IV.1. Complétude du rapport de présentation

Un PLU soumis à évaluation environnementale doit présenter un rapport de présentation établi conformément aux dispositions de l'article R. 151-3 du Code de l'urbanisme.

Le rapport de présentation est jugé formellement complet.

IV.2. Qualité des informations présentées et démarche d'évaluation environnementale

Globalement clair et bien illustré, le rapport de présentation identifie les principaux enjeux environnementaux du territoire intercommunal et la façon dont le PLUi les a pris en compte. Les cartographies croisant les enjeux du territoire et le projet d'aménagement sont particulièrement appréciables, ainsi que le tableau synthétique récapitulant la méthodologie d'étude des incidences sur les milieux naturels (vulnérabilité du site, sensibilité pressentie par photo-interprétation, vérification terrain).

La retranscription de la démarche d'évaluation environnementale est présentée de manière détaillée. L'analyse des incidences du PLUi sur l'ensemble des thématiques environnementales est complétée par l'analyse des incidences sur les secteurs « agglomérés » des communes présentant le plus fort potentiel constructible à vocation d'habitat en extensions urbaines (à savoir Caylus, Saint-Antonin-Noble-Val, Saint Projet, Castanet et Lacapelle-Livron). Enfin 17 secteurs aménagés identifiés comme étant susceptibles d'avoir des impacts significatifs ont fait l'objet d'une évaluation environnementale approfondie.

Par contre, l'évaluation environnementale n'a pas porté sur les pôles d'équipement et de service secondaires (Laguépie, Parisot et Varen) appartenant pourtant aux principales polarités démographiques et présentant un potentiel constructible important en extension des hameaux patrimoniaux (UDb) et en zone agricole (Ah). De même, Laguépie et Varen comportent des gares TER et présentent des enjeux de développement du co-voiturage annoncé par le PADD (rabattement des usagers vers les lignes ferroviaires) et de requalification du bâti des entrées de villages liées au patrimoine ferroviaire.

La MRAe recommande donc une extension de l'évaluation environnementale aux pôles d'équipement et de service secondaire : Laguépie, Parisot et Varen.

La MRAe note favorablement que l'évaluation environnementale a été menée en parallèle de l'élaboration du PLUi, et a permis des évolutions du projet d'aménagement notamment par l'évitement de zones vulnérables ou l'ajustement de l'emprise de zones à aménager (voir pages 150 et 151 de l'évaluation environnementale).

Sur le fond toutefois, la maîtrise de la consommation d'espace, la préservation des milieux naturels et de la ressource en eau font l'objet d'observations détaillées ci-après et nécessitent des compléments à la démarche d'évaluation environnementale pour garantir une prise en compte suffisante de ces enjeux par le projet de PLUi.

V. Analyse de la prise en compte de l'environnement dans le projet de PLUi

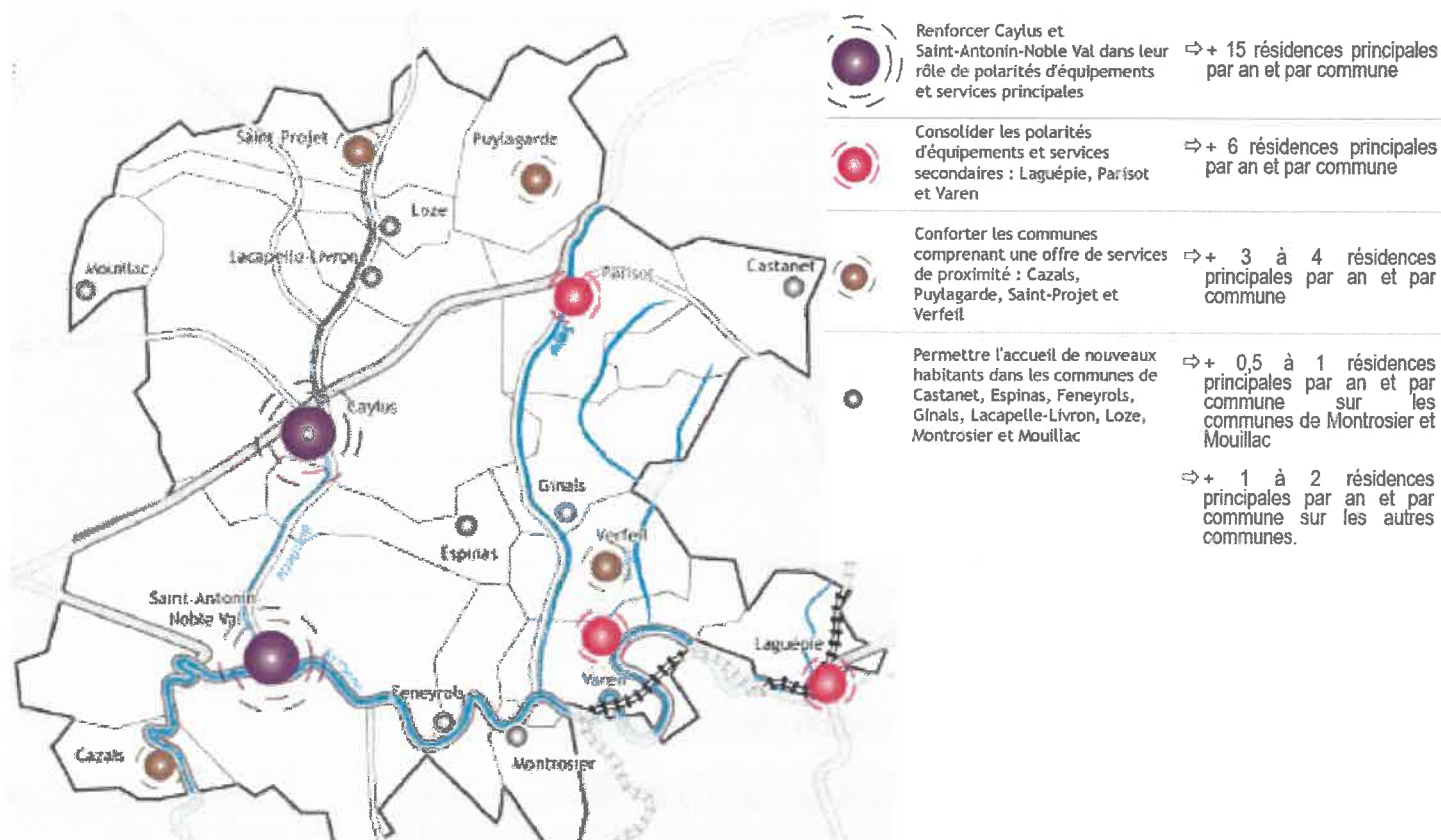
V.1. Maîtrise de la consommation d'espace

V.1.1. Consommation d'espace à vocation d'habitat

A l'horizon de 9 ans (2025), le scénario de développement prévoit l'accueil de 800 habitants, selon une croissance annuelle de la population de 1,1 % et la construction de 630 logements neufs en résidences principales. Le scénario nécessite une réserve foncière maximale à destination d'habitat de 178 ha (selon une surface moyenne de parcelle de 1 750 m² et un coefficient de rétention foncière de 1,6), soit une

modération de la consommation d'espace par logement neuf produit de l'ordre de 33 % par rapport à la période 2000-2010 (voir pages 18 et 19 du rapport n°2 pour plus d'éléments sur la répartition foncière par commune).

La répartition spatiale des 630 résidences principales à produire (en logements neufs et réhabilités) s'appuie sur l'organisation territoriale présentée ci-dessous et déterminée par le niveau d'équipement et le poids de population de chaque commune.



Organisation territoriale du PLUi extraite de la note de synthèse

Le rapport fait apparaître un écart de 16 ha entre les besoins fonciers qui découlent des projections d'accueil démographique du PADD (178 ha) et les surfaces urbanisables effectivement prévues par le règlement graphique : 194 ha selon la répartition suivante :

- 55,1 ha en densification du tissu urbain (UA, UB, UC, UD_a) ;
- 59,5 ha en extension urbaine (AU) ;
- 60,5 ha en extension des hameaux patrimoniaux (UD_b) ;
- et enfin 19 ha pour les constructions en zone agricole (Ah).

La MRAe relève l'amélioration notable apportée par le PLUi à la situation actuelle qui prévoit de modérer de 33 % la consommation d'espace par logement neuf en réduisant la superficie moyenne de l'unité foncière de 2 750 m² à 1 750 m². Pour autant, elle constate des disparités importantes dans ces surfaces selon la place occupée par la commune dans l'armature urbaine (de 1 500 m² pour les pôles principaux jusqu'à 2 500 m² pour certaines communes rurales). Par ailleurs, l'écart entre les projections d'accueil démographique du PADD et la retranscription réglementaire du besoin foncier ramène la superficie moyenne de l'unité foncière à 1 850 m². Elle souligne que cette superficie moyenne reste élevée, même pour un territoire rural comme le QRG.

La MRAe recommande en conséquence d'adopter des objectifs de taille de parcelles plus modérés, particulièrement pour les communes rurales.

De plus, la MRAe constate l'absence de phasage dans les choix d'aménagement du territoire. Un tel phasage est d'autant plus important que le projet d'accueil démographique est ambitieux au regard de l'évolution démographique passée (croissance démographique annuelle de 1,1 % et construction de 630 logements neufs contre une croissance annuelle de 0,4 % et 260 logements neufs enregistrés sur les 10 dernières années).

La MRAe recommande de définir un phasage précisant les zones à ouvrir prioritairement dans le court terme du PLUi, en recherchant lorsque c'est possible, l'équilibre entre le renouvellement et le développement urbain maîtrisé annoncé par le PADD.

S'agissant du potentiel de densification des espaces bâtis, les éléments présentés dans le rapport ne permettent pas de comparer, sur une même commune, le potentiel de densification et les extensions prévues sur les hameaux patrimoniaux (Udb) ainsi que sur les zones agricoles (Ah). En l'état, la MRAe ne peut pas analyser la pertinence des choix d'aménagement au regard des objectifs du PADD visant un développement économe et maîtrisé des villages et des hameaux.

Enfin, la MRAe constate que les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du PLUi ne comportent aucune densité moyenne de logement qui permettraient la retranscription réglementaire des objectifs d'accueil démographique et de surface moyenne de parcelle. De même, ces OAP distinguent par un code couleur les différentes typologies d'habitat prévues (habitat individuel, l'habitat intermédiaire ou petit collectif) sans pour autant y associer d'objectif concret de densité.

En conclusion, la MRAe estime que le projet de PLUi reste trop permissif en termes de consommation d'espace et de mitage des espaces naturels et agricoles.

La MRAe recommande :

- la réduction de l'emprise des extensions urbaines (AU), des extensions sur les hameaux patrimoniaux (Udb) et en zone agricole (Ah) ;
- le phasage des aménagements projetés afin de privilégier l'urbanisation sur les bourgs et aux abords des équipements et des services, en vue de limiter le mitage des espaces naturels et agricoles ;
- l'amélioration des OAP par l'inclusion d'objectifs de densité moyenne de logement permettant la retranscription réglementaire des objectifs d'accueil démographique et de maîtrise de la consommation d'espace.

V.1.2. Consommation d'espace à vocation d'activité économique

Le PADD prévoit de valoriser le potentiel économique du territoire selon une armature à vocation économique définie entre les sites d'intérêt communautaire et d'intérêt communal. La retranscription réglementaire de cet objectif est reprise dans la cartographie présentée en page 127 de la justification des choix.

Le rapport indique que 1,34 ha ont été artificialisés pour l'installation d'entreprises sur les 10 dernières années. Par ailleurs, un potentiel résiduel de 11 ha était disponible pour l'activité économique avant l'élaboration du PLUi (10,7 ha sur les zones de Pech Rondol 1 et 2 de Caylus, 0,3 ha sur la zone de Fontales de Saint-Antonin-Noble-Val).

Le PLUi prévoit 6,1 ha d'extension à vocation d'activité économique phasée dans le temps : 1 ha à court terme sur la zone AUX de la commune de Castanet, 5,1 ha à plus long terme sur la zone AUX0 sur la commune de Caylus.

La MRAe relève que les informations relatives à la consommation d'espace à vocation économique sont imprécises quant à l'analyse des besoins et des capacités résiduelles en zone UX. Pourtant, l'analyse des photos aériennes semble démontrer un potentiel important sur certaines zones. Il serait utile que le rapport en propose une synthèse au même titre que celle réalisée pour la consommation d'espace à vocation d'habitat.

La MRAe observe que le zonage à vocation économique du PLUi semble représenter un cumul de projets développés à l'échelle communale plutôt qu'une stratégie réfléchie à l'échelle intercommunale. Elle note le phasage proposé dans les ouvertures à l'urbanisation mais estime tout de même trop importante la consommation d'espace au regard de l'évolution passée. A ce titre, elle s'interroge sur la pertinence de l'ouverture à l'urbanisation de la zone AUX0 de Caylus, la zone voisine UX de Pech Rondol 2 disposant d'un potentiel de 8 ha qui seront prochainement commercialisés.

La MRAe recommande que le projet de consommation d'espace à vocation économique soit affiné, mieux justifié et mis en perspective avec des besoins pensés à l'échelle intercommunale.

VI. Préservation des milieux naturels, agricoles et des paysages

Les éléments relatifs à la prise en compte des milieux naturels, agricoles et des paysages sont présentés en pages 4 à 17 de l'évaluation environnementale.

La MRAe souligne de manière générale que la consommation d'espace conséquente prévue par le projet de PLUi (voir 5.1 du présent avis) est en contradiction avec les objectifs de développement maîtrisé des villages et des hameaux visant à limiter le mitage des espaces naturels et agricoles et la banalisation des paysages.

Concernant la préservation des milieux naturels sensibles du territoire intercommunal, la MRAe estime globalement satisfaisantes les mesures prévues par le projet de PLUi. Le document d'urbanisme n'est ainsi pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur les sites Natura 2000 du territoire intercommunal.

Elle relève que les zones humides inventoriées par le conseil départemental du Tarn-et-Garonne sont identifiées au plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme. Cependant, le règlement écrit (article 13) permet la destruction de zones humides sous réserve de mesures de restauration.

La MRAe recommande de renforcer la préservation des zones humides par un règlement prescrivant leur protection stricte.

S'agissant de la prise en compte des enjeux écologiques des zones destinées à être aménagées, l'évaluation environnementale indique des sensibilités fortes sur certaines zones et des mesures d'atténuation des incidences telles que :

- l'expertise écologique avant aménagement et d'éventuelles mesures compensatoires en cas de destruction d'habitat d'espèces protégées (Caylus - zone de Montplaisir et zone AUX0, Espinas - zone de Saint-Amans, Ginals - zone agricole constructible de Cloup-Ferrand).

La MRAe rappelle que l'expertise écologique devra être menée avant l'ouverture à l'urbanisation de ces zones. Elle souligne que s'il s'avère que les travaux sont de nature à détruire des espèces ou habitats d'espèces protégées, une demande de dérogation devra être sollicitée avant la réalisation des travaux (articles L. 411-1 et L. 411-2 du Code de l'environnement). Au final, la MRAe recommande de conserver la vocation naturelle ou agricole de ces zones particulièrement sensibles. En l'absence de solution alternative, un phasage devra être défini afin de privilégier l'aménagement de zones moins sensibles.

- le maintien des haies existantes présentant des enjeux forts (Saint-Antonin - zone de sainte-Sabine, Caylus - zone de Montplaisir, Saint-Projet - zone de Pissacou, Verfeil - zone Mas de Gazelles).

La MRAe relève que les OAP identifient et prévoient le maintien de cette trame végétale.

La MRAe recommande de renforcer le maintien de l'ensemble des haies existantes par une identification au titre de l'article L.151-23 du code de l'Urbanisme (associé à une procédure de déclaration préalable en cas de travaux) afin de garantir la préservation de la trame végétale sensible.

- la protection des éléments arborés les plus remarquables.

Cette mesure n'est toutefois pas reprise par les OAP des zones de Condaminès et zone de Bach sur la commune de Caylus. La MRAe recommande l'amélioration de ces OAP par des mesures garantissant la préservation des éléments arborés remarquables.

S'agissant de la préservation des paysages, la MRAe relève la réalisation d'une charte paysagère couvrant le territoire intercommunal. Elle estime globalement satisfaisantes les mesures prévues par le projet de PLUi pour assurer la préservation du patrimoine architectural et des paysages ainsi que l'insertion architecturale des nouvelles constructions.

En ce qui concerne de la prise en compte des enjeux paysagers des zones destinées à être aménagées, la MRAe constate que le rapport environnemental identifie sur les communes de Caylus et de Saint-Projet des sensibilités paysagères qui mériteraient d'être intégrées aux OAP correspondantes :

- Sur la zone de Camp-Del-Bosc de la commune de Caylus : le rapport signale l'impact potentiel fort du secteur en co-visibilité avec le bourg et préconise la graduation des hauteurs de bâtiment et l'accompagnement végétal des constructions.

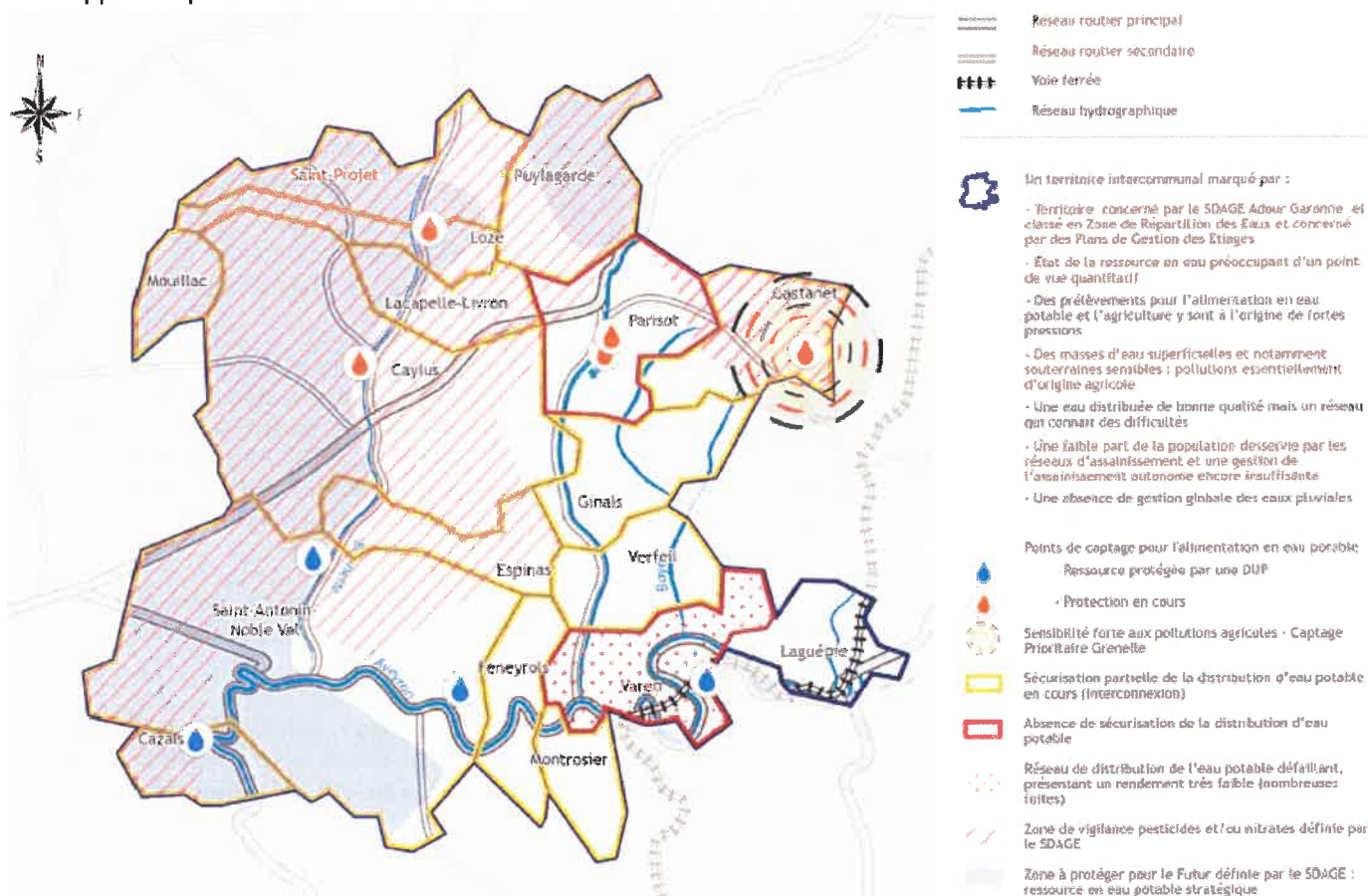
- Sur la zone d'extension du village de Saint-projet, une attention particulière est à apporter à l'insertion des nouvelles constructions dans la pente afin de ne pas désorganiser la silhouette du bourg perçue notamment depuis la départementale en contrebas du village.

La MRAe recommande que ces recommandations émises par le rapport de présentation soient concrètement traduites dans le règlement écrit.

VII. Préservation de la ressource en eau

VII.1.1. Eau potable

La cartographie ci-dessous synthétise les enjeux de préservation de la ressource en eau identifiés par le rapport de présentation.



Enjeux de préservation de la ressource en eau présentés en page 250 de l'état initial.

Il s'agit d'un enjeu fort du territoire du QRGa qui présente une ressource vulnérable tant sur le plan qualitatif que quantitatif. A noter que la partie ouest du territoire est considérée par le SDAGE comme une zone stratégique à préserver pour l'alimentation en eau potable dans le bassin Adour-Garonne et bénéficie, à ce titre, d'un classement en tant que « zone à protéger pour le futur ». Par ailleurs, la source du Couron localisée sur la commune de Castanet, identifiée comme « captage prioritaire Grenelle » car présentant des sensibilités fortes aux pollutions agricoles n'est plus exploitée pour l'alimentation en eau potable.

Sur le plan quantitatif, le rapport indique que les ressources utilisées pour l'approvisionnement en eau potable sont suffisantes, mais réparties de manière inégale sur le territoire du PLUi, certains secteurs et particulièrement la commune de Parisot sont ainsi affectés de façon chronique par le manque d'eau, surtout en période de sécheresse. Pour répondre à cette problématique, la communauté de communes a engagé l'élaboration d'un schéma directeur d'alimentation en eau potable parallèlement à l'élaboration du PLUi. Le rapport indique cependant que ce schéma n'est pas suffisamment avancé pour que le bilan « besoins-ressources » soit disponible, mais que les choix d'implantation des extensions urbaines ont été réalisés en s'appuyant sur la présence de réseaux pouvant être facilement, et à moindre coût, étendus aux nouvelles zones à desservir.

Considérant les difficultés d'alimentation en eau potable relevées dans l'état initial, la MRAe note favorablement la réalisation en cours d'un schéma directeur d'alimentation en eau potable. Elle recommande que l'ouverture à l'urbanisation des zones présentant des contraintes en alimentation en eau potable, tant sur l'aspect quantitatif que sur les problématiques de transport et de stockage de l'eau, soit conditionnée à la réalisation des équipements nécessaires.

Sur le plan qualitatif, le rapport indique que la ressource en eau est globalement de bonne qualité. Cependant, le territoire se situant sur un aquifère karstique vulnérable aux pollutions de surface, les événements pluviométriques intenses peuvent engendrer des pics de turbidité et de pollution bactérienne importants. L'alimentation en eau potable est assurée par 8 points de captages dans les nappes d'eau souterraines, protégés par arrêté préfectoral et déclaration d'utilité publique.

Sur la forme, afin d'assurer une meilleure lisibilité du rapport de présentation sur la problématique de préservation des captages d'alimentation en eau potable, la MRAe suggère la mise à jour des cartographies présentées en pages 242 et 250 de l'état initial (à actualiser sur l'état d'avancement des protections des captages) et en page 18 de l'évaluation environnementale (incomplète sur les périmètres de protection de captages).

Par ailleurs, La MRAe constate que les périmètres de protection rapprochée (PPR) et éloignés (PPE) ne sont pas indiqués sur le plan de zonage du PLUi, qui devra être complété par l'inclusion de ces périmètres de protection.

Le rapport souligne le souhait de l'intercommunalité de préserver la trame végétale et notamment les ripisylves afin de limiter le ruissellement et le transfert de pollutions en particulier sous la forme de matières en suspension aux cours d'eau. Par ailleurs, les périmètres de protection rapprochée des captages d'eau potable de Saint Géry et Labro, exposés à une problématique de turbidité, font l'objet de mesures de préservation renforcée de la trame végétale (classement au titre des espaces boisés classés ou de l'article L.151-23 du code de l'Urbanisme). Le rapport indique également que des mesures visant à limiter le développement des zones à aménager dans ces périmètres sensibles sont prévues.

S'agissant de la problématique de la turbidité, la MRAe estime adaptées les mesures de préservation renforcées de la trame végétale au sein des périmètres de protection des captages de Saint-Géry et de Labro, ainsi qu'aux abords des cours d'eau. Elles permettent en effet de limiter le risque de pollution des ressources karstiques lors de fortes précipitations par l'érosion des sols et l'entraînement de matières en suspension.

Toutefois, l'ensemble du territoire du QRGa présentant un sous-sol de nature karstique, la MRAe recommande d'étendre ces mesures à tous les captages d'alimentation en eau potable du territoire. Elle encourage par ailleurs l'intercommunalité à renforcer la trame végétale existante en bordure des parcelles agricoles et des cours d'eau.

En ce qui concerne les choix d'aménagement en périmètre de protection d'alimentation en eau potable, la question de l'aptitude des sols aux dispositifs d'assainissement individuel et de gestion des eaux pluviales n'est pas développée. A ce titre, la MRAe souligne que l'orientation B24 du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 « préserver les ressources stratégiques pour le futur » demande que « les documents d'urbanismes prévoient des zonages compatibles avec les enjeux de préservation de ces zones ».

La MRAe recommande donc qu'une attention particulière soit apportée à l'aptitude des sols des zones destinées à être aménagées en périmètre de protection afin de garantir des systèmes performants et de justifier de l'absence d'incidence notable des extensions projetées sur la ressource en eau potable particulièrement sensible de ce territoire.

Concernant l'évaluation des incidences du PLUi sur la qualité de la ressource en eau potable, seule la zone AU de Saint-Amans sur la commune d'Espinas a été identifiée comme zone à évaluer, ceci en raison de sa localisation en PPR de la source de la Gourgue. Pourtant, la MRAe souligne que d'autres zones à aménager nécessitent une attention particulière puisque situées en PPE (zones UDb ou Ah des communes de Caylus, Espinas, Varen).

La MRAe recommande donc qu'une attention particulière soit apportée aux aménagements projetés en PPE. Ainsi, sur la commune de Parisot, des aménagements à vocation d'habitat (AU et UC du village, UDb et Ah) et d'activité économique sont prévus en PPE sans développer l'analyse des

incidences sur la préservation de la qualité de la ressource en eau. Il en est de même pour les zones AU ou UDB des communes de Cazals, de Saint-Antonin-Noble-Val (AU de Cadenne), de Caylys (AUX0 et AU de Montplaisir), de saint-projet (AU du village, de Pissacou, de Jourdes), de Loze et de Mouillac.

S'agissant de l'évaluation réalisée sur la zone AU de Saint-Amans, la MRAe relève que l'étude reste trop généraliste et est insuffisamment développée sur la question de l'aptitude des sols aux dispositifs d'assainissement non collectif. L'étude se limite en effet à préconiser des dispositifs d'assainissement autonomes conformes aux normes en vigueur, des aménagements permettant la maîtrise des eaux de ruissellement ainsi que le maintien des éléments boisés structurants afin de limiter le ruissellement. La MRAe rappelle qu'en PPR, des mesures spécifiques et adaptées doivent être préconisées pour garantir l'absence d'incidence notable des aménagements projetés.

VII.1.2. Assainissement des eaux usées

Les éléments relatifs à l'assainissement collectif et individuel des eaux usées sont synthétisés en page 24 et 25 de l'évaluation environnementale. A noter que le potentiel constructible à vocation d'habitat du PLUi est identifié à 65 % dans les secteurs d'assainissement collectif représenté par 14 stations d'épuration réparties sur 13 communes, et disposant d'un résiduel de 40 % dans leur capacité nominale (soit environ 2500 équivalents-habitants). Les réseaux de collecte sont globalement performants et fonctionnent pour la plupart en séparatif.

Près de 70% des habitations présentes sur le territoire ont recours à un dispositif d'assainissement individuel qui présente un taux de non-conformité important (80 % des installations ont été contrôlées par le SPANC qui a enregistré seulement 3% de conformité en 2012). Le PLUi s'engage à définir un projet qui limite le risque d'augmentation des pollutions domestiques par des dispositifs d'assainissement autonome performants ainsi que par le développement de systèmes semi-collectifs d'assainissement dans les secteurs non desservis par les réseaux d'eaux usées.

En complément des observations émises au 7.1.1 du présent avis sur la nécessité d'approfondir la question de l'aptitude des sols aux dispositifs d'assainissement individuels en périmètre de protection de captage, la MRAe relève l'absence de mesures réglementaires relatives à des dispositifs de traitement semi-collectifs pourtant annoncés dans le PADD. Elle encourage l'intercommunalité à engager une réflexion sur l'effet cumulé des rejets des constructions nouvelles, certaines zones pouvant nécessiter la mise en place de dispositifs semi-collectifs.

La MRAe recommande la mise à jour des zonages d'assainissement existants et l'élaboration d'un schéma directeur d'assainissement permettant d'encadrer la gestion des eaux usées sur l'ensemble du territoire intercommunal.

La MRAe relève par ailleurs que l'évaluation des incidences de zones d'extension indique des contraintes sur les dispositifs d'assainissement. Certains secteurs nécessitent une attention particulière en termes d'effets cumulés des rejets (Saint-Antonin zone de Sainte-Sabine), présentent des difficultés pressenties pour mettre en place un dispositif d'assainissement performant (Castanet - zone Le Cuzoul sud), ou présentent des contraintes de profondeurs de sous-sols insuffisantes (Lacapelle Livron - zone du village, Saint-Antonin zone de Sainte-Sabine et de Marsac) ou de perméabilités réduites (Varen - zone d'Arnac sud).

La MRAe recommande que ces difficultés soient analysées plus précisément afin de déterminer les solutions économiquement et techniquement envisageables, et de questionner à nouveau les choix d'aménagement au regard de ces solutions. Enfin, les préconisations retenues devront être reprises dans les OAP des secteurs concernés.

VII.1.3. Assainissement des eaux pluviales

Les éléments relatifs à l'assainissement des eaux pluviales sont synthétisés en page 24 et 25 de l'évaluation environnementale.

En complément des observations émises au 7.1.1 du présent avis sur la nécessité d'approfondir la question de l'aptitude des sols en périmètre de protection de captage, la MRAe relève que l'article 4 du règlement permet, sauf impossibilité technique, l'infiltration des eaux dites « propres » (eaux de toiture notamment).

Étant donné la vulnérabilité de la ressource en eau aux infiltrations, la MRAe recommande fortement de proscrire réglementairement tout rejet d'eaux pluviales dans le sous-sol.

De même, ce même article prévoit que toute construction nouvelle ne devra pas accroître les débits d'eau pluviale par rapport à la situation existante, sans pour autant préciser les modalités de dimensionnement des ouvrages de stockage qui seront systématiquement nécessaires (type d'ouvrage, débit de fuite en fonction des enjeux du site...). La MRAe observe par ailleurs qu'une grande majorité des aménagements projetés, d'une surface inférieure à 1 ha, ne seront pas soumis aux dispositions de la loi sur l'eau (rubrique 2.1.5.0 de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement) et au contrôle exercé dans ce cadre par le service en charge de la police de l'eau.

La MRAe recommande donc d'encadrer la gestion des eaux pluviales par un zonage d'assainissement pluvial permettant de vérifier l'aptitude des sols et de proposer des systèmes d'assainissement performants adaptés à l'aptitude des sols concernés.

VIII. Maîtrise des consommations énergétiques et adaptation au changement climatique

Les éléments de contexte et les mesures prévues par le PLUi pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, permettre la performance énergétique des constructions et la valorisation des énergies renouvelables sont présentés en page 28 à 31 et 158 du rapport environnementale. Le Pays-Midi-Quercy bénéficie d'un plan climat énergie territorial (PCET) validé.

La MRAe estime globalement satisfaisantes les mesures prévues par le projet de PLUi.

S'agissant des transports alternatifs à la voiture, elle relève que les objectifs du PADD visant le développement du co-voiturage et le rabattement des usagers vers les lignes ferroviaires ne sont pas retranscrits dans le projet de PLUi. Elle recommande que la communauté de communes traduise concrètement cet engagement.

En matière d'adaptation au changement climatique, le rapport de présentation note le renforcement attendu des tensions sur la ressource en eau conformément aux études menées par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

Par contre, alors que le secteur forestier occupe plus de 35 % de la superficie du territoire et que l'abandon progressif des pratiques extensives d'élevage entraîne l'augmentation des landes et broussailles par l'arrêt de l'entretien, l'évaluation environnementale n'a pas pris en compte l'impact du changement climatique sur le renforcement du risque de feu de forêt.

La MRAe recommande qu'une attention particulière soit portée à la problématique du risque de feu de forêt compte tenu de la sensibilité actuelle et future du territoire.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



ÉTAT-MAJOR
DE ZONE DE DÉFENSE
SUD-OUEST

DIVISION APPUI AU
FONCTIONNEMENT DU
MINISTÈRE

BSEI

Dossier suivi par :
Patricia Dupouy
(ESID-BDX)

Bordeaux, le 17 OCT. 2016
N° 503382 /DEF/EMZD-
SO/DIV.AFM/BSEI/NP

Le général de division Christophe de Gouttes,
commandant de la zone terre Sud-Ouest

à

Monsieur le Président de la Communauté de Communes
du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron

OBJET

: 82 – Élaboration du PLUi de la Communauté de Communes du
Quercy Rouergue et de gorges de l'Aveyron. Pour avis.

RÉFÉRENCE

: lettre du 19 juillet 2016 de la CdC du Quercy Rouergue et des
Gorges de l'Aveyron.

Par correspondance de référence, vous me demandez d'émettre un avis sur le PLUi de la Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron dans le Tarn-et-Garonne.

L'étude du dossier montre que le « Camp de Caylus » est classé en zone N soit zone naturelle. Le ministère de la Défense n'étant pas soumis à la dépose d'un permis de construire pour les opérations d'infrastructure sur le « Camp de Caylus » (grand camp national), il serait toutefois souhaitable que celui-ci soit classé en zone Nem zone naturelle liée à l'activité militaire.

Des projets sont en cours d'étude pour la zone vie.

Par voie de conséquence, je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire rectifier le classement de la zone concernant le « Camp de Caylus » et vous demande de continuer à m'associer aux travaux relatifs au PLUi de la Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron.

Par ordre,

Le lieutenant-colonel Éric Dornier
chef de la division Appui au fonctionnement du ministère
de l'état-major de zone de défense Sud-Ouest



DESTINATAIRE :

- CdC du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron
Maison des services publics
BP 30
82140 SAINT-ANTONIN-NOBLE-VAL

COPIE :

- ESID-Bordeaux
DIVPLAN/BACSD/Cellule Urbanisme
CS 21152
33068 BORDEAUX CEDEX



Le Directeur

Dossier suivi par : Gilles FLUTET

Tél. : 04.67.82.16.36

Mail : g.flutet@inao.gouv.fr

V/Réf : Affaire suivie par Elsa Andrieu-Rup

N/Réf : GF/LG/207/16

Objet : PLUi Communauté de Communes du
Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron

Monsieur le Président de la Communauté de
Communes du Quercy Rouergue et des
Gorges de l'Aveyron
Maison des services Publics
BP 30
82140 SAINT-ANTONIN-NOBLE-VAL

Montreuil-sous-Bois, le 17 octobre 2016

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 19 juillet 2016, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le projet de PLU intercommunal de la Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron.

Parmi les 17 communes concernées, les communes de Caylus, Lacapelle-Livron, Loze et Saint-Projet sont incluses dans l'aire géographique de l'AOC « Rocamadour ». Le territoire du PLUi recoupe également les aires de production des IGP « Canard à foie gras du sud-ouest », « Comté tolosan », « Agneau du Quercy », « Agneau de l'Aveyron », « Veau d'Aveyron et du Ségala », « Jambon de Bayonne » et « Melon du Quercy ».

L'étude attentive du dossier amène l'INAO à faire les observations qui suivent :

Si dans sa globalité le projet de PLUi prend en compte la préservation des espaces agricoles, il convient de réduire les nombreuses STECAL à leur stricte nécessité. En effet, la multiplicité des STECAL engendre un risque de mitage de la zone agricole, surface potentielle de production d'Appellation d'Origine Contrôlée.

Sous réserve que les observations précitées ci-dessus soient prises en compte, l'INAO émettra un avis favorable à l'encontre de ce projet..

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

Jean-Luc DAIRIEN

Copie : DDT 82

INAO

12, RUE HENRI ROL-TANGUY

TSA 30003

93555 MONTREUIL-SOUS-BOIS CEDEX - FRANCE

TEL : 01 73 30 38 00 / TELECOPIE : 01 73 30 38 04

www.inao.gouv.fr



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE TARN-ET-GARONNE

Direction
Départementale
des Territoires

Service d'aménagement territorial

Bureau de Montauban



Montauban, le

13 OCT. 2016

Le Préfet

à

Monsieur le Président de la communauté de
communes du Quercy Rouergue et Gorges de
l'Aveyron

Maison des services publics

BP30

82 140 St Antonin Noble Val

Objet : Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi-H) de la CCQPGA
arrêté par délibération du conseil communautaire en date du 28 juin 2016
Avis des services de l'État
affaire suivie par : Thierry Bras
tél. : 05 63 22 23 91 **courriel :** thierry.bras@tarn-et-garonne.gouv.fr

Par délibération du 28 juin 2016, le conseil communautaire de la communauté de communes du Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron (CCQPGA) a arrêté le projet de Plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat (PLUiH). La délibération accompagnée du dossier de projet de PLUi-H arrêté a été transmise à la préfecture et reçue le 19 juillet 2016.

Le projet de PLUi-H a été présenté devant le comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) le 4 octobre 2016, devant la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) du Tarn-et-Garonne le 7 octobre 2016 et sera présenté devant la CDPENAF du Tarn le 20 octobre 2016.

Les services de l'État, associés à cette élaboration, ont formulé des avis sur le projet de PLUi-H arrêté dont voici la synthèse.

Un projet trop ambitieux en matière d'accueil de population, qui fait déraper la consommation foncière nécessaire pour l'habitat :

L'orientation 1 du projet d'aménagement de développement durable (PADD) vise à assurer, lors des 9 prochaines années, le maintien de la population, nécessitant la production de 220 logements (actuellement de 7 750 habitants et non de 7 900) et à favoriser l'accueil de 800 habitants supplémentaires nécessitant la production de 410 logements ; soit au total la production de 630 logements. Pour ce faire, la communauté de communes prévoit 194 ha de zones disponibles à la construction.

Entre les années 2000 et 2010, les communes de la communauté ont consommées 71 ha pour l'habitat pour une augmentation de population de 334 habitants, soit un taux de croissance annuel moyen de 0,4%.

Selon nos calculs (voir le détail dans les enjeux d'urbanisme des annexes), seulement 140 ha sont requis pour répondre aux objectifs. Comparés aux 194 ha de potentiel constructible du projet de PLUI, on constate un dépassement de presque 40 %.

Aussi, n'ont pas été intégrés les plus de 300 bâtiments susceptibles d'un changement de destination repérés en zones A ou N (pièce 5/Règlement, bâtiments identifiés) qui représentent un certain potentiel de logements et parmi les 749 logements vacants comptabilisés, seuls 10 par an contribuent à une moindre consommation foncière, alors qu'il est mentionné dans le rapport de présentation que ce taux de vacance est le plus important du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR), constituant un enjeu majeur.

Enfin, le Plan Départemental de l'Habitat de Tarn-et-Garonne, en cours d'étude précisément au stade de validation des orientations proposées, préconise une estimation de +0,2 % de croissance démographique entre 2017

et 2022 au vu de l'évolution actuelle (les dernières observations relevées sont de +0,1%).

Le scénario réaliste, dans la continuité de l'accueil de population des derniers 10 ans, avec une densité de 15 logements à l'hectare aurait dû prévoir l'accueil de 240 habitants supplémentaires (sur les 9 prochaines années) nécessitant une consommation foncière pour l'habitat d'environ 35 ha.

Par ailleurs, la superficie totale des zones à vocation économique (UX) semble disproportionnée aux besoins.

Des intentions du projet qui peinent à se décliner concrètement :

Le logement :

Les divers types de logements à produire ne sont pas précisés. Combien faut-il de logement locatif tout types confondus ? Quelle proportion de locatif social ? Combien de locatif en accession afin de produire un parc adapté aux besoins actuels et à venir, comme les personnes mal logées, défavorisées, avec des difficultés particulières ou encore vieillissantes ? La politique arrêtée en matière d'attribution des logements locatifs sociaux et d'adaptation au vieillissement et handicap doit être précisée. L'enjeu de diversification du parc de logements (PADD, p 21), doit avoir une traduction concrète dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et le règlement. On peut également constater un manque de traduction concrète des différentes intentions. Dans le programme d'actions et d'orientations (POA), les moyens sont précisés, mais les objectifs ne sont pas quantifiés. Seules 6 OAP prévoient de l'habitat "individuel, mitoyen, de type intermédiaire, ou en petit collectif" sans précision de nombre, de typologie (petits ou grand logements ?) ou de type de logements (social ? très social ?). L'outil OAP n'a pas suffisamment été utilisé pour traduire concrètement les bonnes intentions du PADD ou du POA (notamment les objectifs de mixité sociale).

Les objectifs de production en matière d'offre sociale publique sont faibles, en argumentant qu'il n'est pas possible de fixer un objectif de production de logements sociaux et que la priorité est de résorber la vacance existante dans ce parc (page 24 du rapport de présentation). Alors même que le PDH préconise la production de 4 logements sociaux par an.

Les secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) :

Certaines zones U et AU ont été requalifiées par mes services de STECAL, compte tenu de leurs caractéristiques. La quantité de STECAL (59 secteurs uniquement pour de l'habitat) et leur dispersion sur le territoire semblent peu cohérentes avec certains objectifs du PADD.

Celui-ci prévoit notamment la préservation des surfaces agricoles et la limitation des risques de conflits d'usage (page 14), la valorisation des paysages (page 28) et la préservation de la typicité architecturale (page 27), la proximité de l'habitat nouveau des services (pages 21 et 22) ou des voies de communication (page 23), l'accès à la desserte numérique (page 13), la reconquête du parc vacant (page 19), la diversification du parc de logements (logements plus petits pour faire face au vieillissement de la population, mixité sociale, parc locatif adapté) (page 21) ou encore la volonté affichée de conforter les centre-bourgs (pages 10, 22 et 23).

La multiplication de parcelles isolées en extension de hameaux existants, pour la plupart présentant une activité agricole importante, ne peut que favoriser un mitage de ces espaces par de l'habitat pavillonnaire déconnecté de l'authenticité de ces hameaux.

La densité :

Page 26 du PADD, est annoncée une réduction de la surface nécessaire à la création de logements, avec l'ambition de passer de 2 700 à 1 750 m² par logement construit. Au vu du potentiel constructible et de sa localisation (environ la moitié du potentiel se situe autour des hameaux sur des parcelles isolées), cet objectif de réduction des superficies moyennes affectées à l'habitat pourrait se trouver compromis. Cela exigera une vigilance particulière des communes quant à la constitution des futurs lots à bâtir.

Les logements vacants :

La contribution du parc vacant est prévue à hauteur de 10 logements par an. Le projet de PLUi-H n'indique pas par quels moyens atteindre cet objectif. S'agit-il de distinguer des centres-bourgs à revitaliser, au moyen d'OPAH-RU, (incluant un volet de recyclage du foncier), afin de correspondre aux objectifs du PADD ? La production de logement social, public ou privé au cœur des pôles de services, en s'appuyant sur la reconquête du parc vacant pourrait en effet contribuer à diminuer le besoin en construction neuve tout en participant à la revitalisation des centre-bourgs.

Une traduction réglementaire qui mérite certaines précisions :

Les outils de planification comme les emplacements réservés pour du logement, les secteurs avec proportion de petits logements, les dispositifs de mixité sociale doivent permettre de concrétiser les intentions du PADD et du POA.

Un PADD non conforme à la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) :

Le PADD ne fixe pas d'objectif chiffré de modération de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers en lien avec l'analyse de la consommation passée (non conformité à l'article L.151-5 du code de l'urbanisme). Cela signifie que l'objectif de consommation d'espace du PLUi-H devrait être inférieur à celle réalisée dans les 10 années précédentes. Le bilan de la consommation foncière calculé entre 2000 et 2010 est d'environ 83 ha (71 ha pour l'habitat et 12 ha pour l'activité économique), auquel on peut appliquer un coefficient de rétention foncière de 1,6. Cela donne un total de 133 ha (dont 114 ha pour l'habitat). Le projet de PLUi- H affiche un potentiel constructible de 194 ha pour l'habitat, soit un dépassement d'environ 70 %.

EN CONCLUSION :

Il convient de souligner un effort de réduction des zones constructibles par rapport à celles existantes dans les documents d'urbanisme en vigueur sur le territoire (2 PLU et 6 cartes communales sur les 17 communes du territoire) : réduction de 360 ha constructibles disponibles actuellement à 143 ha.

Le potentiel constructible offert par le PLUi, que ce soit pour l'habitat et pour l'activité économique, paraît néanmoins largement surdimensionné par rapport aux hypothèses réalistes d'accueil sur ce territoire. Par ailleurs, les bonnes intentions affichées dans le PADD sont parfois en contradiction avec la traduction réglementaire. En témoigne la multiplicité des zones offrant des possibilités de construire, alors que très éloignées des centralités et des services, et pour lesquelles les bonnes conditions de desserte en réseaux ne sont peut-être pas garanties.

Ce projet pourrait être amélioré par l'intégration des recommandations présentées ci-dessus et en annexes, notamment l'obligation réglementaire de déterminer dans le PADD des objectifs chiffrés de modération de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers .

De plus, il est indispensable que les objectifs et principes affichés dans le PADD soient déclinés dans les OAP et les dispositions réglementaires, ainsi que dans les documents annexes, afin de donner une réelle ambition au projet de territoire tel que présenté.


Je vous rappelle que l'avis des services de l'État doit être obligatoirement joint au dossier soumis à enquête publique (article R153-8 du Code de l'urbanisme).

Je tiens aussi à souligner l'importance de la nécessité du bon déroulement de la procédure dans la phase «dossier mis en enquête publique» conformément au Code de l'Urbanisme :

- les avis des personnes publiques consultées (citées dans les articles L 132-7, L 132-9, L 132-11 et L 153-16) sur le projet de PLUi devront être obligatoirement joints en annexe au dossier soumis à enquête publique (article R 153-8) ;
- les avis des organismes qui ont consulté le projet de PLUi, ainsi que ceux émis dans le cadre des consultations particulières (l'Institut National des Appellations d'Origine contrôlée dans la zone d'appellation d'origine contrôlée, le centre régional de propriété forestière, etc.), doivent être également annexés au dossier soumis à enquête publique (article L 132-12) ;
- les avis émis par les associations qui ont consulté le projet peuvent également être annexés (article L 132-12) ;
- après enquête publique, les avis des habitants pourront être intégrés, si vous les jugez nécessaires à l'intérêt du projet ;
- si des modifications substantielles devaient intervenir sur le projet de PLUi arrêté, je vous précise que vous devrez procéder à une nouvelle enquête publique.

Enfin, je vous rappelle que, depuis le 1^{er} janvier 2016, les documents d'urbanisme approuvés lors de procédures d'élaboration ou de révision, doivent être mis à la disposition du public et pour cela doivent être déposés sur le Géoportail de l'urbanisme (GPU) au standard Conseil national de l'Information Géographique (CNIG).

Le préfet,


Pierre BESNARD

ANNEXES

I - ENJEUX URBANISME ET CONSOMMATION DES ESPACES

1.1- Calcul du foncier nécessaire

Scénario du projet :

Population actuelle : 7751 en 2013 (chiffre INSEE)

Croissance démographique envisagée : 1,1 % (=10 % sur 9 ans) soit 8518 hab = +774 hab d'ici 2025

Nombre de logements nécessaires : $774/1,3 = 595$

La surface moyenne parcellaire a été fixée à 1750 m².

Le coefficient de rétention foncière est de 1,6.

Contribution de 10 logements vacants par an = 90 logements

Cela nous donne un besoin en surface constructible de :

$(595-90 \text{ logements}) \times 1750\text{m}^2 \times 1,6 = 140 \text{ ha.}$

Scénario réaliste avec 0.4 % (comme sur la période 2000-2010) :

Population actuelle : 7751 en 2013 (chiffre INSEE)

Croissance démographique envisagée : 0,4 % (=4 % sur 9 ans) soit 8061 hab = +310 hab d'ici 2025

Nombre de logements nécessaires : $310/1,3 = 238$

La surface moyenne parcellaire : 1500 m².

La rétention foncière est de 1,6.

Contribution de 10 logements vacants par an = 90 logements

Cela nous donne un besoin en surface constructible de :

$(238-90 \text{ logements}) \times 1500\text{m}^2 \times 1,6 = 35 \text{ ha.}$

1.2- Zones à vocation industrielle et commerciale

Le bilan des dix dernières années fait apparaître une consommation de 1ha34.

En page 101 du rapport de présentation, volet 1/1, vous affichez un reliquat de 10 hectares 37 sur les zones existantes des communes de Caylus et St Antonin Noble Val. Ce foncier libre permet de répondre à la demande pour de nombreuses années.

Pourtant vous annoncez dans votre projet 101 hectares de zones UX.

Même si une partie de ces 101 hectares sont déjà occupés par des bâtiments industriels ou artisanaux, il reste un potentiel constructible totalement disproportionné aux besoins.

1.3- Rapport de présentation

Chaque zone devrait être justifiée par les surfaces disponibles à la construction.

1.4- Règlement écrit

Les articles A2 et N2 du règlement écrit ne fixent pas de surface maximale, après extension, pour les constructions existantes à usage d'habitation.

Ces articles fixent une emprise au sol inférieure à 50 m² pour les bâtiments annexes à l'habitation, mais n'évoquent pas les piscines. Une superficie de 50 m² maximum semble restrictif pour une piscine.

Après avoir défini dans le règlement ce qu'est une annexe, il est recommandé de fixer une superficie maximale de plancher après extension et de ne pas fixer de superficie maximale pour les piscines (voir avis CDPENAF).

1.5- Règlement graphique

Les différentes zones doivent présenter des couleurs permettant de les identifier rapidement (selon la charte graphique CNIG). Cela faciliterait d'autant la lecture du document par les futurs instructeurs, le document graphique étant assez illisible en l'état.

Le PPR chute de blocs est à enlever pour alléger la lecture du document. Le PPR inondation est donné pour information.

Une simple étoile suffit pour repérer les bâtiments pouvant changer de destination.

1.6- STECAL

Un certain nombre de STECAL a fait l'objet d'un avis défavorable de la commission départementale de préservation des espaces naturels agricoles et forestiers. Voir avis de la commission. Il est demandé un réajustement du zonage pour répondre à cet avis.

II - ENJEUX EAU

2.1-Eau potable :

La communauté de communes comprend 5 services d'eau potable : le SIAEP de Ginals-Castanet-Verfeil, le SIAEP du canton de Caylus, le SIAEP de la région de Saint Antonin Noble val et les communes de Varen et Parisot.

Un schéma directeur et une étude pré-opérationnelle de regroupements des services sont en cours. La phase prospective du schéma directeur prend en compte le PLUi, **mais les nombreuses zones ouvertes à la construction requièrent des dessertes en réseaux suffisamment dimensionnées. Est-ce le cas ?**

2.2-Assainissement

Eaux usées :

Les zonages d'assainissement doivent être modifiés sur l'ensemble des services compétents. Ils devront prendre en compte l'effet cumulatif des rejets sur une même masse d'eau (aspects sanitaire et environnemental).

Compte tenu :

- des problématiques d'assainissement sur ce périmètre (Parisot, Caylus, Saint Antonin et Laguérie)
- de l'état des masses d'eau réceptrices de la Bonnette (déversement des déversoirs d'orage avec état écologique moyen) et de l'Aveyron (rejet de la station d'épuration avec état écologique médiocre mesuré) ;
- de la nécessité de reconquérir le bon état des eaux eu égard aux objectifs fixés par la Directive Cadre sur l'Eau ;
- des autres usages sur cette masse d'eau (activités canoë à proximité).

il est fortement conseillé de **mettre en œuvre un schéma directeur d'assainissement sur l'ensemble de la communauté de communes.**

Cette étude est finançable, sous conditions, par les partenaires : Agence de l'Eau Adour Garonne et Conseil Départemental. Ce type de démarche permet en outre d'acquérir un niveau supplémentaire de connaissance du réseau qui répond aux demandes du législateur :

- atteindre le niveau 1 de l'indicateur de connaissance et de gestion patrimoniale ;
- déclarer et transférer les plans de réseau sur le site ineris.gouv.fr.

Elle constitue un préalable nécessaire au transfert de compétence à la communauté de communes qui interviendra, dans le cadre de la loi NOTRe au plus tard au 01 janvier 2020.

Eaux pluviales :

Aujourd'hui, aucun schéma directeur de gestion des eaux pluviales n'existe sur le secteur de cette communauté de communes. Il est précisé dans l'évaluation environnementale, que : « le PLU prend donc des mesures fortes pour limiter les impacts du développement sur la gestion des eaux pluviales, et à l'inverse améliorer la situation existante, en proposant notamment des nouvelles solutions de gestion alternative. » En effet, dans le règlement pour l'ensemble des zones, l'article 4 « eaux pluviales » prévoit que toute construction ou installation nouvelle ne devra pas accroître les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation existante. Le moindre projet ayant un impact sur le ruissellement des eaux pluviales de la parcelle, la réalisation d'ouvrages de stockage va être systématiquement nécessaire afin de ne pas accroître les débits de rejet d'eaux pluviales.

Dans le cas où la surface du projet est supérieure à 1 hectare, un dossier devra être déposé à la DDT au titre de la rubrique 2.1.5.0 : rejet d'eaux pluviales au milieu naturel, de l'article R 214-1 du Code de l'Environnement qui définit les seuils d'autorisation et de déclaration. Ce dossier sera instruit par la DDT qui vérifiera qu'il respecte la réglementation, et notamment la loi sur l'eau et le code civil.

Dans le cas où le projet a une surface inférieure à 1 hectare, ce dossier ne sera pas soumis au code de l'environnement et le centre instructeur devra vérifier que le pétitionnaire respecte bien le règlement et notamment l'article 4. Au vu du manque de précision des dispositions de cet article 4, l'instruction risque d'être difficile. Une méthode plus simple pour le dimensionnement des ouvrages de stockage (période de retour, débit de fuite en fonction des enjeux, condition à remplir pour que l'infiltration soit possible, type d'ouvrage,...) devra compléter le règlement afin de faciliter l'instruction des projets.

En conclusion et au vu des objectifs affichés dans le PADD, la réalisation d'un zonage pluvial (issu le plus souvent d'un schéma directeur de gestion des eaux pluviales) annexé au PLUi, permettrait de clarifier la gestion des eaux pluviales, notamment pour les projets inférieurs de taille à l'hectare non soumis à la loi sur l'eau.

2.3-SDAGE ou SAGE Adour-Garonne :

Le SAGE Garonne n'est pas adopté → Sans objet.

III - ENJEUX BIODIVERSITE

3.1-Le Schéma Régional de Cohésion Écologique (SRCE) :

RAS – pris en compte

3.2-Les zones boisées :

RAS – pris en compte

3.3-Les zones humides :

RAS – prise en compte de l'inventaire du conseil départemental.

rappel : l'inventaire n'est pas exhaustif donc cela n'exonère pas l'aménageur lorsque son projet est soumis à la loi sur eau d'étudier le volet « zone humide. »

3.4-La Trame Verte et Bleue (TVB) :

RAS

3.5-Les zones naturelles et espèces protégées :

Les ZNIEFF, Sites Natura et APPB sont pris en compte. Quelques espaces sont toutefois ouverts à l'urbanisation dans des sites Natura identifiés comme réservoirs dans le SRCE. Effectivement certaines communes sont situées entièrement en zone de réservoirs : cas des communes de Cazals, Montrozier..... L'évaluation environnementale effectuée montre un effet non significatif de cette ouverture à l'urbanisation sur les zones concernées, sous réserve de mise en oeuvre des OAP.

Point particulier sur la commune de Ginals :

Lieu-dit « Cloup-Ferrand » ouvert à l'urbanisation : l'étude menée montre une sensibilité forte de la zone, de par la présence d'habitats d'espèces (présence notamment de pelouses sèches) qui pourraient héberger des espèces à statut protégé. Il est rappelé qu'il est interdit de détruire une espèce ayant ce statut.

Si la présence des espèces protégées est avérée, l'aménageur ne pourra éventuellement construire sur la zone de présence de l'espèce que si son projet a un intérêt public majeur, et sous réserve de l'obtention d'une autorisation préfectorale de dérogation à la destruction, avec mise en place de mesures de compensation à proximité.

Il est donc préférable que les mesures envisagées en p.80 du document d'évaluation environnementale (passage d'un écologue) soit fait avant validation de l'ouverture éventuelle à l'urbanisation sur ce secteur.

IV - ENJEUX HABITAT

Voir avis commission régionale de l'habitat et de l'hébergement.

V - ENJEUX RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

5.1. risque inondation :

Le dossier mentionne bien le PPRI de l'Aveyron. Il serait souhaitable de rajouter dans le rapport de présentation (page 262, paragraphe 2.4.1) que **le règlement à été modifié le 27 août 2014.**

Attention le SPC Tarn-lot n'est plus en Tarn et Garonne : corriger page 263 « Le SPC (Service de prévision des crues) GARONNE-TARN-LOT, surveillance : l'Aveyron, le Viaur, le Tarn, la Garonne la Gimone et l'Arrats. Ce service est localisé à la DREAL Midi-Pyrénées basé en Haute-Garonne depuis le 1er janvier 2013. »

Les cartes qui figurent dans les annexes ne sont pas réglementaires.

Les cartes réglementaires du PPRI sont au 1/10 000 elles doivent être annexées aux servitudes du PLUI ;

5.2 risque retrait gonflement des argiles :

Le dossier mentionne le PPR Naturels « mouvements différentiels liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles » approuvé le 25 avril 2005. Toutes les communes sont partiellement soumises à ce risque. **Il manque les plans réglementaires** (1 plan IGN par commune au 1/25 000) qui doivent être annexés aux servitudes.

5.3 risque chutes de blocs:

Le dossier prend en compte les PPRN chutes de blocs pour les communes de Caylus, St Antonin Noble Val et Varen. Le règlement et les cartes doivent être annexés aux servitudes.

Attention, **il manque le règlement de Caylus, et de Varen.**

Les notes communales et rapports de présentation n'ont pas obligation d'être annexés aux servitudes.

5.4 risque glissement de terrain

Territoire non concerné

5.5 risque sismique

Pour l'application des mesures du risque sismique aux bâtiments , équipements et installations de la classe dite « risque normal » le territoire national est divisé en 5 zones de sismicité croissante (zone 1 à 5). Le décret N° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique classe le département de Tarn et Garonne en zone 1 (sismicité très faible), pas de règle de construction parasismique.

Le dossier mentionne pas ce risque.

5.6 risque feu de forêt :

Dans le cadre du plan de protection des massifs forestiers (PPMF) de juin 2006 contre les incendies du département de Tarn et Garonne, les communes de Cazals, Loze, Mouillac, ST Antonin Noble Val présentent un niveau **d'aléa moyen**.

Les communes de Castanet, Caylus, Féneyrols Ginals Laguérie et Varen présentent un niveau **d'aléa faible**.

Les informations du rapport de présentation page 266 sont incomplètes.

5.7 risque transport matières dangereuses

Le dossier mentionne les dangers liés aux transports de matières dangereuses, sur l'ensemble des communes du territoire Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron et également la canalisation de gaz de haute pression qui traverse les communes de Caylus, Lacapelle -Livron, Loze, Parisot, St Antonin Noble Val et St Projet.

Attention la commune de **Puylagarde** est également impactée par la canalisation,(à rajouter pg 269 du rapport de présentation)

5.8 risques ruptures de barrage

Ce risque est mentionné dans le dossier, il manque cependant la commune de Laguérie qui est impactée par le barrage pont de Salars et le barrage de Pareloup (pg 268 du RP).



PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Toulouse, le 28 OCT. 2016

Direction Aménagement
Département Habitat Construction
Division Habitat
Affaire suivie par : Nadine De Nardi
Téléphone : 05 61 58 63 08
Courriel : nadine.denardi@
@developpement-durable.gouv.fr

267/16

Le bureau du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement s'est réuni le mardi 4 octobre 2016 sous la présidence de Monsieur Jean Emmanuel BOUCHUT, Directeur de l'Aménagement de la DREAL Occitanie.

L'ordre du jour portait sur les points suivants :

1/ Examen pour avis des PLH :

- Communauté d'Agglomération de l'Albigeois
- Communauté de Communes Tarn Dadou
- Communauté d'Agglomération du Grand Auch

2/ Examen pour avis du PLUi-H de la Communauté de Communes Quercy Rouergue Gorges de l'Aveyron

3/ Reconfiguration des instances du CRHH : présentation de la démarche

4/ Changement de collectivité de rattachement de l'OPH de Toulouse

5/ Mobilisation du foncier public : avis sur la liste des terrains

6/ Définition d'une géographie régionale pour le développement du logement social : présentation de la méthodologie

Les documents présentés en séance sont consultables en cliquant sur le lien suivant :

<http://www.languedoc-roussillon-midi-pyrenees.developpement-durable.gouv.fr/bureau-du-crhh-r7947.html>

Participaient à la séance du bureau :

GUZMAN Christelle	CD 31	SAINT BLANCAT	FNARS MP
GARCIA Carole	CD 82	Francis	
JOULLIE Magali	CA Grand Montauban	GALIBERT Jean Paul	URAF MP
BUGEAUD Audrey	CA Grand Montauban	TABERLY Emilie	URHAJ MP
BOLDRON Benoît	Toulouse Métropole	BELOU Florence	CA Tarn et Dadou
PAGES FOURNIER	CA SICOVAL 31	SABATIER Sarah	CA Tarn et Dadou
Isabelle		SEBOT Aurélie	CA Tarn et Dadou
HOLSTEIN Florence	CA SICOVAL 31	BARRAU SARTRES	CA de l'Albigeois
FABRE Jean Michel	USH MP	Michèle	
MAGNE François	UESL gpe CILEO	DAMPIERRE Corinne	CA de l'Albigeois
DERENANCOURT	CA de l'Albigeois	MELLO Bénédicte	CA Grand Auch
Laure		BELLOTTO Francis	CA Grand Auch
ROQUE Hélène	ADIL 81	MONGE Aude	CA Grand Auch
TRAMON Roger	CA Grand Auch	POUGET Francis	BE Place Réflex
LESIEUR Sophie	CC Quercy Rouergue	CHAPPU Sylvain	CE Citadia
DURAND Daniel	CC Quercy Rouergue	ALBERO Franck	DDT 32
VUILLET Anne	DDT 81	PIFFARI Alexandre	DDT 31
THEBAULT Philippe	DDT 31	JOSSERAND Philippe	DDT 82
LAVENTURE Luc	Habitat Toulouse	BOTTREAU Isabelle	DDT 82
UGLIETTA Stéphane	Habitat Toulouse	GIRAUD Didier	Nîmes Métropole
SEGURA Noël	Montpellier Métropole	ROCCO Catherine	Nîmes Métropole
LE ROY Bruno	Montpellier Métropole	BASCOUL Simon	CLCV
FAYE Grégory	Montpellier Métropole	REY Denis	URHLM LR
BRIGHI Stéphane	CR Occitanie	GUND Géraldine	CR Occitanie
FABREGUETTES	FNARS	MOZER Frédérique	Fondation Abbé Pierre
Bernard		GUERINET Jean	DREAL Occitanie
BOUCHUT Jean	DREAL Occitanie	Philippe	
Emmanuel		VINAY Catherine	DREAL Occitanie
TROIVILLE Laurent	DREAL Occitanie	CASSAN Christophe	DREAL Occitanie
DE NARDI Nadine	DREAL Occitanie	LAGNY Grégoire	DREAL Occitanie

1/Avis sur les PLH suivants :

Communauté d'Agglomération de l'Albigeois

Après une présentation du territoire, Madame BARRAU SARTRES (Vice Présidente de la CA d'Albi en charge de l'habitat) commente le contenu du PLH dont les principales actions visent à renforcer l'attractivité résidentielle de l'Albigeois avec :

- le développement d'une offre de logements accessibles notamment sur le segment de l'accession à la propriété ;
- une intervention sur le parc ancien ;
- un recentrage des aides sur le logement très social (PLAi).

Ce deuxième PLH est le résultat d'un processus de co-construction et d'une forte mobilisation des élus sur le projet.

La DDT 81 fait part des remarques des services de l'État sur le projet :

- un objectif ambitieux de 650 logements par an qui ne peut pas se limiter à de la création de logements, il conviendra d'intégrer une part relative au renouvellement urbain, avec une intervention à renforcer sur le parc ancien ;
- un ajustement à prévoir pour les objectifs SRU au regard du prochain triennal ;
- des réflexions à engager pour répondre au vieillissement de la population ;
- la nécessité de prendre en compte les besoins liés à la sédentarisation des gens du voyage.

Eléments de débat :

Monsieur FABRE (USH MP) note que les aides sont recentrées sur le PLAi, les objectifs seront à mettre en adéquation avec les enveloppes de l'État. Il remarque que le traitement du quartier Cantepau entrant dans le PNRU est peu abordé. La réussite du volet foncier nécessiterait la mobilisation d'outils adaptés notamment avec un EPF .

Monsieur SAINT BLANCAT (FNARS) souligne le manque d'engagements pour répondre à la sédentarisation des gens du voyage.

Monsieur GIROD (Nîmes Métropole) s'interroge sur le montant de 5000 € par PLAi.

Monsieur BRIGHI (Conseil Régional) précise que la participation financière de la région en faveur du logement est en cours de calibrage.

Monsieur MAGNE (Action Logement) remarque que sur l'objectif de 650 logements la part dans l'ancien n'est pas estimée alors qu'elle constitue un potentiel important pour le territoire.

Avis du bureau :

A l'issue des débats et après en avoir délibéré, le bureau du CRHH émet un avis favorable assorti de deux recommandations :

- chiffrer la part de logements en renouvellement urbain dans les objectifs quantitatifs du PLH;
- préciser les engagements qui seront pris en faveur de la sédentarisation des gens du voyage.

Par ailleurs, le bureau attire l'attention sur la nécessité de faire le lien entre le projet de PLH et les objectifs du projet de rénovation urbaine du quartier de Cantepau.

Ces recommandations ou points de vigilance feront l'objet d'un examen quant à leur prise en compte lors de la présentation du bilan intermédiaire prévu en 2017 .

Communauté de Communes Tarn et Dadou

Madame BELOU (Vice Présidente de la CC Tarn et Dadou en charge de l'habitat) introduit sa présentation en soulignant que ce deuxième PLH est le résultat d'une adhésion de toutes les communes. Il s'appuie sur le bilan du précédent PLH.

Le programme d'actions est structuré autour de 4 enjeux :

- un développement équilibré du territoire ;
- un soutien aux dynamiques locales ;
- une réponse à la diversité des besoins en logements ;
- un renforcement du pilotage intercommunal du PLH.

L'accent est mis sur la recherche d'un équilibre entre l'accompagnement de la production neuve et l'intervention volontariste sur les parcs anciens.

La DDT présente l'avis de l'État et souligne les efforts de ce PLH en matière de pilotage avec l'identification d'une équipe dédiée et des moyens d'intervention importants. Le projet anticipe sur l'application de la loi SRU . L'articulation entre le PLH et les documents d'urbanisme est opérationnelle.

L'ambition affichée pour une politique foncière mériterait quelques développements.

Le territoire de la communauté va s'élargir du fait de la fusion avec deux autres intercommunalités, la nouvelle intercommunalité issue de cette fusion devra élaborer un nouveau PLH d'ici 2 ans.

Eléments de débat :

Monsieur FABRE (USH) précise que le portage foncier par des communes ne peut pas répondre aux objectifs d'une stratégie foncière. Il suggère un partenariat avec un EPF pour permettre un portage plus conséquent.

Avis du bureau :

Le bureau souligne la qualité du projet et émet un avis favorable.

Communauté d'Agglomération du Grand Auch

Monsieur BELLOTO et Madame MELLO (représentant la Communauté d'Agglomération du Grand Auch) commentent le contenu du PLH autour de 3 enjeux majeurs pour le territoire :

- l'affirmation de l'armature urbaine de l'agglomération ;
- le traitement du parc ancien ;
- le renouvellement urbain du quartier du Grand-Garros.

Il s'agit d'un premier PLH qui s'inscrit dans le cadre des orientations du SCOT en cours d'élaboration. Il est le fruit d'une concertation entre les acteurs du territoire.

La DDT souligne la qualité de la concertation avec les services de l'État . Les deux principaux enjeux sur le territoire, le traitement du quartier le Grand Garros et l'intervention sur le parc ancien vont nécessiter une action cohérente. L'attention sera portée sur le travail de rééquilibrage de l'offre sociale à l'échelle de l'agglomération, le démarrage des actions par le traitement d'îlots dans le centre ancien, la limitation de l'offre foncière dans les communes périphériques. Dans ce contexte, la mise en place d'un dispositif de pilotage constitue une des conditions de réussite du PLH .

Points de débat

A l'interrogation de Madame TABERLY (URAHJ) sur le contenu de volet logement des jeunes, il est fait état d'une étude en cours pour définir les besoins dans le cadre du projet de rénovation urbaine .

La DREAL souligne que le taux de 40 % de PLAI est élevé. Si ce taux comporte une part des PLAI financés par l'ANRU dans le cadre de la reconstitution de l'offre démolie dans le quartier du Garros, ce volet doit être distingué du développement d'une offre nouvelle avec les règles de droit commun de la programmation du logement locatif social.

Monsieur FABRE (USH) poursuit sur ce point en demandant que soit clarifiée la répartition entre le développement de l'offre nouvelle et la reconstitution de l'offre financée par l'ANRU .

Pour Monsieur MAGNE (Action Logement), l'enjeu sur ce territoire est la reconquête du centre ancien. Si le PLH développe cet enjeu dans son application opérationnelle, la part affectée à la création de logements est encore trop importante au regard de ces priorités.

La DREAL souligne la nécessité pour la collectivité de mettre en place une équipe dédiée pour conduire ce projet complexe à bien des égards.

Avis du Bureau :

Après en avoir délibéré, le bureau émet un avis favorable assorti d'un point de vigilance quant à la répartition, des objectifs qui relèvent de la reconstitution de l'offre dans le cadre du NPNRU, et

ceux qui relèvent du développement de l'offre nouvelle. Pour ces derniers, le taux de PLAi ne devra pas excéder 30 % de l'offre financée en PLUS et PLAi. Ce point sera examiné lors du bilan intermédiaire.

Monsieur FABREGUETTES (FNARS LR), n'étant pas d'accord sur la considération que le taux de PLAi proposé serait trop élevé, s'abstient.

2/ Avis sur le PLUiH de la Communauté de Communes Quercy, Rouergue, Gorges de l'Aveyron

Monsieur DURAND, Vice-Président la Communauté de Communes, présente le PLUiH. Il communique les éléments de diagnostic qui caractérisent ce territoire rural comptant 7800 habitants. La collectivité a souhaité intégrer un volet habitat dans son PLUi pour répondre à deux enjeux, l'un démographique (maintien de la population actuelle et accueil de nouveaux résidents), l'autre relevant de la revitalisation des centres-bourgs. La mise en synergie des orientations en matière d'habitat avec celles de l'urbanisme constitue un choix de la collectivité qui se traduit par la volonté de limiter l'ouverture à l'urbanisation tout en répondant à l'accueil de nouveaux ménages sur le territoire.

S'agissant du premier PLUiH du département, la DDT souligne l'intérêt de cette démarche volontaire. Elle fait part néanmoins de certaines remarques :

- l'objectif ambitieux de 70 logements par an est décorrélé de celui fixé dans le PDH ;
- la superficie ouverte à l'urbanisation estimée à 190 ha vient en concurrence avec l'objectif de densification des centres bourgs ;
- les estimations de croissance démographique basées sur un taux de croissance annuel de 1,1 % sont très élevées ;
- le manque d'actions en matière de lutte contre l'habitat indigne eu égard à l'importance de ce type de situations sur le territoire.

Points de débat :

Monsieur FABRE (USH) relève l'intérêt du travail qui pose la problématique de reconquête des centres bourgs dans des secteurs ruraux et des moyens pour y répondre dans un contexte où la consommation de l'espace ouvert à l'urbanisation reste encore importante.

Avis du Bureau :

Après en avoir délibéré, le bureau du CRHH souligne l'initiative de la collectivité qui a fait l'effort d'élaborer un PLUiH pour mieux articuler les problématiques d'urbanisme et d'habitat.

Il émet un avis favorable assorti de 2 recommandations :

- la collectivité est encouragée à mettre en place une OPAH sur le territoire, au service du renforcement de la centralité et de la politique de rénovation de l'habitat dégradé ;
- la consommation de l'espace doit être maîtrisée de façon à ne pas compromettre la perspective de reconquête des centres anciens.

3/ Reconfiguration du CRHH

Le CRHH est un lieu de débat et de concertation entre les acteurs de la politique de l'hébergement et du logement. La configuration actuelle de ses instances (assemblée plénière, bureau et commission spécialisée) résulte de l'addition des membres qui composaient ses instances avant la fusion des deux régions.

Un constat rapide montre que cette configuration trouve certaines limites du fait d'un nombre trop important de structures et d'une participation variable de ses membres.

C'est pourquoi, la DREAL propose d'engager un travail pour rationaliser la composition du CRHH et de ses instances en tenant compte :

- de l'évolution des structures représentées, certaines ayant vocation à fusionner ;
- d'une harmonisation quant à la représentation des acteurs à l'échelle de la nouvelle région ;
- de l'impact des schémas départementaux de coopération intercommunale.

L'objectif est de proposer des instances plus resserrées de nature à faciliter la qualité des débats et une participation continue des membres.

Ce travail sera conduit en 2017 dans un cadre concerté, sous l'égide du bureau.

Les instances reconfigurées seront mises en place début 2018 lors de la tenue de l'assemblée plénière.

4/ Avis sur le changement de collectivité de rattachement de l'organisme Habitat Toulouse

En application des dispositions de l'article 114 de la loi ALUR du 24 mars 2014, l'Office Public de l'Habitat, Habitat Toulouse, rattaché à la ville de Toulouse depuis sa création en 1920, demande son rattachement à Toulouse Métropole.

La commune de Toulouse et Toulouse Métropole ont délibéré favorablement sur cette demande.

Avis du bureau :

Le bureau du CRHH, saisi pour avis dans le cadre de la procédure de changement de collectivité territoriale prévue à l'article L421-7 du CCH et décrite à l'article R 421-1 du même code, émet un avis favorable à ce changement de collectivité de rattachement.

5/ Mobilisation du foncier public en faveur du développement de l'offre de logement : actualisation de la liste régionale

Grégoire Lagny (DREAL) rappelle que, conformément aux dispositions de la loi du 18 janvier 2013 relatives à la mobilisation du foncier public, la nouvelle liste des terrains de l'État et du réseau SNCF mobilisables, dans le cadre des conditions d'aliénation prévues par la loi en faveur de la construction de logements, doit être soumise à l'avis du CRHH.

La nouvelle liste présentée au bureau concerne 17 sites représentant un potentiel d'environ 2315 logements, dont une estimation de l'ordre de 1200 logements sociaux .

Points de Débat :

Au regret exprimé par Monsieur FABRE (USH), sur le fait que la liste proposée ne comporte pas de terrains appartenant à VNF, la DREAL répond que cette liste n'est pas définitive et continuera à évoluer.

Avis du bureau :

Le bureau émet un avis favorable.

6/ Information sur la nouvelle géographie régionale pour le développement du logement social

Monsieur BOUCHUT (DREAL), introduit la présentation de la démarche. Chacune des deux régions fusionnées disposait d'une cartographie des zones dites tendues, construite selon des modalités différentes, tant en ce qui concerne la maille d'analyse que les indicateurs retenus.

La programmation en 2016 s'est appuyée sur l'addition de ces deux cartographies mais la création de la nouvelle région implique une harmonisation et une analyse homogène à l'échelle du nouveau territoire régional.

Il s'agit de construire une nouvelle géographie régionale pour le développement du logement social à partir d'une hiérarchisation des territoires au regard de l'importance du renforcement de l'offre à loyer abordable.

Monsieur TROIVILLE (DREAL) explicite la méthodologie de la démarche construite en 2 temps :

- Phase 1 : hiérarchisation territoriale en fonction d'un exercice de notation réalisé à partir d'un nombre restreint d'indicateurs à l'échelle des bassins de vie (définition INSEE). Sur la base des résultats, proposition de quatre classes définies en fonction du niveau d'enjeu en matière de développement de l'offre locative sociale.

Des contacts pris auprès des DDT(M) et de l'USH, se dégage un consensus sur la hiérarchisation proposée avec néanmoins des demandes d'ajustement à la commune et une interrogation sur le positionnement des communes SRU.

- Phase 2 : les résultats de la première phase montrent l'intérêt d'adapter cette hiérarchisation aux réalités communales en s'appuyant sur la connaissance des acteurs locaux tout en respectant les principes de la démarche. Des ajustements à la marge seront proposés, suite aux échanges entre les partenaires.

La nouvelle géographie sera présentée au prochain bureau du CRHH pour validation.

Points de débat :

Monsieur FABRE (USH) précise que l'intérêt de l'exercice repose plus sur le fait de disposer d'éléments qualitatifs que sur une cartographie qui pourrait être réajustée pour certaines communes ou complétée pour tenir compte des orientations des SCOT en terme de croissance démographique.

Madame TABERLY (URAHJ) remarque que pour certains territoires ruraux une opération de logements sociaux peut avoir des impacts importants, ce constat plaide pour un regard différencié sur certains territoires.

Madame MOZER (FAP) s'interroge sur la capacité de cette démarche à intégrer les besoins en matière de maîtrise d'ouvrage d'insertion.

Monsieur BOLDRON (Toulouse Métropole) souligne que les EPCI ne constituent pas seulement un périmètre administratif dès lors que les intercommunalités sont aussi le support de PLH dont il serait utile de tenir compte eu égard aux démarches qu'ils contiennent en matière d'analyse et de réponse aux besoins en logements.

Monsieur SAINT BLANCAT (FNARS) remarque la qualité du travail qui pourrait superposer les données relatives au seuil de pauvreté comme cela a été fait dans les diagnostics à 360° ;

Pour Monsieur MAGNE (Action Logement), l'intérêt de cette hiérarchisation repose sur une objectivation des critères laquelle permet de comparer les territoires. Si la cartographie n'est pas identique dès lors que le critère de priorité est l'accompagnement du développement économique, la hiérarchisation proposée est cohérente.

Madame GUZMAN (Conseil Départemental 31) remarque un rétrécissement de la classe 1 après comparaison entre le scénario proposé et la carte qui était utilisée en Midi-Pyrénées.

Monsieur BRIGHI (Conseil Régional) observe que les indicateurs retenus ne font pas référence à la géographie prioritaire de la politique de la ville.

En réponse à ces différents points, les représentants de la DREAL apportent les précisions suivantes :

- cette géographie régionale servira à moduler les taux de subvention entre les quatre classes et non à calibrer le nombre de logements sociaux à programmer ;
- des ajustements seront effectués pour reclasser ou déclasser des communes en zone 1 en fonction des remontées objectives des acteurs pour autant il faudra limiter le poids de la classe 1 de façon à bénéficier de marges de manœuvre pour la modulation des taux de subvention ;
- la hiérarchisation proposée s'attache à objectiver les territoires à enjeu pour le développement de l'offre locative sociale, elle n'a pas vocation à motiver des refus de programmation.

La deuxième étape se déroulera dans le courant du mois de novembre sur la base des échanges entre les DDTM et les délégataires des aides à la pierre. Les résultats de cette deuxième phase seront présentés au prochain bureau du CRHH.

Pour conclure, Monsieur BOUCHUT informe les participants du niveau de la programmation régionale à ce jour, qui correspond à 4000 logements financés sur 12 000 logements programmés. Cet état quantitatif est marqué par une grande hétérogénéité des territoires quant à la dynamique de production.

La prochaine séance du bureau du CRHH se tiendra le 29 novembre à 14h. A la demande des participants, qui sont satisfaits de ce mode d'organisation, le principe d'une **visio conférence sur deux sites (Montpellier et Toulouse)** est maintenu pour cette prochaine séance.

Le Directeur de l'Amenagement

Jean-Emmanuel BOUCHUT



**Chambres de Métiers
et de l'Artisanat**

Tarn

Cunac le 4 août 2016

Vh
2

Le Président



COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU QUERCY ROUEGUE ET
GORGES DE L'AVEYRON
Maison des services publics
BP 30
82140 ST ANTONIN NOBLE VAL

N/Réf.: C040-08-2016/SE/JLH/CF/TD/CL/LV
Objet : P.L.U Intercommunal
Dossier suivi par C. LASSERRE
J 05.63.48.43.69

Monsieur le Président,

Après avoir consulté le dossier d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron, nous avons l'honneur de vous informer que sa lecture, du point de vue de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Tarn, n'appelle aucune observation particulière.

Nous donnons donc un avis favorable.

Vous en souhaitant bonne réception,

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées

Jean-Louis HORMIERE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DU TARN

CUNAC - 112 route des Templiers - CS 22340 - 81020 ALBI CEDEX 09 tél. : 05 63 48 43 53 - fax. : 05 63 38 40 25
ANTENNE DE CASTRES - 34, allées Corbières - 81100 CASTRES tél. : 05 63 48 43 74 - fax. : 05 63 72 37 95

Internet : www.cm-tarn.fr // Courriel : direction@cm-tarn.fr // n° siret 188 100 051 000 54 // n° déclaration d'activité 7381P001181 // APE : 9411 Z

D Durand
Sofie Lesieur



Monsieur le Président
Communauté de Communes du Quercy
Rouergue et Gorges de l'Aveyron

Maison des services publics
BP30
82140 SAINT ANTONIN NOBLE VAL

N/Réf : JCH/LD/YP
V/Réf : Dossier PLUI QRGA

Albi, le 19 octobre 2016

Dossier suivi par Lauriane DEJEAN
l.dejean@tarn.chambagri.fr

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 19 juillet 2016, vous nous avez notifié pour avis le projet de arrêté de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron (QRGA).

Le projet concerne la seule commune tarnaise de Montrosier.

Le projet de PLUI qui nous a été transmis présente le soucis d'assurer la maintien et le développement de l'activité agricole. Sur les deux principaux secteurs ouverts à l'urbanisation identifiés sur la commune, des orientations aménagement et de programmation permettront de maîtriser le développement des constructions, pour une gestion économe du foncier.

La zone agricole, secteur A, définie sur la commune de Montrosier correspond aux surfaces support d'une activité agricole, elle permet l'implantation de nouvelles exploitations agricoles et le développement des exploitations existantes.

Cependant, nous sommes défavorables au secteur Ap de la zone agricole qui restreint les possibilités de développement de l'agriculture, au-delà de la zone soumise au risque inondation, en limitant l'implantation de nouvelles constructions à certaines productions agricoles : élevage, pastoralisme, maraîchage et horticulture.

Si l'article R151-30 du code de l'urbanisme prévoit la possibilité pour le règlement d'un PLU d'interdire « (...) *certaines usages et affectations des sols ainsi que certains types d'activités* (...) », l'article L101-3 du même code prévoit que « *La réglementation de l'urbanisme régit l'utilisation qui est faite du sol, en dehors des productions agricoles, (...)* ».

Siège Social
96 rue des agriculteurs
BP 89

81003 ALBI Cedex
Tél : 05 63 48 83 83
Fax : 05 63 48 83 09

Email : accueil@tarn.chambagri.fr



Un document d'urbanisme n'a pas vocation à réglementer les productions agricoles. Or, le règlement du secteur Ap de votre projet réglemente les productions agricoles. En n'autorisant pas les constructions nécessaires à toutes les exploitations agricoles, quelles que soient leur production, votre règlement interdit le développement de certaines productions.

Nous vous demandons de classer en secteur A de la zone A, l'ensemble des surfaces agricoles de la commune de Montrosier. Les constructions seront par principe interdites, et ne pourront être autorisées qu'à la démonstration de leur nécessité pour une exploitation agricole. Cette réglementation est à même de préserver les enjeux écologiques présents au sein des corridors milieux ouverts et semi-ouverts identifiés sur la commune. Nous vous rappelons que la délimitation des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique dépend du repérage de certaines espèces sur un territoire. Ces espèces se sont installées en présence d'activités agricoles et c'est le maintien de l'ensemble de ces activités qui assurera la préservation de ces espèces.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.



Le Président,

Jean Claude HUC



PREFET DE TARN-ET-GARONNE

Direction
Départementale
des Territoires

Service d'Aménagement Territorial

Bureau de Montauban



Montauban, le

13 OCT. 2016

Le Préfet

à

Monsieur le Président de la communauté de
communes du Quercy Rouergue et Gorges de
l'Aveyron

Maison des services publics

BP30

82 140 St Antonin Noble Val

objet : Avis CDPENAF sur le PLUi-H arrêté de la CCQPGA
affaire suivie par : Thierry BRAS
tél. : 05.63.22.23.91
courriel : ddt-sat@tarn-et-garonne.gouv.fr
PJ : liste des STECAL examinés et avis CDPENAF correspondants

Le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes du Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron a été présenté à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF), lors de sa séance du 7 octobre 2016.

Au regard de la réduction des espaces naturels, agricoles et forestiers, hors SCOT approuvé, (article L.153-16 du code de l'urbanisme) :

La commission émet un **AVIS FAVORABLE**.

Dispositions du règlement du PLU autorisant les extensions des habitations existantes et la construction d'annexes en zones A et N (article L.151-12 du code de l'urbanisme) :

La commission émet un **AVIS FAVORABLE** sous réserve de :

- déterminer, pour les extensions des habitations existantes en zone A et N, une limite maximale de surface de plancher totalisant l'habitation et ses extensions ;
- donner la définition d'une annexe, dans les dispositions générales du règlement.

Il est conseillé de distinguer les piscines des autres annexes pour la superficie maximale autorisée.

Sur la délimitation de secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL), article L151-13 du code de l'urbanisme :

La commission s'est prononcée, en avis simple, sur la délimitation de STECAL (article L151-13 du code de l'urbanisme).

Le projet de PLU classe 53 STECAL :

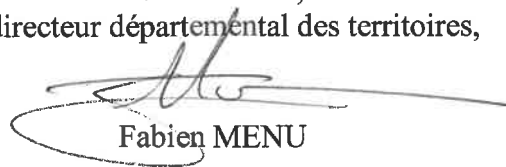
- 23 STECAL en zone Ah (groupes de maisons en zone agricole avec possibilités de constructions nouvelles sous conditions), soit 42,2 hectares au total mais 19 hectares de potentiel,
- 2 STECAL en zone Ax (zone d'accueil d'un bâtiment artisanal),
- 1 STECAL Aep (accueil d'un écopole),
- 1 STECAL Am (accueil d'un projet de méthanisation),
- 4 STECAL NC (carrières en activité),
- 9 STECAL NL (zones de loisir : stand de tir, lac, motocross, accrobranche, pêche, bivouac, aérodrome),
- 5 STECAL NT (campings),
- 1 STECAL NT2 (projet hébergement éco-touristique),
- 5 STECAL NJ (terrasses jardinées autour du bourg de Caylus et jardins familiaux à Cazals),
- 1 STECAL NER1 (énergie renouvelable à Varen : parc photovoltaïque existant),
- 1 STECAL NER2 (site propice à l'installation d'énergie renouvelable à St Antonin),

Compte-tenu des caractéristiques de certains secteurs classés en zones U et AU, le service instructeur de la commission a considéré qu'ils auraient dû être qualifiés de STECAL. 43 secteurs supplémentaires ont ainsi été examinés par la commission :

- 20 classés en zone UDb correspondant à des extensions en secteur naturel agricole et forestier (NAF),
- 13 classés en zone AU correspondant à des extensions en secteur NAF,
- 5 classés en zone UX correspondant à des zones d'activité isolées en secteur NAF,
- 2 classés en zone UTL correspondant à des zones de loisirs,
- 2 classés en UDa correspondant à des extensions de ces zones au-delà du bâti existant,
- 1 classé en UC correspondant à une extension linéaire du bourg de Caylus dans un secteur NAF.

Le tableau figurant en annexe récapitule l'avis émis par la commission sur chaque STECAL.

Pour le Préfet,
Le directeur départemental des territoires,



Fabien MENU

Copie pour information à

SAT

SCR

SEA

Annexe : avis de la CDPENAF du 11/10/16 sur les STECAL compris dans le PLUi-H arrêté de la CCQREGA :

Désignation du STECAL	Avis de la commission	Motifs, recommandations et observations
Ah – Laché (Caylus)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers (NAF)
Ah - Cloup-Ferran (Ginals)	favorable	Recommandation : attention à la présence de pelouses sèches nécessitant une autorisation préfectorale de dérogation à la destruction, avec mise en place de mesures de compensation.
UDb – Bes Lacam – Lavalade – Bosc (St-Antonin NV)	favorable	
UDb (2 zones) – Montpalach (St-Antonin NV)	défavorable	Extension linéaire et consommation d'espaces NAF
UDb – zone située au nord de la zone UDa à Ste-Sabine (St-Antonin NV) <i>voir cartographie annexe n°1</i>	défavorable	Extension linéaire et consommation d'espaces NAF
UDb – 2 zones situées au sud et ouest de la zone UDa à Ste-Sabine (St-Antonin NV) <i>voir cartographie annexe n°1</i>	favorable	
UDb – Bartas-Poncet (Caylus)	favorable	
UC et AU – Laussedat – Camp del Bosc – secteur ouest Camp del Bosc (Caylus) <i>voir cartographie annexe n°2</i>	favorable	
UC – Laussedat – à l'est de Camp del Bosc (Caylus) <i>voir cartographie annexe n°2</i>	défavorable	Habitat dispersé et urbanisation linéaire
UDb – 2 zones au nord ouest et sud-est à Duges et Molinier (Caylus) <i>voir cartographie annexe n°3</i>	favorable	
UDb – secteur compris entre les 2 zones UDa à Duges et Molinier (Caylus) <i>voir cartographie annexe n°3</i>	défavorable	Habitat dispersé et urbanisation linéaire
UDb – au nord et à l'est de la zone UDa à Lamandine (Caylus) <i>voir cartographie annexe n°4</i>	favorable	
UDb – au sud et à l'ouest de la zone UDa à Lamandine (Caylus) <i>voir cartographie annexe n°4</i>	défavorable	Extension linéaire et consommation d'espaces NAF
UDb – Lez (Laguépie)	défavorable	Habitat dispersé et extension linéaire observation : la zone UX ne semble pas utile, les bâtiments de la CUMA et le cimetière pouvant être autorisés en zone A
Ah – Martel (Parisot)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
Ah – Métairie-Basse (Parisot)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
Ah – Neuviale (Parisot)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF

Désignation du STECAL	Avis de la commission	Motifs, recommandations et observations
Ah – La Caille (Puylagarde)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
Ah – Fouillade (Puylagarde)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
Ah – Les Granges (Puylagarde)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
Ah – L'Hoste (Puylagarde)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
Ah – Laurens (Puylagarde)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
Ah – 2 secteurs à Salesses et Prat-Sarrat (Puylagarde)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
Ah – Virbal (Puylagarde)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
Ah – Calvaire (St-Antonin NV)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
Ah – Maletterre (St-Antonin NV)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
Ah- Jourdes (St-Projet)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
Ah – Cloup (Varen)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
UX – Vigueris et Gres – autour de la déchetterie (Parisot)	défavorable	Zone d'activités isolée et consommation d'espaces NAF
UX – Vigueris (Parisot)	défavorable	Zone d'activités isolée et consommation d'espaces NAF
UX – Bosc Nègre (Puylagarde)	défavorable	La zone UX, située le long de la RD 926, classée à grande circulation, est impactée par une obligation de retrait des nouvelles constructions de 75 m. par rapport à l'axe de la RD (article L.111-6 du code de l'urbanisme) : le classement en zone UX est inopérant.
UX – Lamothe (St-Projet)	favorable	
UDa – Roane (St-Antonin NV)	défavorable	Consommation d'espaces NAF. La zone UDa doit être délimitée au plus près du bâti existant.
AX – Roane (St-Antonin NV)	Favorable	
UDb – Labadye (Parisot)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF. La zone UDb délimitée est vide de toute construction et ne correspond pas à la typologie définie dans le PLU, « extensions urbaines contemporaine des hameaux traditionnels ou des secteurs diffus regroupant principalement de l'habitat pavillonnaire ».
UDb – Espiémonts - Caudesaygue (Caylus)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
UDb – Coustalou (Féneyrols)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
UDa + AU – zone située à l'ouest de la zone UDa – Testas (Ginals)	favorable	
AU – zone située au sud de la zone UDa – Testas (Ginals)	défavorable	Habitat dispersé et impact sur l'activité agricole
Ah – Carrials- Haut (Laguépie)	défavorable	Habitat dispersé et impact sur l'activité agricole
AU – Estripeau (Ginals)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
AU – Le Pech (Castanet)	défavorable	Impact sur l'activité agricole et consommation d'espaces NAF
UDb – 2 zones – Guilhaumet (Caylus)	défavorable	Habitat dispersé et impact sur l'activité agricole

Désignation du STECAL	Avis de la commission	Motifs, recommandations et observations
AU – Mas del Sol (Castanet)	défavorable	Impact sur l'activité agricole et consommation d'espaces NAF
AU – Bach (Ginals)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
AU – 3 zones à St-Peyronis et Majanet (Lacapelle-Livron)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF. Les zones AU devraient être rapprochées du centre historique du hameau de St-Peyronis.
UDa – La Lauressie (Laguépie)	favorable	
Aep – projet d'éco-pôle - Begayne (Ginals)	favorable	Observation : il serait utile de préciser le règlement, afin de mieux encadrer le projet d'éco-pôle
Am – projet de méthanisation – Courbias ou Segalas (Lacapelle-Livron)	favorable	
AU – Cambayrac (Castanet)	favorable	
AU – 2 zones à La Piale (Castanet)	favorable	
UDb – Felines (Caylus)	favorable	Observation : prise en compte de l'investissement communal dans les réseaux (mise en place d'une participation pour voirie et réseaux - PVR)
UDb – Ricoty (Caylus)	favorable	
AU – St-Amans (Espinas)	défavorable	Extension linéaire et consommation d'espaces NAF
AU – Lardaillé (Ginals)	favorable	
AU – 2 zones autour de la mairie – « centre-bourg » (Mouillac) <i>voir cartographie annexe n°5</i>	favorable	Observation : nouvelle centralité à construire autour de la mairie et l'église.
AU – grande zone à l'est de la mairie – Bournaguets (Mouillac) <i>voir cartographie annexe n°5</i>	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
Ah – Renaudez (Laguépie)	défavorable	Habitat dispersé et consommation d'espaces NAF
UDb – Bacou (Laguépie)	favorable	
UDb – 3 zones à Perrufe (Mouillac)	favorable	
UDb – 2 zones à Belvert (Parisot)	favorable	
Ah et AX – Vesade (Lacapelle-Livron)	favorable	
Ah – Naudou (Parisot)	défavorable	
Ah – Vigueris (Parisot)	favorable	Observation : prise en compte de l'investissement communal dans les réseaux (mise en place d'une participation pour voirie et réseaux - PVR)
UDb – Cadenne (St-Antonin NV)	favorable	
UDb – 2 zones – Joany (St-Antonin NV)	favorable	
UDb – 2 zones – Palot et Thoumet (St-Antonin NV)	favorable	
UDb – 2 zones – Servanac (St-Antonin NV)	favorable	
UDa, UDb et AU – Mondavy (St-Projet)	favorable	

Désignation du STECAL	Avis de la commission	Motifs, recommandations et observations
Ah – Laguïhou (Varen)	favorable	
UDb – Mas de Cazelles (Verfeil)	favorable	Observation : prise en compte de l'investissement communal dans les réseaux (mise en place d'une participation pour voirie et réseaux - PVR)
UX – Pech Bernou (Parisot)	favorable	
Nj – terrasses et jardins familiaux à Caylus et Cazals	favorable	
NL – aérodrome (Caylus)	favorable	
NL – site de motocross (Laguépie)	favorable	
NL – aire de bivouac pour randonneurs équestres (Parisot)	favorable	
UTL – espaces de sports et loisirs autour du lac de Parisot	favorable	
UTL – extension activité touristique – Marsarios (Parisot)	favorable	
NL – projet aire sports et loisirs L'Hoste (Puylagarde)	favorable	
NL – sports et loisirs, stand de tir – Prat de Lazaygues (Puylagarde, Parisot)	favorable	
NL – activité accrobranches – Turlande (St-Antonin NV)	favorable	
NL – abords de l'Aveyron (St-Antonin NV)	favorable	
NT – 5 sites Caudesaygues (Caylus), Joany (St-Antonin NV), Tres Cantou (St-Antonin NV), Cantegraille (St-Projet), Merou (St-Projet)	favorable	
NT2 – projet d'hébergement écotouristique – Pède (Ginals)	favorable	
NC – zones de carrières en activité	favorable	
NER2 – ancien site d'enfouissement de déchets inertes (St-Antonin NV)	favorable	
NER1 – parc photovoltaïque sur anciennes carrières de Varen	favorable	

Carte 1

Sainte Sabine (Saint-Antonin-Noble)



Avis défavorable de la CDPENAF

Avis favorable de la CDPENAF

Carte 2

Extension du centre-ville de Caylus (Camp del Bosc et Laussedat)

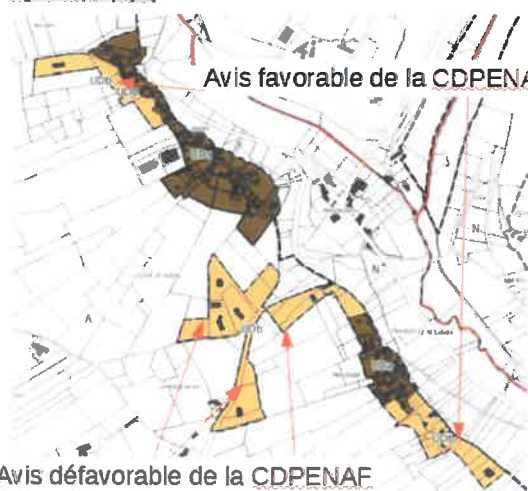


Avis défavorable de la CDPENAF

Avis favorable de la CDPENAF

Carte 3

Duges & Moliner (Caylus)

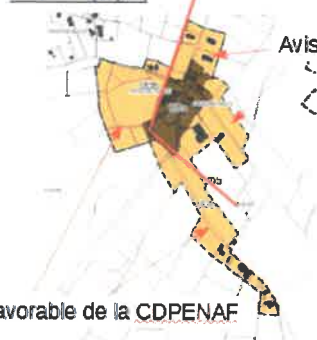


Avis favorable de la CDPENAF

Avis défavorable de la CDPENAF

Carte 4

Lamandine (Caylus)



Avis favorable de la CDPENAF

Avis défavorable de la CDPENAF

Carte 5

Centre bourg (Mouillac)



Avis défavorable de la CDPENAF

Avis favorable de la CDPENAF

V
2

Direction Général des Services
Direction Générale Adjointe Technique
Direction des Routes
Pôle d'Aménagement Nord-Est

Affaire suivie par D. YECHE
☎ : 05.63.80.12.23
Réf. : JG/ ARES201602731

MONSIEUR ANDRE MASSAT
PRESIDENT
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU QUERCY
ROUERGUE ET GORGES DE L'AVEYRON
MAISON DES SERVICES PUBLICS

82140 SAINT ANTONIN NOBLE VAL

Objet : Elaboration du PLU intercommunal de la Communauté des Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron.

Albi, le **16 AOUT 2016**

Monsieur le Président,

Vous m'avez adressé pour avis, le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la Communauté des Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron.

L'examen du dossier a permis de relever quelques observations figurant dans le règlement écrit et qui concernent les distances de recul à observer par les constructions et les excavations, telles que les piscines, par rapport aux routes départementales.

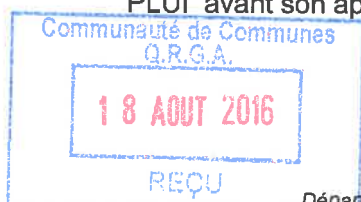
Le Référentiel Urbanisme et Sécurité Routière approuvé par l'Assemblée Départementale fixe les règles de recul des constructions **édifiées en dehors des limites d'agglomération** par rapport à l'axe des routes départementales, à savoir :

- 15 mètres de l'axe des routes départementales de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie, les zones AU et UC sises sur le territoire de la commune de MONTROSIER, en bordure de la RD 34 et de la RD 115, sont concernées par cette mesure. Si ces zones étaient situées en agglomération, cette prescription ne s'appliquerait pas.

De même, le Règlement de Voirie Départemental fixe, quant à lui, les règles d'implantation des annexes et excavations à ciel ouvert situées en bordure des routes départementales que ce soit à l'intérieur ou en dehors des limites de l'agglomération, à savoir :

- Toute excavation à ciel ouvert ne peut être pratiquée qu'à une distance de 5 (cinq) mètres de la limite d'emprise des routes départementales. Cette distance est augmentée de 1 (un) mètre par mètre de profondeur du bassin. Cela s'applique aux piscines.

Il me paraît donc souhaitable que ces observations puissent être retranscrites dans le règlement du PLUi avant son approbation.





Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

**Avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
de la région Occitanie
sur l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi)
de la communauté de communes du
Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron (QRGA)
(82)**

n° MRAe 2016AO25

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

Il est rappelé ici que pour tous les plans et documents soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage et du public.

Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet de plan ou document, mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage, et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à améliorer la conception du plan ou du document et à permettre la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent.

Par courrier reçu le 22 juillet 2016 par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et de logement (DREAL) Occitanie, la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) a été saisie pour avis sur le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de commune du Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron (QRGA), située dans le département du Tarn-et-Garonne.

Le présent avis contient les observations que la MRAe Occitanie, réunie le 20 octobre à Montpellier, formule sur le dossier en sa qualité d'autorité environnementale.

Cet avis est émis collégialement par l'ensemble des membres présents : Marc Challéat, président, Bernard Abrial, Georges Desclaux, Magali Gerino et Jean-Michel Soubeyroux, qui attestent qu'ils n'ont aucun conflit d'intérêts avec le projet de document d'urbanisme faisant l'objet du présent avis.

Conformément aux articles R104-23 et R104-24 du Code de l'urbanisme, l'avis a été préparé par la DREAL avant d'être proposé à la MRAe. Pour ce faire, la DREAL a consulté l'agence régionale de santé Occitanie le 22 juillet 2016.

Synthèse de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) souligne la qualité du rapport de présentation, globalement clair et bien illustré, ainsi que du projet d'aménagement et de développement durable affichant un projet intercommunal réfléchi et répondant aux principaux enjeux du territoire.

Cependant, le projet de plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de commune du Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron mérite d'être amélioré par une déclinaison plus ambitieuse des objectifs affichés de maîtrise de la consommation d'espace à vocation d'habitat et d'urbanisation aux abords des équipements et des services.

A ce titre, la MRAe recommande le phasage de l'ouverture à l'urbanisation et la réduction de l'emprise des extensions d'urbanisation projetées afin de limiter le mitage des espaces naturels et agricoles. Elle recommande que l'analyse des incidences environnementales des projets d'urbanisation soit complétée : certains choix d'aménagement dans les zones présentant des fortes sensibilités écologiques relevées par l'état initial ou des enjeux de préservation de la ressource en eau potable, particulièrement sensible dans ce territoire, mériteraient d'être revus.

La MRAe recommande également d'améliorer les orientations d'aménagement et de programmation par l'inclusion d'objectifs de densité moyenne de logement et par l'intégration des recommandations de l'évaluation environnementale visant la bonne prise en compte des enjeux écologiques et paysagers.

S'agissant des réserves foncières à vocation d'activité économique, la consommation d'espace ambitieuse au regard de l'évolution passée mérite d'être affinée et mise en perspective avec des besoins pensés à l'échelle intercommunale.

La MRAe recommande d'apporter une attention particulière à l'aptitude des sols aux dispositifs d'assainissement non collectifs en périmètre de protection de captage d'eau potable, afin de garantir des systèmes d'assainissement performants. De même, les conclusions du schéma directeur d'alimentation en eau potable en cours de réalisation devront être prises en considération dans les choix d'aménagement.

Enfin, en matière d'adaptation au changement climatique, la MRAe recommande qu'une attention particulière soit portée à la problématique du risque de feu de forêt compte tenu de la sensibilité actuelle et future du territoire.

La MRAe a fait par ailleurs d'autres recommandations, précisées dans l'avis détaillé ci-après.

Avis détaillé

I. Contexte juridique du projet de plan au regard de l'évaluation environnementale

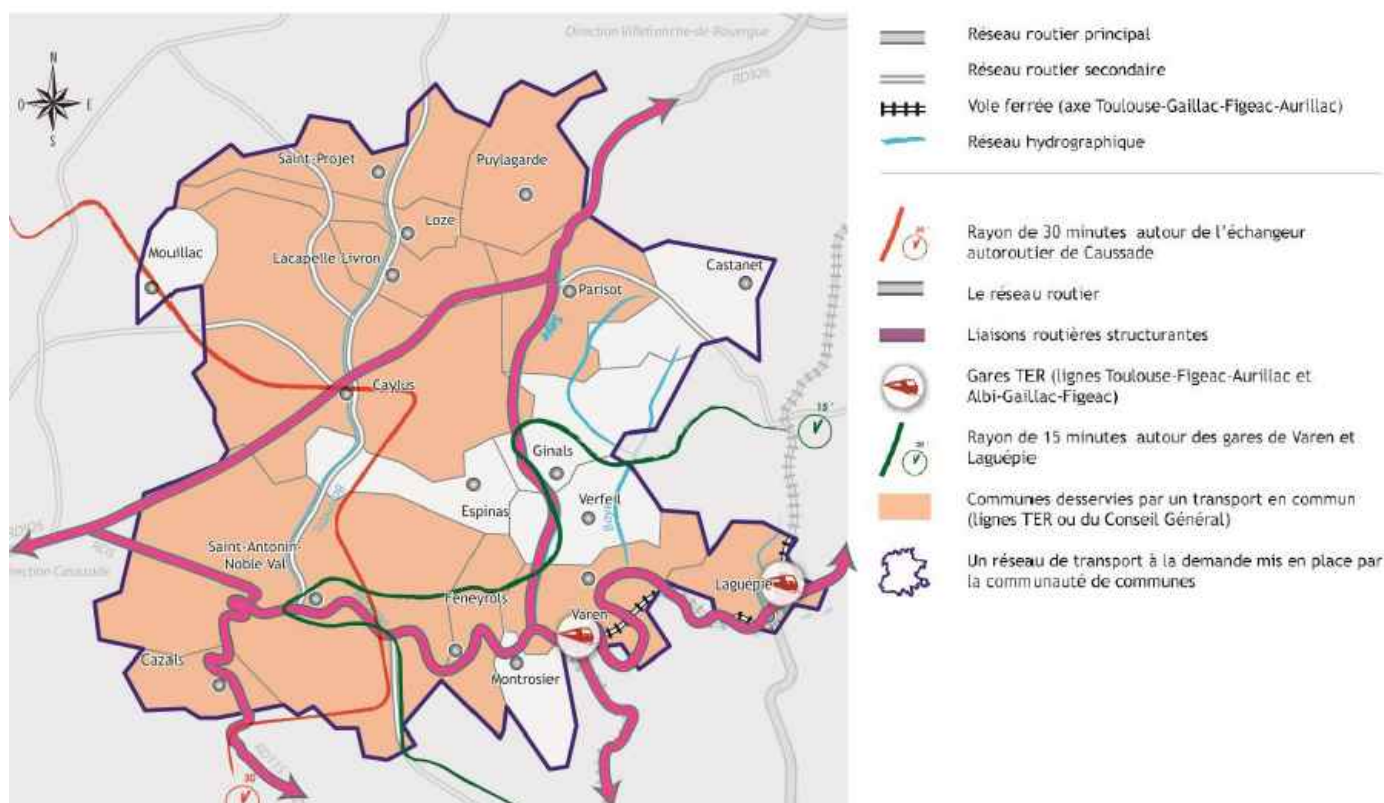
Conformément à l'article R. 104-9 du Code de l'urbanisme, l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron (QRGA) est soumise à évaluation environnementale systématique en raison de la présence de 4 sites Natura 2000 sur son territoire. Il est en conséquence soumis à avis de la mission régionale d'autorité environnementale de la région Occitanie.

Le présent avis devra être joint au dossier d'enquête publique et sera publié sur le site internet de la MRAe : <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>, ainsi que sur celui de la DREAL Occitanie.

En outre, il est rappelé qu'en application de l'article L 122.9 du Code de l'environnement, l'adoption du plan devra être accompagnée d'une déclaration indiquant notamment comment il a été tenu compte du présent avis de la MRAe. Le plan approuvé ainsi que cette déclaration devront être mis à disposition du public et de la MRAe.

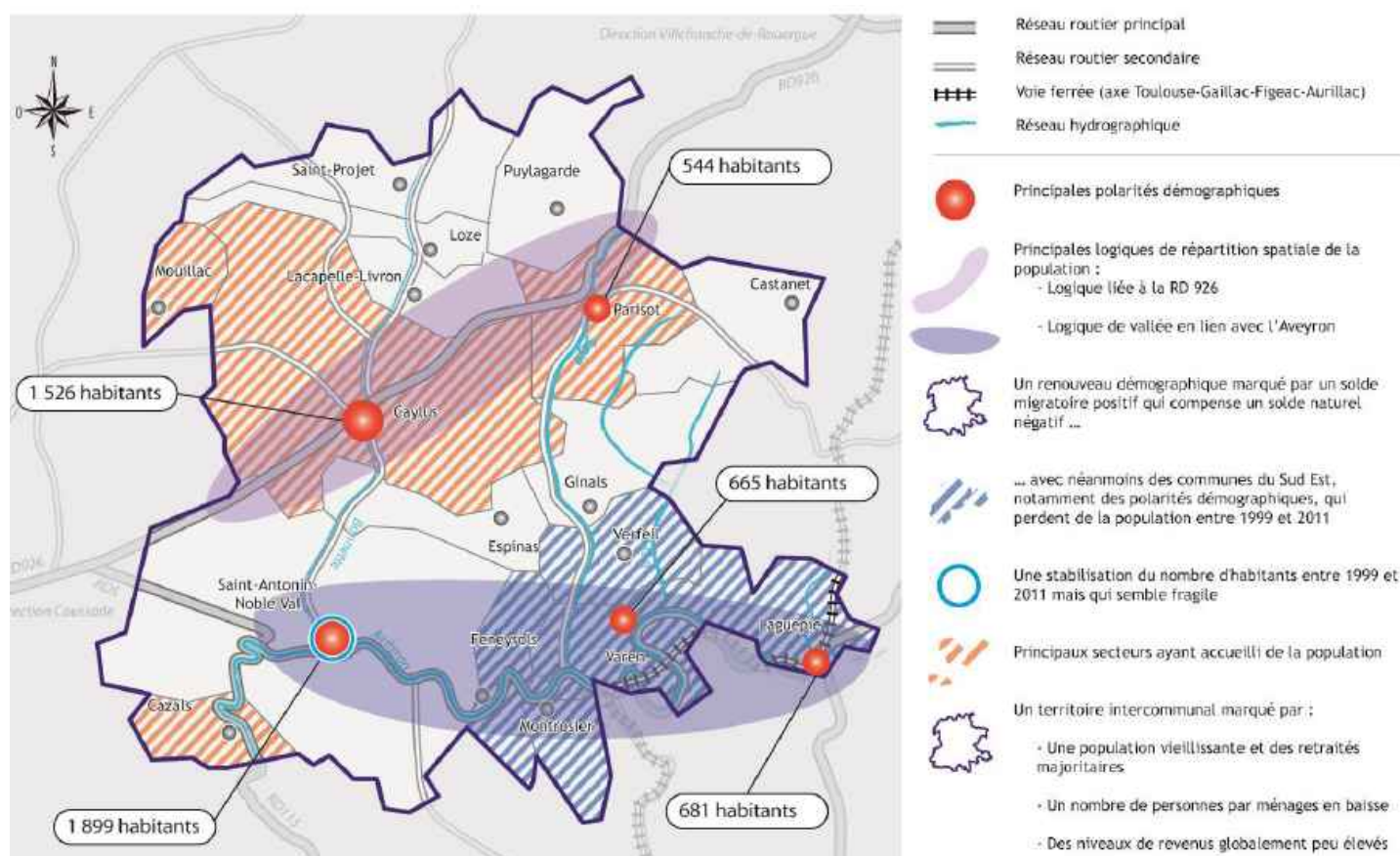
II. Présentation du territoire intercommunal et de ses perspectives de développement

La communauté de communes du QRGA comporte 17 communes et se situe à l'est du département du Tarn-et-Garonne (excepté la commune de Montrosier qui se situe dans le Tarn), en limite des départements de l'Aveyron, du Lot et du Tarn. Elle n'est incluse dans aucun schéma de cohérence territorial.



La communauté de communes du QRGA connaît depuis le début des années 2000 une hausse de population. Le territoire compte ainsi 7 744 habitants en 2011, soit 344 habitants de plus qu'en 1999. Le taux de croissance moyen de la population entre 1999 et 2010 s'élève à 0,4 % par an (contre une moyenne départementale de + 1,46 %), correspondant à une trentaine d'habitants par an et 260 logements neufs

enregistrés sur les 10 dernières années. Comme indiqué dans la cartographie ci-après, des disparités existent entre la partie sud et la partie nord du territoire intercommunal.



Evolution démographique sur les 10 dernières années (figure extraite de l'état initial)

La population estivale représente près de 10 000 habitants, les résidences secondaires représentant près du tiers du parc de logement (1 996 résidences secondaires).

Le scénario de développement prévoit l'accueil de 800 habitants, selon une croissance annuelle de la population de 1,1 %, la construction de 630 logements neufs en résidences principales et une réserve foncière maximale à destination d'habitat de 180 ha. Par ailleurs, l'intercommunalité, qui présente un taux conséquent de 12,3 % de logements vacants (soit 780 logements), prévoit également la réhabilitation de 90 logements d'ici 2025. De plus, 350 bâtiments agricoles ont été identifiés comme susceptibles de changer de destination, et pourront être notamment utilisés en résidence secondaire. Environ 300 résidences secondaires pourraient être créées entre 2016 et 2025 selon l'hypothèse de croissance démographique retenue.

Le projet d'aménagement retenu par l'intercommunalité est traduit au sein du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) qui retient comme fil conducteur, l'agriculture, en tant que moteur économique et principal organisateur des paysages et de l'occupation de l'espace. Il s'articule autour des 3 objectifs principaux suivants :

- maintenir de la vie et favoriser l'accueil de nouvelles populations et le renouvellement des générations sur le territoire agricole du Quercy Rouergue et des gorges de l'Aveyron ;
- impulser et accompagner l'accueil de populations nouvelles et l'équilibre générationnel par la mise en œuvre d'actions en faveur de l'agriculture, des emplois, de l'habitat, des équipements et des mobilités ;
- préserver et valoriser le patrimoine bâti, paysager, agricole et naturel, atouts majeurs de la qualité du cadre de vie et de l'attractivité du Quercy, Rouergue et des gorges de l'Aveyron.

III. Principaux enjeux environnementaux relevés par la MRAe

La MRAe identifie et hiérarchise les enjeux environnementaux notamment en fonction des tendances d'évolution et de l'importance des pressions qui s'exercent sur les différentes composantes

environnementales du territoire. Cette appréciation est aussi fonction des leviers potentiels et des marges de manœuvre que le document d'urbanisme offre pour influencer sur ces enjeux. Pour la MRAe, les principaux enjeux environnementaux du projet de PLUi sont :

- la maîtrise de la consommation de l'espace ;
- la préservation des milieux naturels, agricoles et des paysages ;
- la préservation de la ressource en eau ;
- la maîtrise des consommations énergétiques et l'adaptation au changement climatique.

IV. Analyse de la qualité du rapport de présentation et de la démarche d'évaluation environnementale

IV.1. Complétude du rapport de présentation

Un PLU soumis à évaluation environnementale doit présenter un rapport de présentation établi conformément aux dispositions de l'article R. 151-3 du Code de l'urbanisme.

Le rapport de présentation est jugé formellement complet.

IV.2. Qualité des informations présentées et démarche d'évaluation environnementale

Globalement clair et bien illustré, le rapport de présentation identifie les principaux enjeux environnementaux du territoire intercommunal et la façon dont le PLUi les a pris en compte. Les cartographies croisant les enjeux du territoire et le projet d'aménagement sont particulièrement appréciables, ainsi que le tableau synthétique récapitulant la méthodologie d'étude des incidences sur les milieux naturels (vulnérabilité du site, sensibilité pressentie par photo-interprétation, vérification terrain).

La retranscription de la démarche d'évaluation environnementale est présentée de manière détaillée. L'analyse des incidences du PLUi sur l'ensemble des thématiques environnementales est complétée par l'analyse des incidences sur les secteurs « agglomérés » des communes présentant le plus fort potentiel constructible à vocation d'habitat en extensions urbaines (à savoir Caylus, Saint-Antonin-Noble-Val, Saint Projet, Castanet et Lacapelle-Livron). Enfin 17 secteurs aménagés identifiés comme étant susceptibles d'avoir des impacts significatifs ont fait l'objet d'une évaluation environnementale approfondie.

Par contre, l'évaluation environnementale n'a pas porté sur les pôles d'équipement et de service secondaires (Laguépie, Parisot et Varen) appartenant pourtant aux principales polarités démographiques et présentant un potentiel constructible important en extension des hameaux patrimoniaux (UDb) et en zone agricole (Ah). De même, Laguépie et Varen comportent des gares TER et présentent des enjeux de développement du co-voiturage annoncé par le PADD (rabattement des usagers vers les lignes ferroviaires) et de requalification du bâti des entrées de villages liées au patrimoine ferroviaire.

La MRAe recommande donc une extension de l'évaluation environnementale aux pôles d'équipement et de service secondaire : Laguépie, Parisot et Varen.

La MRAe note favorablement que l'évaluation environnementale a été menée en parallèle de l'élaboration du PLUi, et a permis des évolutions du projet d'aménagement notamment par l'évitement de zones vulnérables ou l'ajustement de l'emprise de zones à aménager (voir pages 150 et 151 de l'évaluation environnementale).

Sur le fond toutefois, la maîtrise de la consommation d'espace, la préservation des milieux naturels et de la ressource en eau font l'objet d'observations détaillées ci-après et nécessitent des compléments à la démarche d'évaluation environnementale pour garantir une prise en compte suffisante de ces enjeux par le projet de PLUi.

V. Analyse de la prise en compte de l'environnement dans le projet de PLUi

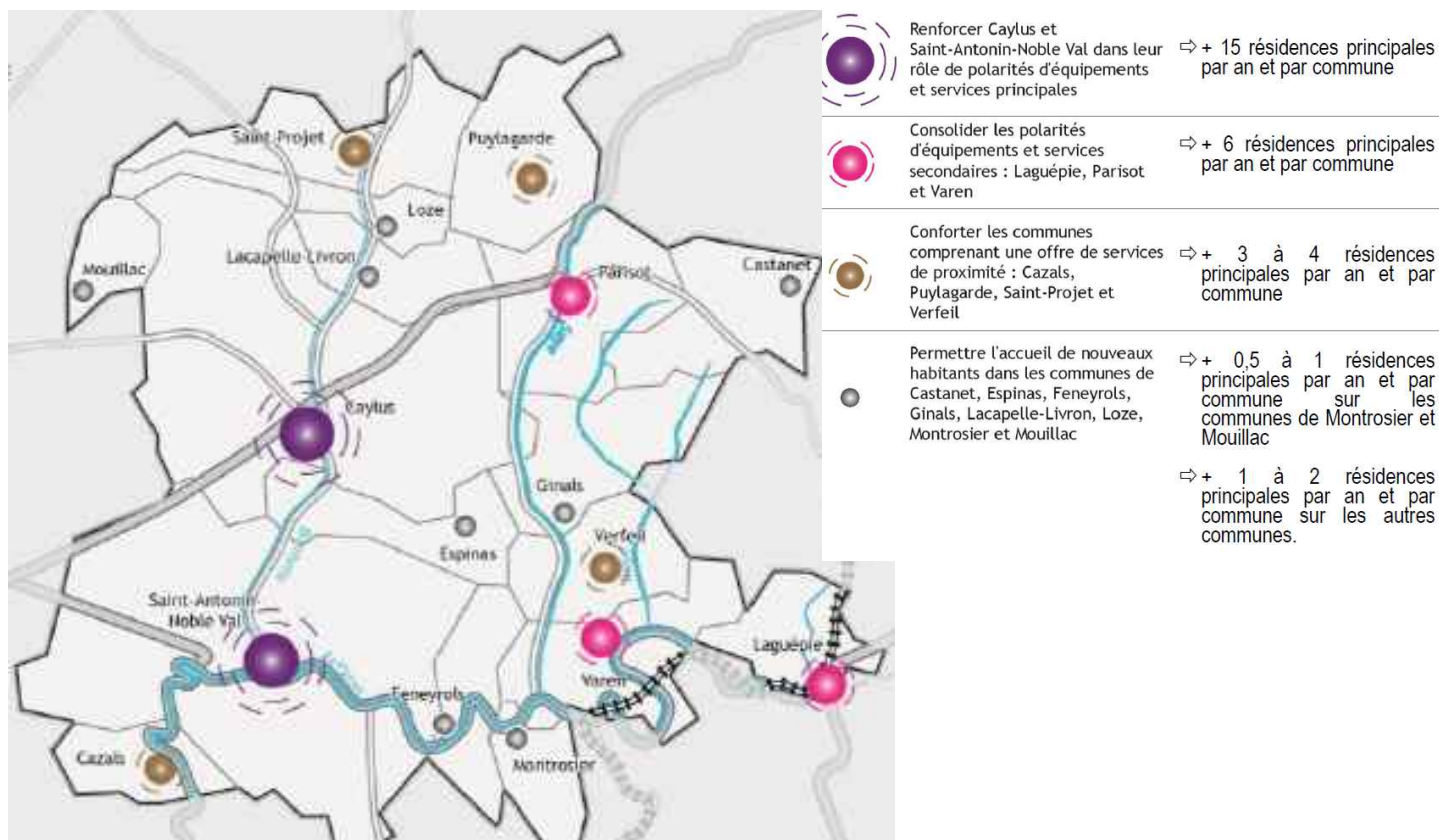
V.1. Maîtrise de la consommation d'espace

V.1.1. Consommation d'espace à vocation d'habitat

A l'horizon de 9 ans (2025), le scénario de développement prévoit l'accueil de 800 habitants, selon une croissance annuelle de la population de 1,1 % et la construction de 630 logements neufs en résidences principales. Le scénario nécessite une réserve foncière maximale à destination d'habitat de 178 ha (selon une surface moyenne de parcelle de 1 750 m² et un coefficient de rétention foncière de 1,6), soit une

modération de la consommation d'espace par logement neuf produit de l'ordre de 33 % par rapport à la période 2000-2010 (voir pages 18 et 19 du rapport n°2 pour plus d'éléments sur la répartition foncière par commune).

La répartition spatiale des 630 résidences principales à produire (en logements neufs et réhabilités) s'appuie sur l'organisation territoriale présentée ci-dessous et déterminée par le niveau d'équipement et le poids de population de chaque commune.



Organisation territoriale du PLUi extraite de la note de synthèse

Le rapport fait apparaître un écart de 16 ha entre les besoins fonciers qui découlent des projections d'accueil démographique du PADD (178 ha) et les surfaces urbanisables effectivement prévues par le règlement graphique : 194 ha selon la répartition suivante :

- 55,1 ha en densification du tissu urbain (UA, UB, UC, UDa) ;
- 59,5 ha en extension urbaine (AU) ;
- 60,5 ha en extension des hameaux patrimoniaux (UDb) ;
- et enfin 19 ha pour les constructions en zone agricole (Ah).

La MRAe relève l'amélioration notable apportée par le PLUi à la situation actuelle qui prévoit de modérer de 33 % la consommation d'espace par logement neuf en réduisant la superficie moyenne de l'unité foncière de 2 750 m² à 1 750 m². Pour autant, elle constate des disparités importantes dans ces surfaces selon la place occupée par la commune dans l'armature urbaine (de 1 500 m² pour les pôles principaux jusqu'à 2 500 m² pour certaines communes rurales). Par ailleurs, l'écart entre les projections d'accueil démographique du PADD et la retranscription réglementaire du besoin foncier ramène la superficie moyenne de l'unité foncière à 1 850 m². Elle souligne que cette superficie moyenne reste élevée, même pour un territoire rural comme le QRG.

La MRAe recommande en conséquence d'adopter des objectifs de taille de parcelles plus modérés, particulièrement pour les communes rurales.

De plus, la MRAe constate l'absence de phasage dans les choix d'aménagement du territoire. Un tel phasage est d'autant plus important que le projet d'accueil démographique est ambitieux au regard de l'évolution démographique passée (croissance démographique annuelle de 1,1 % et construction de 630 logements neufs contre une croissance annuelle de 0,4 % et 260 logements neufs enregistrés sur les 10 dernières années).

La MRAe recommande de définir un phasage précisant les zones à ouvrir prioritairement dans le court terme du PLUi, en recherchant lorsque c'est possible, l'équilibre entre le renouvellement et le développement urbain maîtrisé annoncé par le PADD.

S'agissant du potentiel de densification des espaces bâtis, les éléments présentés dans le rapport ne permettent pas de comparer, sur une même commune, le potentiel de densification et les extensions prévues sur les hameaux patrimoniaux (UDb) ainsi que sur les zones agricoles (Ah). En l'état, la MRAe ne peut pas analyser la pertinence des choix d'aménagement au regard des objectifs du PADD visant un développement économe et maîtrisé des villages et des hameaux.

Enfin, la MRAe constate que les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du PLUi ne comportent aucune densité moyenne de logement qui permettraient la retranscription réglementaire des objectifs d'accueil démographique et de surface moyenne de parcelle. De même, ces OAP distinguent par un code couleur les différentes typologies d'habitat prévues (habitat individuel, l'habitat intermédiaire ou petit collectif) sans pour autant y associer d'objectif concret de densité.

En conclusion, la MRAe estime que le projet de PLUi reste trop permissif en termes de consommation d'espace et de mitage des espaces naturels et agricoles.

La MRAe recommande :

- **la réduction de l'emprise des extensions urbaines (AU), des extensions sur les hameaux patrimoniaux (Udb) et en zone agricole (Ah) ;**
- **le phasage des aménagements projetés afin de privilégier l'urbanisation sur les bourgs et aux abords des équipements et des services, en vue de limiter le mitage des espaces naturels et agricoles ;**
- **l'amélioration des OAP par l'inclusion d'objectifs de densité moyenne de logement permettant la retranscription réglementaire des objectifs d'accueil démographique et de maîtrise de la consommation d'espace.**

V.1.2. Consommation d'espace à vocation d'activité économique

Le PADD prévoit de valoriser le potentiel économique du territoire selon une armature à vocation économique définie entre les sites d'intérêt communautaire et d'intérêt communal. La retranscription réglementaire de cet objectif est reprise dans la cartographie présentée en page 127 de la justification des choix.

Le rapport indique que 1,34 ha ont été artificialisés pour l'installation d'entreprises sur les 10 dernières années. Par ailleurs, un potentiel résiduel de 11 ha était disponible pour l'activité économique avant l'élaboration du PLUi (10,7 ha sur les zones de Pech Rondol 1 et 2 de Caylus, 0,3 ha sur la zone de Fontales de Saint-Antonin-Noble-Val).

Le PLUi prévoit 6,1 ha d'extension à vocation d'activité économique phasée dans le temps : 1 ha à court terme sur la zone AUX de la commune de Castanet, 5,1 ha à plus long terme sur la zone AUX0 sur la commune de Caylus.

La MRAe relève que les informations relatives à la consommation d'espace à vocation économique sont imprécises quant à l'analyse des besoins et des capacités résiduelles en zone UX. Pourtant, l'analyse des photos aériennes semble démontrer un potentiel important sur certaines zones. Il serait utile que le rapport en propose une synthèse au même titre que celle réalisée pour la consommation d'espace à vocation d'habitat.

La MRAe observe que le zonage à vocation économique du PLUi semble représenter un cumul de projets développés à l'échelle communale plutôt qu'une stratégie réfléchie à l'échelle intercommunale. Elle note le phasage proposé dans les ouvertures à l'urbanisation mais estime tout de même trop importante la consommation d'espace au regard de l'évolution passée. A ce titre, elle s'interroge sur la pertinence de l'ouverture à l'urbanisation de la zone AUX0 de Caylus, la zone voisine UX de Pech Rondol 2 disposant d'un potentiel de 8 ha qui seront prochainement commercialisés.

La MRAe recommande que le projet de consommation d'espace à vocation économique soit affiné, mieux justifié et mis en perspective avec des besoins pensés à l'échelle intercommunale.

VI. Préservation des milieux naturels, agricoles et des paysages

Les éléments relatifs à la prise en compte des milieux naturels, agricoles et des paysages sont présentés en pages 4 à 17 de l'évaluation environnementale.

La MRAe souligne de manière générale que la consommation d'espace conséquente prévue par le projet de PLUi (voir 5.1 du présent avis) est en contradiction avec les objectifs de développement maîtrisé des villages et des hameaux visant à limiter le mitage des espaces naturels et agricoles et la banalisation des paysages.

Concernant la préservation des milieux naturels sensibles du territoire intercommunal, la MRAe estime globalement satisfaisantes les mesures prévues par le projet de PLUi. Le document d'urbanisme n'est ainsi pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur les sites Natura 2000 du territoire intercommunal.

Elle relève que les zones humides inventoriées par le conseil départemental du Tarn-et-Garonne sont identifiées au plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme. Cependant, le règlement écrit (article 13) permet la destruction de zone humides sous réserve de mesures de restauration.

La MRAe recommande de renforcer la préservation des zones humides par un règlement prescrivant leur protection stricte.

S'agissant de la prise en compte des enjeux écologiques des zones destinées à être aménagées, l'évaluation environnementale indique des sensibilités fortes sur certaines zones et des mesures d'atténuation des incidences telles que :

- l'expertise écologique avant aménagement et d'éventuelles mesures compensatoires en cas de destruction d'habitat d'espèces protégées (Caylus - zone de Montplaisir et zone AUX0, Espinas - zone de Saint-Amans, Ginals - zone agricole constructible de Cloup-Ferrand).

La MRAe rappelle que l'expertise écologique devra être menée avant l'ouverture à l'urbanisation de ces zones. Elle souligne que s'il s'avère que les travaux sont de nature à détruire des espèces ou habitats d'espèces protégées, une demande de dérogation devra être sollicitée avant la réalisation des travaux (articles L. 411-1 et L. 411-2 du Code de l'environnement). Au final, la MRAe recommande de conserver la vocation naturelle ou agricole de ces zones particulièrement sensibles. En l'absence de solution alternative, un phasage devra être défini afin de privilégier l'aménagement de zones moins sensibles.

- le maintien des haies existantes présentant des enjeux forts (Saint-Antonin - zone de sainte-Sabine, Caylus - zone de Montplaisir, Saint-Projet - zone de Pissacou, Verfeil - zone Mas de Gazelles).

La MRAe relève que les OAP identifient et prévoient le maintien de cette trame végétale.

La MRAe recommande de renforcer le maintien de l'ensemble des haies existantes par une identification au titre de l'article L.151-23 du code de l'Urbanisme (associé à une procédure de déclaration préalable en cas de travaux) afin de garantir la préservation de la trame végétale sensible.

- la protection des éléments arborés les plus remarquables.

Cette mesure n'est toutefois pas reprise par les OAP des zones de Condaminès et zone de Bach sur la commune de Caylus. La MRAe recommande l'amélioration de ces OAP par des mesures garantissant la préservation des éléments arborés remarquables.

S'agissant de la préservation des paysages, la MRAe relève la réalisation d'une charte paysagère couvrant le territoire intercommunal. Elle estime globalement satisfaisantes les mesures prévues par le projet de PLUi pour assurer la préservation du patrimoine architectural et des paysages ainsi que l'insertion architecturale des nouvelles constructions.

En ce qui concerne de la prise en compte des enjeux paysagers des zones destinées à être aménagées, la MRAe constate que le rapport environnemental identifie sur les communes de Caylus et de Saint-Projet des sensibilités paysagères qui mériteraient d'être intégrées aux OAP correspondantes :

- Sur la zone de Camp-Del-Bosc de la commune de Caylus : le rapport signale l'impact potentiel fort du secteur en co-visibilité avec le bourg et préconise la graduation des hauteurs de bâtiment et l'accompagnement végétal des constructions.

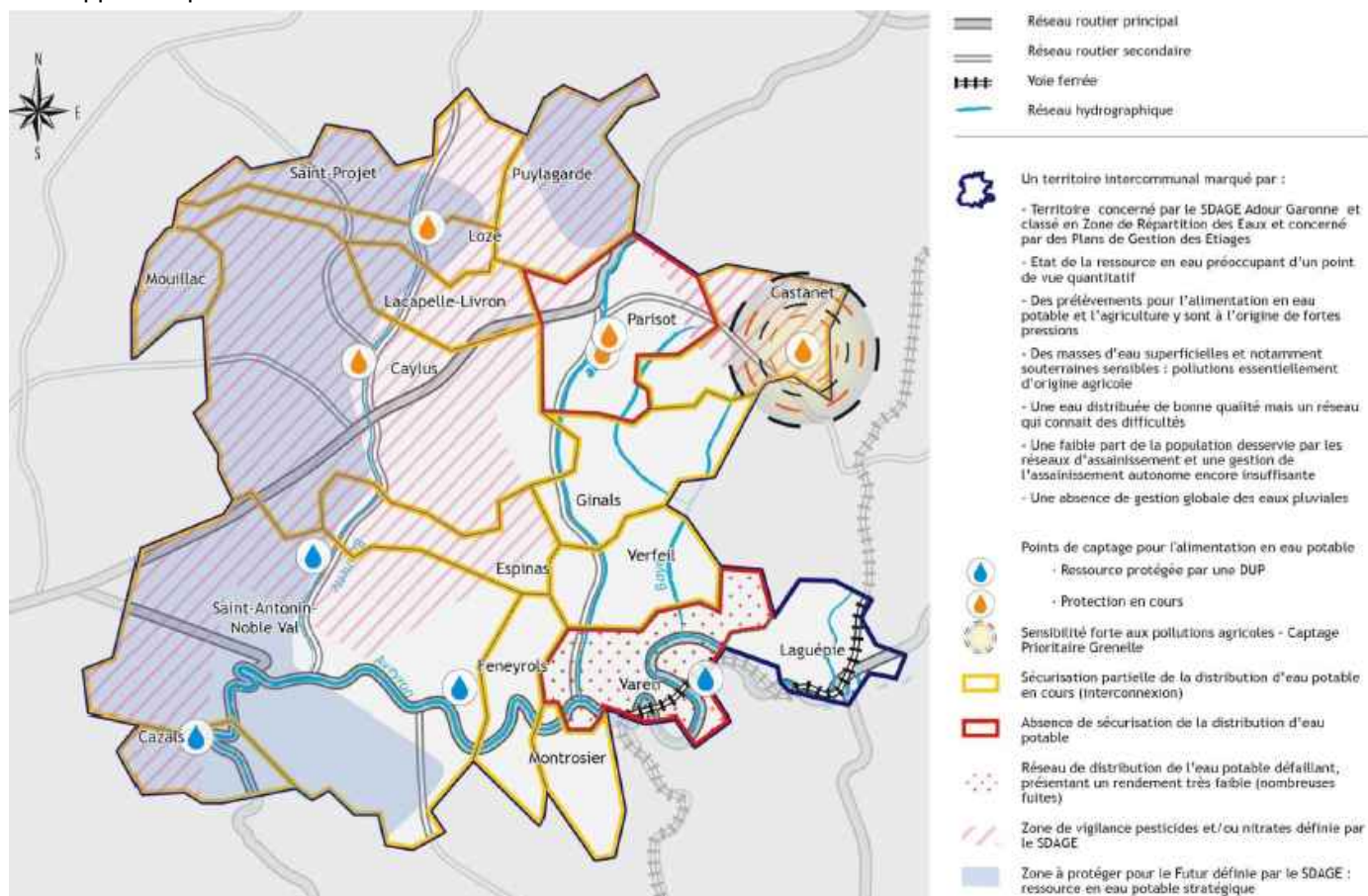
- Sur la zone d'extension du village de Saint-projet, une attention particulière est à apporter à l'insertion des nouvelles constructions dans la pente afin de ne pas désorganiser la silhouette du bourg perçue notamment depuis la départementale en contrebas du village.

La MRAe recommande que ces recommandations émises par le rapport de présentation soient concrètement traduites dans le règlement écrit.

VII. Préservation de la ressource en eau

VII.1.1. Eau potable

La cartographie ci-dessous synthétise les enjeux de préservation de la ressource en eau identifiés par le rapport de présentation.



Enjeux de préservation de la ressource en eau présentés en page 250 de l'état initial.

Il s'agit d'un enjeu fort du territoire du QRGa qui présente une ressource vulnérable tant sur le plan qualitatif que quantitatif. A noter que la partie ouest du territoire est considérée par le SDAGE comme une zone stratégique à préserver pour l'alimentation en eau potable dans le bassin Adour-Garonne et bénéficie, à ce titre, d'un classement en tant que « zone à protéger pour le futur ». Par ailleurs, la source du Couron localisée sur la commune de Castanet, identifiée comme « captage prioritaire Grenelle » car présentant des sensibilités fortes aux pollutions agricoles n'est plus exploitée pour l'alimentation en eau potable.

Sur le plan quantitatif, le rapport indique que les ressources utilisées pour l'approvisionnement en eau potable sont suffisantes, mais réparties de manière inégale sur le territoire du PLUi, certains secteurs et particulièrement la commune de Parisot sont ainsi affectés de façon chronique par le manque d'eau, surtout en période de sécheresse. Pour répondre à cette problématique, la communauté de communes a engagé l'élaboration d'un schéma directeur d'alimentation en eau potable parallèlement à l'élaboration du PLUi. Le rapport indique cependant que ce schéma n'est pas suffisamment avancé pour que le bilan « besoins-ressources » soit disponible, mais que les choix d'implantation des extensions urbaines ont été réalisés en s'appuyant sur la présence de réseaux pouvant être facilement, et à moindre coût, étendus aux nouvelles zones à desservir.

Considérant les difficultés d'alimentation en eau potable relevées dans l'état initial, la MRAe note favorablement la réalisation en cours d'un schéma directeur d'alimentation en eau potable. Elle recommande que l'ouverture à l'urbanisation des zones présentant des contraintes en alimentation en eau potable, tant sur l'aspect quantitatif que sur les problématiques de transport et de stockage de l'eau, soit conditionnée à la réalisation des équipements nécessaires.

Sur le plan qualitatif, le rapport indique que la ressource en eau est globalement de bonne qualité. Cependant, le territoire se situant sur un aquifère karstique vulnérable aux pollutions de surface, les événements pluviométriques intenses peuvent engendrer des pics de turbidité et de pollution bactérienne importants. L'alimentation en eau potable est assurée par 8 points de captages dans les nappes d'eau souterraines, protégés par arrêté préfectoral et déclaration d'utilité publique.

Sur la forme, afin d'assurer une meilleure lisibilité du rapport de présentation sur la problématique de préservation des captages d'alimentation en eau potable, la MRAe suggère la mise à jour des cartographies présentées en pages 242 et 250 de l'état initial (à actualiser sur l'état d'avancement des protections des captages) et en page 18 de l'évaluation environnementale (incomplète sur les périmètres de protection de captages).

Par ailleurs, La MRAe constate que les périmètres de protection rapprochée (PPR) et éloignés (PPE) ne sont pas indiqués sur le plan de zonage du PLUi, qui devra être complété par l'inclusion de ces périmètres de protection.

Le rapport souligne le souhait de l'intercommunalité de préserver la trame végétale et notamment les ripisylves afin de limiter le ruissellement et le transfert de pollutions en particulier sous la forme de matières en suspension aux cours d'eau. Par ailleurs, les périmètres de protection rapprochée des captages d'eau potable de Saint Géry et Labro, exposés à une problématique de turbidité, font l'objet de mesures de préservation renforcée de la trame végétale (classement au titre des espaces boisés classés ou de l'article L.151-23 du code de l'Urbanisme). Le rapport indique également que des mesures visant à limiter le développement des zones à aménager dans ces périmètres sensibles sont prévues.

S'agissant de la problématique de la turbidité, la MRAe estime adaptées les mesures de préservation renforcées de la trame végétale au sein des périmètres de protection des captages de Saint-Géry et de Labro, ainsi qu'aux abords des cours d'eau. Elles permettent en effet de limiter le risque de pollution des ressources karstiques lors de fortes précipitations par l'érosion des sols et l'entraînement de matières en suspension.

Toutefois, l'ensemble du territoire du QRGA présentant un sous-sol de nature karstique, la MRAe recommande d'étendre ces mesures à tous les captages d'alimentation en eau potable du territoire. Elle encourage par ailleurs l'intercommunalité à renforcer la trame végétale existante en bordure des parcelles agricoles et des cours d'eau.

En ce qui concerne les choix d'aménagement en périmètre de protection d'alimentation en eau potable, la question de l'aptitude des sols aux dispositifs d'assainissement individuel et de gestion des eaux pluviales n'est pas développée. A ce titre, la MRAe souligne que l'orientation B24 du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 « préserver les ressources stratégiques pour le futur » demande que « les documents d'urbanismes prévoient des zonages compatibles avec les enjeux de préservation de ces zones ».

La MRAe recommande donc qu'une attention particulière soit apportée à l'aptitude des sols des zones destinées à être aménagées en périmètre de protection afin de garantir des systèmes performants et de justifier de l'absence d'incidence notable des extensions projetées sur la ressource en eau potable particulièrement sensible de ce territoire.

Concernant l'évaluation des incidences du PLUi sur la qualité de la ressource en eau potable, seule la zone AU de Saint-Amans sur la commune d'Espinas a été identifiée comme zone à évaluer, ceci en raison de sa localisation en PPR de la source de la Gourgue. Pourtant, la MRAe souligne que d'autres zones à aménager nécessitent une attention particulière puisque situées en PPE (zones UDb ou Ah des communes de Caylus, Espinas, Varen).

La MRAe recommande donc qu'une attention particulière soit apportée aux aménagements projetés en PPE. Ainsi, sur la commune de Parisot, des aménagements à vocation d'habitat (AU et UC du village, UDb et Ah) et d'activité économique sont prévus en PPE sans développer l'analyse des

incidences sur la préservation de la qualité de la ressource en eau. Il en est de même pour les zones AU ou UDB des communes de Cazals, de Saint-Antonin-Noble-Val (AU de Cadenne), de Caylys (AUX0 et AU de Montplaisir), de saint-projet (AU du village, de Pissacou, de Jourdes), de Loze et de Mouillac.

S'agissant de l'évaluation réalisée sur la zone AU de Saint-Amans, la MRAe relève que l'étude reste trop généraliste et est insuffisamment développée sur la question de l'aptitude des sols aux dispositifs d'assainissement non collectif. L'étude se limite en effet à préconiser des dispositifs d'assainissement autonomes conformes aux normes en vigueur, des aménagements permettant la maîtrise des eaux de ruissellement ainsi que le maintien des éléments boisés structurants afin de limiter le ruissellement. La MRAe rappelle qu'en PPR, des mesures spécifiques et adaptées doivent être préconisées pour garantir l'absence d'incidence notable des aménagements projetés.

VII.1.2. Assainissement des eaux usées

Les éléments relatifs à l'assainissement collectif et individuel des eaux usées sont synthétisés en page 24 et 25 de l'évaluation environnementale. A noter que le potentiel constructible à vocation d'habitat du PLUi est identifié à 65 % dans les secteurs d'assainissement collectif représenté par 14 stations d'épuration réparties sur 13 communes, et disposant d'un résiduel de 40 % dans leur capacité nominale (soit environ 2500 équivalents-habitants). Les réseaux de collecte sont globalement performants et fonctionnent pour la plupart en séparatif.

Près de 70% des habitations présentes sur le territoire ont recours à un dispositif d'assainissement individuel qui présente un taux de non-conformité important (80 % des installations ont été contrôlées par le SPANC qui a enregistré seulement 3% de conformité en 2012). Le PLUi s'engage à définir un projet qui limite le risque d'augmentation des pollutions domestiques par des dispositifs d'assainissement autonome performants ainsi que par le développement de systèmes semi-collectifs d'assainissement dans les secteurs non desservis par les réseaux d'eaux usées.

En complément des observations émises au 7.1.1 du présent avis sur la nécessité d'approfondir la question de l'aptitude des sols aux dispositifs d'assainissement individuels en périmètre de protection de captage, la MRAe relève l'absence de mesures réglementaires relatives à des dispositifs de traitement semi-collectifs pourtant annoncés dans le PADD. Elle encourage l'intercommunalité à engager une réflexion sur l'effet cumulé des rejets des constructions nouvelles, certaines zones pouvant nécessiter la mise en place de dispositifs semi-collectifs.

La MRAe recommande la mise à jour des zonages d'assainissement existants et l'élaboration d'un schéma directeur d'assainissement permettant d'encadrer la gestion des eaux usées sur l'ensemble du territoire intercommunal.

La MRAe relève par ailleurs que l'évaluation des incidences de zones d'extension indique des contraintes sur les dispositifs d'assainissement. Certains secteurs nécessitent une attention particulière en termes d'effets cumulés des rejets (Saint-Antonin zone de Sainte-Sabine), présentent des difficultés pressenties pour mettre en place un dispositif d'assainissement performant (Castanet - zone Le Cuzoul sud), ou présentent des contraintes de profondeurs de sous-sols insuffisantes (Lacapelle Livron - zone du village, Saint-Antonin zone de Sainte-Sabine et de Marsac) ou de perméabilités réduites (Varen - zone d'Arnac sud).

La MRAe recommande que ces difficultés soient analysées plus précisément afin de déterminer les solutions économiquement et techniquement envisageables, et de questionner à nouveau les choix d'aménagement au regard de ces solutions. Enfin, les préconisations retenues devront être reprises dans les OAP des secteurs concernés.

VII.1.3. Assainissement des eaux pluviales

Les éléments relatifs à l'assainissement des eaux pluviales sont synthétisés en page 24 et 25 de l'évaluation environnementale.

En complément des observations émises au 7.1.1 du présent avis sur la nécessité d'approfondir la question de l'aptitude des sols en périmètre de protection de captage, la MRAe relève que l'article 4 du règlement permet, sauf impossibilité technique, l'infiltration des eaux dites « propres » (eaux de toiture notamment).

Étant donné la vulnérabilité de la ressource en eau aux infiltrations, la MRAe recommande fortement de proscrire réglementairement tout rejet d'eaux pluviales dans le sous-sol.

De même, ce même article prévoit que toute construction nouvelle ne devra pas accroître les débits d'eau pluviale par rapport à la situation existante, sans pour autant préciser les modalités de dimensionnement des ouvrages de stockage qui seront systématiquement nécessaires (type d'ouvrage, débit de fuite en fonction des enjeux du site...). La MRAe observe par ailleurs qu'une grande majorité des aménagements projetés, d'une surface inférieure à 1 ha, ne seront pas soumis aux dispositions de la loi sur l'eau (rubrique 2.1.5.0 de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement) et au contrôle exercé dans ce cadre par le service en charge de la police de l'eau.

La MRAe recommande donc d'encadrer la gestion des eaux pluviales par un zonage d'assainissement pluvial permettant de vérifier l'aptitude des sols et de proposer des systèmes d'assainissement performants adaptés à l'aptitude des sols concernés.

VIII. Maîtrise des consommations énergétiques et adaptation au changement climatique

Les éléments de contexte et les mesures prévues par le PLUi pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, permettre la performance énergétique des constructions et la valorisation des énergies renouvelables sont présentés en page 28 à 31 et 158 du rapport environnementale. Le Pays-Midi-Quercy bénéficie d'un plan climat énergie territorial (PCET) validé.

La MRAe estime globalement satisfaisantes les mesures prévues par le projet de PLUi.

S'agissant des transports alternatifs à la voiture, elle relève que les objectifs du PADD visant le développement du co-voiturage et le rabattement des usagers vers les lignes ferroviaires ne sont pas retranscrits dans le projet de PLUi. Elle recommande que la communauté de communes traduise concrètement cet engagement.

En matière d'adaptation au changement climatique, le rapport de présentation note le renforcement attendu des tensions sur la ressource en eau conformément aux études menées par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

Par contre, alors que le secteur forestier occupe plus de 35 % de la superficie du territoire et que l'abandon progressif des pratiques extensives d'élevage entraîne l'augmentation des landes et broussailles par l'arrêt de l'entretien, l'évaluation environnementale n'a pas pris en compte l'impact du changement climatique sur le renforcement du risque de feu de forêt.

La MRAe recommande qu'une attention particulière soit portée à la problématique du risque de feu de forêt compte tenu de la sensibilité actuelle et future du territoire.

**Service émetteur : Délégation départementale de Tarn-et-Garonne
Service Santé Environnement**

Affaire suivie par : Mme Albugues et Montagnac
Courriel : chrystele.albugues@ars.sante.fr
 dominique.montagnac@ars.sante.fr
Téléphone : 05 63 21 18 93/ 18 92
Télécopie : 05 81 31 17 91

Communauté de Communes du Quercy
Rouergue et Gorges de l'Aveyron
Maison des services publics
BP 30
82140 St Antonin Noble Val

Date : 10 octobre 2016

Objet : projet PLU Intercommunal de la communauté de communes du QRG arrêté
Référence : votre lettre du 19 juillet 2016

Monsieur le président,

Vous m'avez transmis pour avis le projet de plan local d'urbanisme intercommunal arrêté par la communauté de communes du QRG.

L'étude du projet transmis appelle un certain nombre de remarques :

- La Communauté de Communes a engagé parallèlement à la réalisation du PLUi, l'élaboration d'un Schéma Directeur d'Eau Potable, sous l'impulsion des services de la DDT et de l'ARS. La question de l'alimentation en eau potable particulièrement sensible dans ce secteur karstique constitue un élément déterminant pour définir le développement de l'urbanisation. Or le projet de PLUi a été construit sans attendre les réflexions menées dans le cadre de ce schéma. Il ne s'appuie que sur les premières conclusions provisoires de la phase 1 relative à l'état des lieux et ne prend pas en compte le diagnostic et le bilan besoins/ressources actuellement en cours d'élaboration.

Le schéma directeur d'eau potable n'est d'ailleurs pas mentionné dans la liste des plans, programmes et schémas pris en compte dans le projet.

- Le chapitre relatif à l'eau potable dans le rapport de présentation du diagnostic et de l'état initial de l'environnement nécessite d'être réactualisé (p 237 à 251) :

- Le syndicat des eaux de Ginals-Castanet-Verfeil a opté pour l'abandon de sa ressource et est dorénavant alimenté par le Syndicat du Ségala (Aveyron) .

- La production d'eau embouteillée à St Antonin s'effectue à partir du forage Le Prince Noir mais aussi de la Source de l'Ange tous deux autorisés par arrêté préfectoral du 24/10/2012 (p 241-242).

- Les procédures de protection sont terminées pour les sources de St Gély - commune de Loze - et Notre Dame de Livron - commune de Caylus - (DUP en date du 18/12/2013) ainsi que pour la source de Labro et le forage de Machoulies -commune de Parisot- (DUP 06/02/2014) (cartes p 242 et 250).

- Le Syndicat des eaux de St Antonin a créé une nouvelle usine sur la source de Thouriers et une interconnexion avec la source de la Gourgue. Le syndicat des eaux de Caylus va créer une station pour la source de Livron et réhabiliter la station de St Gély (p245). Pour cette dernière les travaux ont débuté.

• Le chapitre 1 du rapport de *présentation de l'évaluation environnementale relatif aux incidences du projet du PLU sur le milieu naturel et notamment sur la ressources en eau*, signale le projet d'une zone à urbaniser (AU) dans le périmètre de protection rapprochée (PPR) de la source de la Gourgue à St Amans, commune d'Espinas (p19). Il est indiqué que cette zone AU fait l'objet d'une évaluation environnementale complète dans le Chapitre 2. Or l'analyse des sensibilités et enjeux de la zone concernée n'est pas réalisée du point de vue PPR mais biodiversité du fait de sa situation en périphérie immédiate d'une ZNIEFF de type I. Les mesures d'atténuation indiquées sur les questions d'eau potable et d'assainissement font référence à des généralités. Dans un PPR, des mesures spécifiques doivent être préconisées pour réduire l'impact. Elles peuvent porter sur la taille minimale des parcelles, sur un nombre maximum de lots, sur des mesures d'encadrement des dispositifs de traitement des eaux usées et pluviales à mettre en place.

• Pour les autres zones d'extension ayant aussi fait l'objet d'une évaluation pour des critères de sensibilité écologique, l'analyse mentionne généralement l'absence de difficultés *pressenties* (car non étudiées dans le cadre du schéma) pour la desserte en eau potable. A noter cependant plusieurs difficultés signalées concernant des surdimensionnements ou des remises à niveau à prévoir (Espinas-St Amans, Castanet-Le Cuzoul sud, St Antonin-Ste Sabine). Pour l'assainissement, des contraintes sont également indiquées en matière de topographie (Castanet-Le Cuzoul sud), de profondeurs de sous-sols insuffisantes (Lacapelle Livron-village, St Antonin-Ste Sabine) ou de perméabilités réduites (Varen-Arnac sud). Ces difficultés doivent être analysées plus précisément afin de déterminer les solutions techniques à mettre en œuvre. En l'absence de solutions économiquement ou techniquement envisageables, il conviendra de ne pas maintenir ces secteurs en zones constructibles.

• Le zonage présenté dans le rapport de *présentation justification et explication des choix* met en évidence des zones d'extension relativement nombreuses et étendues au niveau des bourgs (UB), des hameaux (UD) et des groupes de maison en zone agricole (STECAL AH) ainsi que la création d'un nombre important de zones à urbaniser (AU). Ce zonage vu dans son ensemble ne donne pas l'impression d'une réflexion globale à l'échelle de la communauté de communes mais de la juxtaposition de projets de zonage communaux.

Il suscite donc des questions sur l'opportunité de développer l'urbanisation sur l'ensemble de ce territoire, sur la justesse de l'appréciation des besoins pour la décennie à venir, sur l'adéquation entre ces besoins et la superficie des zones ouvertes à l'urbanisation en particulier dans certaines communes (Feneyrols, Mouillac) ainsi que sur l'intérêt de conforter tous les sites d'activités relativement nombreux (5 d'intérêt communautaire et 10 d'intérêt communal).

• Par ailleurs, ce zonage ne semble pas suffisamment prendre en compte la question des conflits d'occupations des sols susceptibles d'exister entre zones agricoles ou artisanales et zones d'habitat. En effet, certaines activités sont susceptibles de générer des nuisances sonores, atmosphériques, olfactives et doivent être éloignées autant que possible des constructions. Une proximité n'est en effet souhaitable ni pour les riverains susceptibles d'être exposés à ces nuisances, ni pour les entreprises potentiellement gênées dans leur activité. Le maintien d'une zone tampon suffisante est nécessaire, ce qui ne semble pas être le cas dans les secteurs suivants où la création d'une zone AU est prévue :

- sur le terrain mitoyen au camp militaire de St Pierre de Livron,
- à proximité d'un immense bâtiment agricole à Prat Saurat, Puylagarde,
- contiguë à un corps de ferme composé de nombreux bâtiments à Jourdes, St Projet.

Plusieurs zones artisanales Ux sont matérialisées dans le secteur de Mayounelle à Laguëpie, relativement urbanisé, dont une est prévue dans le prolongement d'un lotissement.

• La gestion des eaux pluviales semble pris en compte dans le PADD (qui sauf erreur, n'est pas joint) et fait l'objet d'une traduction réglementaire au sein de l'article 4 du règlement de zonage. Cependant étant donné la sensibilité du milieu aux infiltrations, cette question nécessiterait d'être développée pour ce qui concerne les mesures compensatoires à prévoir au niveau des espaces favorables à la contamination des eaux par les polluants (voiries, aire de stationnement) ainsi qu'au niveau des opérations d'aménagement programmés (OAP). En tout état de cause, les rejets d'eaux pluviales dans les igues, avens ou dolines doivent être proscrits. Un zonage d'assainissement des eaux pluviales sera élaboré et prendra en compte la préservation des milieux et de la ressource en eau potable.

Au final, le projet présenté met en évidence plusieurs difficultés :

- une réflexion d'ensemble insuffisante,
- un projet de développement de l'urbanisation conséquent pour ce territoire à dominante agricole susceptible de créer ponctuellement des situations conflictuelles,
- des contraintes d'assainissement et de desserte en eau potable dans certains secteurs qui nécessitent des investigations complémentaires,
- un projet construit sans lien direct avec le schéma directeur d'eau potable en cours d'élaboration.

Ces éléments me paraissent justifier de revoir le projet du PLUi en conséquence tout en intégrant comme prévu initialement les problématiques qualitatives et quantitatives de l'alimentation en eau potable, particulièrement sensibles, sur ce territoire en raison de la vulnérabilité des ressources et des dysfonctionnements pointés sur les réseaux de distributions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de mes sincères salutations.

Pour la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé
Occitanie, et par délégation,
Le délégué départemental de Tarn et Garonne,



David BILLETORTE

Copie pour information :

Direction Départementale des Territoires
2 quai de Verdun- Montauban

